

LA VIE INTELLECTUELLE

REFERENCE

BIENHEUREUX LES PACIFIQUES
CHRISTIANUS

L'ASSEMBLÉE D'AMSTERDAM ET L'UNITÉ
DE L'ÉGLISE
L. K.

PSYCHANALYSE DE LA IV^e RÉPUBLIQUE
HENRI MULLER

PROMOTION DES SCIENCES SOCIALES
MARCEL CLÉMENT

LA CULTURE FRANÇAISE EN PÉRIL
JOSEPH HOURS

LA RÉFORME DE NOTRE ORTHOGRAPHE
OLIVIER LEROY



LES ÉDITIONS

DU CERF-PARIS

LA VIE INTELLECTUELLE

Revue mensuelle

XVI^e ANNÉE

NOVEMBRE 1948

N^o 11

SOMMAIRE

CHRISTIANUS ... *Bienheureux les pacifiques*..... 1

Eglise et Chrétienté

L. K. ... *L'Assemblée d'Amsterdam et l'unité de l'Eglise*..... 5

J. LECLERCQ *Conversations internationales catholiques de Saint-Sébastien*..... 46

H. CAZELLES *Congrès des universitaires catholiques allemands*..... 47

● *Azimuths*, 49. ● *Livres*, 51. ● *Calendrier*, 54.

Peuples et Civilisations

HENRI MULLER. *Psychanalyse de la Quatrième République* 56

M. CLÉMENT *Promotion des sciences sociales*.... 65

J. DUMONTIER .. *L'économie française pendant le troisième trimestre 1948*..... 74

● *A travers les revues*, 87. ● *Livres*, 92. ● *Calendrier*, 93.

Culture

JOSEPH HOURS. *La culture française en péril*..... 96

OLIVIER LEROY. *La réforme de notre orthographe*.. 114

G. MARCEL *Les Rencontres internationales de Genève* 122

GEORGES HAHN. *L'abdication des philosophes*..... 126

● *Théâtre*, par HENRI GOUGHIER, 132.

● *Cinéma*, par JEAN-PIERRE CHARTIER, 133.

● *Perspectives sur le mouvement littéraire*, par MICHEL CARROUGES, 136.

● *Livres*, 141.

● *Calendrier*, 144.

On trouvera à la troisième page de la couverture les conditions d'abonnement à la Revue.

C'EST après-midi, parmi les vieux arbres que le vent mélancolique d'octobre n'a pas encore émondés, et sous lesquels, camouflées contre on ne sait quel bombardement, sommeillaient les vaniteuses voitures des diplomates, le Palais de Chaillot, siège des Nations Unies, s'offrait à la curiosité lointaine de quelques touristes de hauts lieux. Ce soir, ses masses et ses colonnades s'affirment, figées et comme utopiques, sous les soleils artificiels.

« Ami, n'entre pas ici sans désir », disait, sur un des frontons, une de ces sentences à la solennité primaire où Valéry semble se parodier soi-même. Et il me semble entendre battre contre cette muraille une marée de désirs. Chacun de ces hommes que j'ai vu circuler tout à l'heure avec une importance qui se voulait démocratique sait-il ce qu'il représente de nous ? Tortures, famines, typhus, tuberculeuses, mutilations, exils, folies, exodes, villes ruinées ou atomisées, gibets, fours crématoires, nécropoles, voilà nos statistiques à nous. Angoisses des vivants, angoisses des morts, espoirs des vivants, espoirs des morts, volontés des vivants, volontés des morts, voilà ce que nous, les sans-grades, jetons de notre vie dans un trop lourd plateau.

Et ces chefs de peuples, que mettent-ils dans la balance ? Les grandes vedettes mondiales jettent des mots magnifiques et charmeurs. Mais à certains des satellites la faiblesse permet la sincérité. Et puisque désormais, grâce à la presse, au cinéma, à la radio, rien d'humain ne peut plus nous être étranger, nous savons comment les experts silencieux évaluent ces grands mots, en quelles réalités pesantes de canons, d'avions, de tanks, de fusées, de bombes. Nous devinons vaguement, à partir d'une expérience dépassée, ce que cela signifie pour nous. Belle méditation pour ce novembre

que l'image dérisoire de notre futur tombeau ! Le peu de temps qu'ils survivent encore, fleurissons nos cimetières, dont l'urbanisme ne posera bientôt plus de questions : notre énergie bientôt ne laissera plus aux morts le loisir de noires songeries.

Et cette Babel en large, — réduction, à l'usage international, d'un monde où sous les masques de centaines de dialectes ne s'affrontent plus guère que deux langues, mais celles-là irréductibles, — nous la retrouvons à plus petite et plus proche échelle en chacun de nos pays. Car les frontières géographiques sont devenues très perméables. Pour nous Français, en particulier, il n'est que de passer de Chaillot à Paris pour entendre, immédiatement significatif et lourd de menaces, le presque ultime langage des justices antagonistes.

*
* *

Un jeune diplomate s'est approché brusquement de la barrière où j'étais accoudé. Sentencieusement, il m'a invité à prier pour la belle œuvre qui s'accomplissait là. Prier, n'est-ce pas la seule chose, pensait-il peut-être, que puissent se permettre des théologiens chrétiens ? Que peuvent-ils loyalement faire de plus ? Le diplomate aurait pu évoquer Amsterdam et sa conférence œcuménique. Comme on le verra, toute tentative pour construire une Église réformée provoque, parmi les protestants même, une contre-réaction. Et parmi les Églises Orthodoxes, que se partagent plusieurs obédiences rivales, certaines, et non des moindres, ont condamné cet effort. Médecin, pourrait dire aux Églises chrétiennes le monde malade de ses divisions, médecin, guéris-toi toi-même.

L'Église Catholique, enfin, dont l'unité est la plus spectaculaire, se voit refuser par le monde toute autre médiation que celle de sa prière. Comme la Femme de l'Apocalypse, il semble que le Dragon l'oblige à se réfugier au désert et à confier à Dieu son enfant, si l'on accepte d'y voir la paix du monde pour laquelle elle a tant travaillé. Aussi bien, sommes-nous sûrs de ne point donner le spectacle de divergences internes ? Il y en eut dans l'Église primitive, toute

neuve encore de la Pentecôte. Des regards avisés ou intéressés ne discerneraient-ils pas chez nous, aujourd'hui comme alors, des forts et des faibles, des judaïsants et des hellénistes, des pétriniens et des pauliniens, chacun rendant grâces, peut-être, de n'être point comme l'autre?

*
* *

La paix mondiale, humaine ou chrétienne, n'est-elle donc qu'un rêve? Faut-il, comme le *Candide* de Voltaire, cultiver son jardin? Ah! le bon temps! Quand ce serait légitime, serait-ce encore possible aujourd'hui? Moins loin de nous, levant enfin son front lourd de réflexions expérimentales, le Salomon de l'*Ecclésiaste* recommande de « se souvenir du Créateur avant que viennent les mauvais jours, où tremblent les gardiens de la maison, où les femmes cessent de moudre parce que le jour baisse aux fenêtres, ... avant que le fil d'argent se détache, que la lampe d'or se brise, que la jarre se casse au ruisseau, que la poulie se rompe au puits, et que la poussière retourne à la terre d'où elle vient, et la vie à Dieu qui l'a donnée ».

Mais le Christ est venu, plus fort que les murs de séparation, plus fort que les scepticismes et les désespoirs. La lumière de Pâques illumine nos automnes aussi bien que nos printemps. Selon Paul, toutes les souffrances du monde ont pour le monde, qu'il le veuille ou non, un sens. Enfantement douloureux et plein de cris, ce travail soupire mystérieusement après la solennelle Révélation des Fils de Dieu. Chaque année, à la Toussaint, la magnificence de l'Église force les chrétiens à contempler cette Révélation, à répéter en quelque sorte le défilé des Fils de Dieu, vêtus de blanc, traversant les places sans tumulte de la Jérusalem céleste aux murs d'or, chantant l'Alleluia, ouvrant sur les profondeurs éblouissantes de Dieu des yeux tranquilles dont la main divine a essuyé toutes les larmes. La révélation du Nouveau Testament se clôt sur cette immense perspective, dans l'*Apocalypse*, c'est-à-dire la Révélation par excellence.

Mais ce triomphe n'est-il qu'un mirage, une hallucination, une de ces extases comme en provoquent, dit-on, la soif et la faim chez ceux qu'elles font périr? Ou bien le

monde devra-t-il attendre en tout cas jusqu'à la fin des temps la Révélation des Fils de Dieu? Non, cette Toussaint grandiose suppose déjà une Toussaint obscure et grise comme l'envers d'une élatante tapisserie. Il y a sur terre, actuellement, des Fils de Dieu, artisans dès ici-bas de la vivante paix après quoi le monde soupire. L'Évangile les décrit et les forme aux premières pages du Nouveau Testament, que l'Église nous fait méditer en ces jours. Bienheureux les pauvres selon Jésus-Christ, bienheureux les doux comme Jésus-Christ, ceux qui souffrent avec Jésus-Christ. Qu'ils soient, selon leurs vocations, ingénieurs, contre-maîtres ou manœuvres des grandes machines de paix, de justice et de liberté, fabriquées par le monde, que leur travail à ce plan soit optimiste, résigné ou forcé, que leurs efforts politiques s'accordent ou se contrarient, qu'ils réussissent ou qu'ils échouent, peu leur importe. Un domaine plus solide leur reste, dont les limites se meuvent au gré d'une charité inventive et dont les coordonnées sont celles de leur contemplation. Ils ne s'évadent pas dans l'historico-mondial qui ne demande qu'à les absorber; ils l'acceptent, en le jugeant, sans le mépriser. Ni leur parti, ni leur classe, ni leur nation ne les dissout. Ils ne sont pas pacifiques par procuration. Ils font, ils sont, invisiblement, cette Toussaint qui protège malgré tout Sodome de la colère de Dieu. Ils proposent, sans l'imposer, au vrai monde, au monde évangélique, c'est-à-dire à leurs proches, à leurs voisins, ils lui révèlent ce qu'est un Fils de Dieu, ce qu'est le Fils de Dieu, ce qu'est la Paix de Dieu. Humbles efforts, mais réalistes et contagieux. Dès ici-bas, possédant la réalité dont ils recevront un jour le nom, bienheureux les pacifiques car ils seront appelés Fils de Dieu.

CHRISTIANUS.

ÉGLISE ET CHRÉTIENTÉ

L. K. *L'Assemblée d'Amsterdam et l'unité de l'Église.*

DOCUMENTS : *Texte de la décision du Concile des Églises orthodoxes, tenu à Moscou du 8 au 22 juillet 1948, concernant la question de l'œcuménisme.*

Lettre pastorale des Évêques de Hollande sur l'unité de l'Église et la réunion des chrétiens, publiée à l'occasion de la Conférence d'Amsterdam.

Un public de plus en plus large s'intéresse à la question de l'unité chrétienne, qui est peut-être la question la plus décisive de notre siècle. A travers d'assez chétives informations de presse, beaucoup ont suivi les travaux de la Conférence d'Amsterdam (22 août-5 septembre 1948). Celle-ci, on le sait, réunissait des représentants de toutes les grandes communions chrétiennes (148 y ont participé), à l'exception de l'Église catholique. On trouvera ici un exposé documentaire de première main sur cette conférence, ses problèmes, ses tendances, ses activités, ses résultats.

La position de l'Église catholique dans la question de l'unité et de la réunion est assez connue. Il était utile néanmoins de la rappeler et de dire pour quels motifs, d'ordre strictement spirituel, elle a refusé jusqu'ici de participer aux grandes conférences œcuméniques. Nous ne pouvions mieux faire, à cet égard, que de donner une traduction française de la belle lettre pastorale que les évêques de Hollande ont publiée à la veille de la conférence. Cette déclaration, qui était aussi un acte, fera sentir au moins que si l'Église catholique a dit *non* à toute proposition de prendre part à de telles conférences, ce *non* n'est pas la seule parole qu'elle ait pour le Mouvement œcuménique et surtout pour la cause sacrée de l'unité des chrétiens.

J. LECLERCQ. *Conversations catholiques internationales de Saint-Sébastien (9-15 septembre 1948).*

H. CAZELLES. *Congrès des universitaires catholiques allemands (Bonn, 7-13 août 1948).*

Azimuths

Livres

Calendrier

L'ASSEMBLEE D'AMSTERDAM ET L'UNITE DE L'EGLISE

Il n'est pas encore possible de faire une étude absolument complète sur les travaux de la première Assemblée du Conseil œcuménique des Églises, qui s'est tenue à Amsterdam du 22 août au 4 septembre. Il faudra pour cela attendre la publication des textes définitifs des rapports et des discussions. Toutefois, les textes des conférences et comptes rendus des discussions des séances plénières remis à la presse permettent déjà de dégager les grandes lignes du travail accompli.

I. — LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

La première impression est celle d'un travail considérable et sérieux. Depuis le projet de constitution du Conseil œcuménique des Églises en 1938, les états-majors provisoires ont poursuivi parallèlement un travail d'études de grande envergure et de multiples activités. Pendant que de nombreux rapports intéressant le thème central de l'Assemblée circulaient parmi les théologiens, dans les paroisses et les mouvements de jeunes, le Conseil « en formation » s'occupait intensément du problème des réfugiés et de la reconstruction et rendait d'incalculables services aux églises des pays éprouvés par la guerre. Pour donner une idée de l'importance de ces travaux, il suffit de mentionner deux exemples : le comité qui a étudié le rôle de la femme dans l'Église a recueilli près de deux mille réponses à une enquête faite dans quarante-deux pays ; le Département de la reconstruction et d'entr'aide des églises a réparti cent quarante églises de bois, créé des bourses d'études, consacré

d'importantes sommes au traitement des pasteurs, distribué de la littérature religieuse, consenti des prêts aux églises nécessiteuses : ainsi, sans compter les dons en nature, vingt-cinq millions de francs suisses ont été distribués de 1945 à 1948, provenant de la contribution de nombreuses Églises de divers pays¹.

L'Assemblée elle-même a fourni un travail important, sans doute plus complexe que celui des conférences œcuméniques précédentes. Elle avait, en effet, sur la base des travaux préparatoires, à voter la constitution définitive du Conseil œcuménique des Églises, à nommer les comités et le personnel des organes essentiels, à adopter un budget, à approuver les activités proposées par le Comité provisoire, tout ceci en plus des thèmes d'études qui devaient occuper les réunions des sections.

L'Assemblée se composait de sept catégories de personnes :

— les *membres* ou *délégués*, représentants officiels nommés par les Églises adhérentes au Conseil œcuménique. Eux seuls avaient voix délibérative;

— les *suppléants*, représentants officiels des Églises appelés à remplacer les délégués en cas de défaillance. En réalité, ils faisaient le même travail que les délégués en des séances parallèles. Ceci permettait à des théologiens ou à des hommes d'Église qui ne pouvaient être délégués de faire entendre également leur point de vue, car le résultat des discussions était transmis aux délégués;

— les *consultants*, invités en raison de leur compétence théologique ou technique, mais sans délégation officielle de leur Église et sans droit de vote. Ainsi Karl Barth, le pasteur Hébert Roux, Denis de Rougemont étaient consultants;

— les *délégués fraternels d'organisations* amies ou à caractère œcuménique, tel le Conseil international des missions;

— les *délégués de la jeunesse*;

1. Dans cet article, le mot « Église » est employé dans le sens descriptif, pour désigner les différentes communions ou communautés chrétiennes, non dans le sens théologique strict. En ce sens, en effet, il n'y a qu'une Église, et on ne peut parler d'« Églises » que pour désigner les Églises locales existant dans l'unité de l'Église : par exemple, Église de Paris, Église de Malines, etc.

— les *observateurs* envoyés par des Églises ne faisant pas partie du Conseil œcuménique;

— enfin les *invités*, personnalités invitées à cause de l'intérêt qu'elles portaient à la cause œcuménique.

A ces participants proprement dits, il faut ajouter tout le personnel d'organisation, de secrétariat, les interprètes et la presse qui comprenait deux cent quarante-deux journalistes, en grande majorité anglo-saxons.

A cet ensemble de plus de quinze cents personnes furent distribués les documents préparatoires, les textes de conférences et les rapports dans l'une des trois langues officielles de l'Assemblée, soit quatre volumes de rapports élaborés avant l'Assemblée², une brochure contenant les documents officiels : lettre d'invitation, projet de constitution, etc.³, une brochure concernant l'activité du conseil en formation depuis 1938⁴, le livret-guide de l'Assemblée⁵, le *Who's Who*, donnant la liste des Églises membres avec leurs délégués et suppléants et une liste alphabétique des participants⁶. Avant chaque séance plénière, les textes des conférences et rapports ronéotypés étaient distribués, ce qui représente quelque trente à quarante textes. En outre, les interprètes traduisaient instantanément les exposés et les interventions et chaque auditeur pouvait les écouter dans la langue de son choix au moyen d'un petit appareil à ondes courtes muni d'écouteurs qui était remis à l'entrée des séances. La presse a été copieusement servie de comptes rendus en langue anglaise, le service de presse français s'est montré plus modeste et il a eu raison. Un journal imprimé et illustré de petit format et destiné à la vulgarisation est paru six fois au cours de l'Assemblée, un journal français ronéotypé lui faisait pendant.

Après un culte d'ouverture à la Nieuwe Kerk, principale

2. I. L'Église universelle et le dessein de Dieu.

II. Le dessein de Dieu et le témoignage de l'Église.

III. L'Église et le désordre de la société.

IV. L'Église et le désordre international.

3. *Documents concernant le Conseil œcuménique des Églises*, Amsterdam, 1948, 102 pp.

4. *Dix Ans de Formation, 1938-1948*, 84 pp., Genève, 1948.

5. *Official Handbook*, Amsterdam, 1948, 113 pp.

6. *Who's Who, together with list of Delegates and Alternates*, 122 pp. (Une édition corrigée et mise à jour doit être publiée incessamment.)

Église réformée d'Amsterdam, une première séance, le 22 août au soir, devait établir le lien historique avec les précédentes conférences œcuméniques. Chacun des trois mouvements qui ont préparé la constitution du Conseil œcuménique fut brièvement retracé par un conférencier : le mouvement « Life and Work » (Vie et Action, Stockholm et Oxford), par l'évêque anglican Bell de Chichester; le mouvement « Faith and Order » (Foi et Constitution, Lausanne et Édimbourg), par l'évêque luthérien Brillioth de Vaxjö en Suède; le mouvement missionnaire, par le Dr John Mackay, président du Séminaire de Théologie de Princeton, U.S.A. Le pasteur Marc Boegner retraça l'activité du Conseil œcuménique « en formation » de 1938 à 1948.

Le lundi matin fut consacré à l'exposé du programme de travail de l'Assemblée par M. McCrea Cavert. Après quoi la constitution définitive du Conseil œcuménique des Églises fut adoptée à mains levées. L'archevêque de Cantorbéry, qui présidait la séance, fit une prière d'action de grâces pour cet événement de l'histoire des Églises. Dans la même matinée, M. Visser't Hooft, secrétaire général, fit un exposé magistral sur la structure et les fonctions du Conseil œcuménique des Églises. Nous y reviendrons plus loin.

L'après-midi du même jour, deux rapports devaient donner en quelque sorte l'inspiration générale des travaux de l'Assemblée. Celui de Karl Barth devait avoir un succès considérable tant par la personnalité de son auteur que par le mordant des idées exprimées. Le second rapport était consacré au fondement biblique des travaux et présenté par M. Dodd, de l'Union congrégationaliste d'Angleterre.

Enfin les conférences du mardi devaient introduire les thèmes d'études des quatre sections de l'Assemblée :

Section I. L'Église universelle dans le dessein de Dieu.

Section II. Le dessein de Dieu et le témoignage de l'Église.

Section III. L'Église et le désordre de la société.

Section IV. L'Église et le désordre international.

Les conférences d'introduction de cette quatrième section furent faites l'une par M. John Forster Dulles, homme politique américain bien connu, l'autre par le professeur Joseph Hromadka, de l'Université Jean-Huss de Prague. Évi-

demment, la première donnait une note anti-soviétique assez accusée et il faut regretter que la presse anglo-saxonne et même la presse française n'aient retenu que cet aspect politique. La conférence de M. Hromadka, qui donnait la position difficile, mais d'une profonde sincérité, d'un chrétien engagé dans le régime tchécoslovaque actuel, condamnait avec vigueur les faiblesses de l'Occident. Il est remarquable qu'elle n'ait à peu près pas été mentionnée par la presse qui avait eu l'occasion d'interviewer longuement le conférencier. Il faut souligner que l'une et l'autre conférence n'avaient pas un but politique, mais présentaient les problèmes tels que des chrétiens d'horizons très différents et engagés dans l'action pouvaient les saisir.

Ces trois premiers jours constituaient la première étape des travaux de l'Assemblée. Dans une seconde étape, l'Assemblée allait se répartir en quatre sections d'environ cent membres chacune, délégués d'une part, suppléants d'autre part, pour discuter les quatre thèmes d'études. L'après-midi, les mêmes participants se constituaient en comités pour étudier les questions d'organisation de Conseil œcuménique et en comités d'études pour quatre questions particulières proposées par les Églises : la vie et l'activité des femmes dans l'Église, l'attitude chrétienne en face des juifs, la formation des laïcs dans l'Église, reconstruction chrétienne et entr'aide des Églises. Une commission particulière était chargée de la rédaction du message de l'Assemblée. Certaine après-midi siégèrent jusqu'à seize comités simultanés au grand désespoir des interprètes qui ne pouvaient suffire à la tâche.

Les premiers jours de la seconde semaine devaient être consacrés à la rédaction des rapports des sections et des comités. Il ne fut pas rare de voir les textes modifiés et remaniés deux ou trois fois.

Enfin la quatrième et dernière étape du travail devait être l'adoption des rapports par l'Assemblée réunie en séance plénière. C'est ce qui occupa les trois derniers jours.

La prière évidemment devait tenir une place importante dans l'Assemblée. Les cultes d'ouverture et de clôture furent conduits par des ministres de toutes les principales confessions. Au commencement et à la fin des séances plénières, on chantait un cantique emprunté au *Cantate Domino*,

recueil de la Fédération mondiale des étudiants chrétiens. Le fait que souvent chacun chantait dans sa propre langue n'enlevait absolument rien à l'unanimité du chant, mais soulignait au contraire l'unité dans la diversité. Chaque matin, un culte réunissait les participants à la Koepelkerk pour une prière conduite chaque jour selon la tradition d'une autre confession. Cinq cultes de communion eurent lieu selon les rites vieux-catholique, réformé, anglican, orthodoxe et luthérien. On trouvera plus loin les réflexions qui s'imposent à ce sujet.

Pour être complet, il faut dire que cent délégués de jeunesse de tous les pays tenaient des réunions parallèles à celles de l'Assemblée. Pendant les réunions de sections et de comités, les invités et les femmes des délégués pouvaient entendre des conférences sur la situation de l'Église dans les différents continents. Les réceptions par le gouvernement néerlandais au Rijksmuseum et par la municipalité d'Amsterdam au Palais Royal, ainsi que la promenade en bateau sur les canaux illuminés et l'oratorio : *Le Chant de l'Unité* donnèrent à l'Assemblée un caractère plus officiel et plus mondain ; mais, pour échapper à l'atmosphère de fête de la capitale hollandaise qui célébrait ses deux reines, il eût fallu se retirer dans une lointaine thébaïde...

II. — FONCTIONS ET STRUCTURE DU CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES

Il était utile de donner cet aperçu de la vie de l'Assemblée avant de préciser en quoi consiste le Conseil œcuménique des Églises. Une des tâches essentielles de l'Assemblée était précisément de faire passer le Conseil œcuménique du stade de formation au stade d'une existence définitive approuvée par les Églises. C'est ce qui fut acquis par le vote du matin du 23 août, date qui restera mémorable dans les annales de l'œcuménisme.

M. McCrea Cavert soulignait l'importance de cet événement dans son rapport sur le programme de l'Assemblée :

Nous entrons dans une nouvelle étape du mouvement œcuménique. Nous inaugurons une association permanente des Églises, dans des formes constitutionnelles définies, en vue de tout travail qu'elles déci-

deront d'entreprendre en commun. Pour la première fois, les représentants officiels de cent quarante-cinq Églises créent un instrument de fraternité et de coopération à l'échelle mondiale. C'est là un fait sans précédent. Le chemin qui s'ouvre devant nous n'a pas été exploré et la crainte pourrait bien nous en détourner si le Chef de l'Église ne nous avait promis la présence de son Saint-Esprit.

Il revenait à M. W. Visser't Hooft, secrétaire général, de préciser la *signification* du Conseil œcuménique des Églises. Les passages essentiels de son rapport constituent un document de première importance :

Maintenant que le Conseil reçoit une existence officielle, il importe que nous soyons au clair et que nous fassions connaître au monde ce qu'est notre rencontre et ce qu'elle n'est pas. D'où la nécessité de définir aussi clairement que possible les fonctions du Conseil. Des malentendus peuvent naître du fait que nous établissons une communauté interecclésiastique nouvelle, sans précédent dans l'histoire de l'Église. Selon un malentendu tenace, le Conseil viserait à devenir une « super-Église », un centre d'autorité ecclésiastique qui prétendrait contrôler les Églises membres. Notre Constitution spécifie clairement que le Conseil n'a aucune intention, ni ne réclame aucune autorité de ce genre. D'ailleurs, quiconque a travaillé dans le domaine œcuménique sait que la plus légère tentative d'exercer un contrôle se heurte à une vigoureuse résistance des Églises, qui ont toutes un sens aigu de leur indépendance. Il sera utile néanmoins de confirmer en termes non équivoques la déclaration faite par le Comité provisoire en 1947, à savoir de répudier la notion d'un Conseil qui serait muni d'une autorité administrative centralisée.

Un second malentendu qui a pris naissance dans certains milieux est que le Conseil poursuit des fins politiques. Nous vivons dans un monde obsédé par la politique et l'opinion publique dans des milieux étendus ne peut pas admettre qu'une vaste entreprise de caractère international puisse ne pas avoir de couleur politique. Notre devoir est de prouver par la parole et par les faits que nous sommes les serviteurs d'un Seigneur dont la royauté comprend le monde de la politique, mais dont le plan, un plan de salut, ignore les politiques partisans et comprend les hommes de tous les partis et de tous les pays.

Quelle est alors la vraie fonction de notre Conseil ? Son nom l'indique. Nous sommes un Conseil des Églises et non le Conseil de l'Église indivise. Notre nom même accuse notre faiblesse et notre humiliation devant Dieu, car il ne doit y avoir et il n'est en réalité qu'une seule Église du Christ sur la terre. Notre pluralité est une grave anomalie. Mais notre nom montre aussi que nous sommes conscients de cette situation et que nous ne l'acceptons pas avec passivité, que nous allons de l'avant vers la manifestation de la Sainte Église Universelle. Notre conseil représente par conséquent une solution temporaire, une étape ; il se situe entre une époque où les Églises vivaient

isolées les unes des autres, et le moment où — sur la terre ou dans les cieux — il se révélera vrai qu'il y a un seul Berger et un seul troupeau.

Les fonctions du Conseil découlent de cette situation de fait. Nous sommes une communauté au sein de laquelle les Églises, après s'être longtemps ignorées les unes des autres, apprennent à se connaître.

Nous sommes une communauté dans laquelle les Églises engagent ensemble une conversation sérieuse et féconde sur toutes leurs convictions et toutes leurs différences de doctrines, de message et de constitution.

Nous sommes une communauté où la solidarité chrétienne est mise en pratique en ce que les Églises aident leurs Églises sœurs, faibles ou dans le besoin.

Nous sommes une communauté dans laquelle un témoignage commun est rendu à la Seigneurie du Christ chaque fois qu'une parole commune nous est donnée pour que nous l'adressions aux Églises et au monde.

Nous sommes surtout une communauté qui s'efforce d'exprimer l'unité qu'elle a déjà reçue en Christ et de frayer la voie à l'expression plus complète et plus profonde de cette unité.

Nous ne devons pas exagérer ce que nous sommes; les divergences réelles et marquées qui nous séparent, divergences qui apparaîtront au cours de cette Assemblée, l'absence de représentants d'une grande partie de la chrétienté, autant de raisons pour nous rendre humbles. Mais nous ne devons pas non plus sous-estimer le don que Dieu nous a fait. Si nous recevons ce que nous espérons recevoir — à savoir cette *Koinonia* de contacts personnels, d'entretien, d'entr'aide, de témoignage et de recherche d'unité profonde — nous aurons alors toute raison d'être surpris par la bonté de Dieu qui nous accorde ce départ nouveau dans nos rapports réciproques, après les longues années où nous vivions en étrangers les uns aux autres.

Les membres du Conseil.

Quelles sont maintenant les Églises membres du Conseil œcuménique des Églises? Lorsqu'on dit que cent cinquante Églises ont donné leur adhésion au Conseil, il faut bien se garder de comprendre cent cinquante « confessions ». En effet, d'après la Constitution, « sous le mot *Églises* sont comprises les dénominations composées d'Églises locales autonomes⁷ ». Les règlements précisent : « Est réputée autonome l'Église qui, tout en se reconnaissant solidaire des autres Églises et spécialement de celles de sa propre confession, ne dépend d'aucune autre Église dans son exis-

7. Constitution, art. 11, note, dans *Documents*, p. 11.

tence propre, c'est-à-dire, en matière d'instruction, de consécration et d'entretien des ministres, d'enrôlement, de service laïque, de prédication, de relation interecclésiastique, d'utilisation des ressources à la disposition, quelle qu'en soit la provenance⁸. »

Ainsi la France avait à l'Assemblée quatre délégations : une pour l'Église Réformée de France, une pour l'Église Évangélique luthérienne de France, une pour l'Église Réformée d'Alsace et de Lorraine, et une pour l'Église de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine. Ces deux dernières, ayant un statut concordataire particulier, sont en effet autonomes. Par contre, l'Allemagne n'avait pas de délégation luthérienne ou réformée distincte, mais une délégation de l'Église Évangélique en Allemagne (*Evangelische Kirche in Deutschland*) qui vient d'être constituée.

Étant donné un certain flottement des appartenances confessionnelles, il est assez difficile de dire combien de confessions proprement dites étaient représentées. D'après les qualifications données dans la liste des Églises membres⁹, on arrive approximativement au résultat suivant : sept Églises orthodoxes, quatre vieilles-catholiques, quinze Églises anglicanes, dix-neuf luthériennes, vingt-sept réformées, vingt-trois méthodistes, sept baptistes, huit congrégationalistes, sept Églises du Christ, deux communautés mennonites, quatre sociétés de quakers, dix Églises unies (Canada, Indes, EKD, etc.), soit dix confessions représentées chacune par plusieurs Églises nationales. Restent dix-neuf Églises diverses constituant chacune une confession : Église éthiopienne, copte, orthodoxe syrienne, Église vaudoise d'Italie, Église morave, Église arménienne, Armée du Salut. On arrive ainsi à une trentaine de confessions caractérisées.

L'autonomie n'est bien sûr pas le seul critère des Églises membres. Les Églises pour être admises doivent présenter une certaine stabilité et une certaine importance numérique, mais surtout elles doivent adhérer à la base du Conseil œcuménique exprimée dans l'article premier de la Constitution : « Le Conseil œcuménique des Églises est une association fraternelle d'Églises qui acceptent Notre-Sei-

8. *Documents*, p. 23.

9. *Documents*, pp. 90 à 102, et *Who's Who*, pp. 5 à 19.

gneur Jésus-Christ comme Dieu et Sauveur¹⁰. » D'aucuns avaient demandé une modification sur ce point, notamment des membres des Églises Réformées qui n'acceptaient pas volontiers une formule trinitaire ou qui tenaient la formule actuelle pour entachée de monophysisme¹¹. C'est sans doute aussi par protestation dans ce sens que s'est tenu précisément à Amsterdam, fin juin, le congrès annuel de l'Association internationale pour la liberté religieuse (I.A.R.F.). Le pasteur G. Marchal, qui en rendait compte récemment, écrivait en termes significatifs :

Pratiquement et depuis plus de cinquante ans, ces assises sont celles du libéralisme protestant mondial. L'an dernier, à Berne, elles ont reçu l'appui précieux et significatif de l'illustre Albert Schweitzer... Depuis deux ans, le comité directeur... a fait l'impossible pour assurer à l'actuel Congrès œcuménique un caractère vraiment plus œcuménique, notre effort ayant surtout porté sur le texte d'admission. Ce texte exige la reconnaissance de Jésus « comme Dieu et Sauveur ». C'est là une formule trop absolue qui préjuge du problème christologique et le résout dans le sens du Concile de Nicée (325). Nous avons proposé « comme Seigneur et Sauveur »; texte qui permettait une large et vivante union spirituelle. Nous n'avons pas eu gain de cause. Nous n'en avons pas été étonnés, l'Église de France adoptant de plus en plus les formules susceptibles de l'aligner sur l'Église grecque orthodoxe et sur l'anglicanisme. Autrement dit, nous avons un œcuménisme à pivot orthodoxe et conservateur, en opposition avec le Concile de Stockholm (W. Monod, Söderblom) qui était à pivot fidéiste, respectueux des orthodoxies et non-orthodoxies de chacun¹².

Le Conseil œcuménique ne semble pas devoir changer d'attitude. A ce sujet, M. Visser't Hooft a fait la déclaration suivante dans le rapport déjà cité :

Si nous pouvons tirer une conclusion de la réaction des Églises, il y a un accord presque unanime sur le maintien par le Conseil de sa base nettement christocentrique et sur l'affirmation que la divinité de Notre-Seigneur, telle qu'elle est exprimée dans la base actuelle, ne doit pas être affaiblie. C'est aussi la ferme conviction du comité provisoire. Car seul le Seigneur ressuscité et qui est assis à la droite du Père peut nous accorder l'unité à laquelle nous aspirons. Une ques-

10. *Documents*, p. 11.

11. Note parue dans *Le Christianisme au XX^e siècle*, dans sa Tribune libre du 6 mai 1948.

12. *Un premier Amsterdam*, dans *Évangile et Liberté* du 15 septembre 1948.

tion reste posée : du fait que la base actuelle est très brève et que par conséquent elle n'est pas complète, n'y aurait-il pas lieu de la rendre plus claire en l'amplifiant ?

A notre connaissance, aucune modification n'a été faite dans ce sens jusqu'à présent. Mais on mesurera ici le chemin parcouru depuis vingt-cinq ans au sein du Mouvement œcuménique dans le sens de la fermeté dogmatique.

Ici, il convient de signaler l'attitude prise par le Conseil en face de l'absence des Églises de Moscou et de Rome. Citons encore le rapport de M. Visser't Hooft :

Nous nous réjouissons de la présence ici de délégués de plusieurs Églises orthodoxes très anciennes et d'autres Églises orientales. Mais nous sommes conscients, et avec un très grand regret, de l'absence de plusieurs autres grandes Églises orthodoxes orientales. Le comité provisoire avait fait connaître d'une façon parfaitement claire à l'Église orthodoxe de Russie que sa participation serait la bienvenue. Des communications reçues de cette Église faisaient espérer une réponse favorable. La conférence tenue récemment à Moscou en a décidé autrement. Une résolution y a été adoptée, décrivant notre mouvement comme un organisme dont la préoccupation ne serait pas celle de l'unité de l'Église, mais bien plutôt d'acquérir une influence politique et sociale. Par conséquent, la conférence déclara que les Églises orthodoxes qui étaient représentées ne pourraient pas prendre part au mouvement œcuménique dans sa forme actuelle. Une communication du Patriarche de Moscou ajoute que cela ne veut pas dire que l'Église se désintéresse du mouvement œcuménique et de ses activités et exprime le vœu que le Patriarche soit tenu au courant du travail du Conseil œcuménique.

Le seul aspect encourageant de cette situation est le fait que les raisons données comme déterminant cette décision sont fondées sur une interprétation complètement fausse de la vraie nature de notre mouvement — méconnaissance compréhensible de la part d'une Église dont les dirigeants n'ont pas de contacts personnels avec la vie œcuménique. Si nous réussissions ici, à Amsterdam, et au cours des prochaines années à prouver que, loin d'avoir des visées politiques, nous n'avons d'autres préoccupations que celle de la Seigneurie du Christ partout — en Orient comme à l'Occident —, et celle de son Église, la seule Sainte Église, il sera peut-être possible de faire tomber les malentendus actuels. Quoi qu'il en soit, la ligne à suivre est précise. Nous devons garder une porte ouverte pour l'Église de Russie et pour d'autres Églises orthodoxes non encore représentées parmi nous. Nous devons nous sentir responsables d'elles comme nous le sommes les uns des autres.

D'après des renseignements reçus pendant l'Assemblée d'Amsterdam sur les décisions de la Conférence des évêques

orthodoxes à Moscou, la motivation du refus ne serait pas seulement d'ordre politique et social, mais bien d'ordre dogmatique, la base du Conseil étant jugée insuffisante¹³.

Il n'est pas moins important de citer le passage du rapport de M. Visser't Hooft qui concerne l'Église catholique romaine :

Il doit être fait mention aussi de l'Église catholique romaine. Le comité provisoire connaissant parfaitement les raisons qui empêchent cette Église de participer au mouvement œcuménique, celle-ci n'a pas été invitée à envoyer des délégués officiels à la première Assemblée. Mais dès le début de la préparation, en 1939, il fut décidé d'informer le Saint-Siège des projets en cours. Ayant reçu de nombreuses demandes de renseignements de la part de catholiques romains, le Comité provisoire décida en 1947 d'inviter à l'Assemblée, à titre officieux, un nombre restreint d'observateurs de cette Église. Cependant, bien que bon nombre des personnalités invitées aient exprimé le vif désir de se rendre à Amsterdam, et cela au su de leurs supérieurs directs, le Saint-Office décida en juin que personne ne recevrait l'autorisation d'aller à Amsterdam. Cette décision est d'autant plus regrettable que, depuis quelques années, bon nombre de catholiques romains, prêtres et laïques, ont manifesté beaucoup de compréhension pour les buts et le caractère de notre mouvement. En réalité, l'intérêt porté à cette Assemblée — intérêt qui s'est manifesté par des demandes d'invitation, des articles, des visites personnelles, a été l'une des manifestations caractéristiques de la période de préparation. Il faudra voir si le *veto* du Saint-Office veut vraiment dire que ces nouvelles et heureuses tentatives de rapprochement sont par là même condamnées ou si les conversations pourront être poursuivies. Du côté du Conseil œcuménique, nous ne pouvons qu'espérer que des occasions de contact pourront se maintenir, et prier pour cela.

Ces réflexions ne donneraient pas une idée tout à fait exacte de la réaction de l'Assemblée à l'égard de l'absence de Rome si on ne se rappelait qu'un grand nombre de protestants estime que, actuellement au moins, tout œcuménisme avec Rome est impossible à cause de l'attitude intransigeante de l'Église catholique.

Les organes du Conseil.

Pour comprendre ce qu'est le Conseil œcuménique et pouvoir suivre ses travaux dans l'avenir, il est utile de jeter un rapide coup d'œil sur sa structure.

13. Voir *infra*, en appendice, le texte exact du concile des Églises orthodoxes de Moscou.

L'Assemblée en est l'organe principal. « Une Assemblée sera l'autorité suprême du Conseil et se réunira tous les cinq ans. L'Assemblée sera composée des représentants officiels des Églises ou groupes d'Églises. Elle sera composée de quatre cent cinquante membres au maximum...¹⁴ » L'Assemblée d'Amsterdam a décidé que le nombre des représentants serait désormais déterminé par chaque Assemblée et que le comité central pourrait diminuer ou augmenter ce nombre selon les besoins dans une proportion de vingt pour cent.

Les sièges y sont répartis selon l'importance numérique, la représentation confessionnelle et la distribution géographique. C'était là une question assez délicate, car la première répartition semble avoir été faite surtout en fonction de la distribution géographique et un mouvement assez fort s'est manifesté, surtout chez les luthériens, en faveur d'une représentation plus « confessionnelle ». On comprend qu'il soit difficile de représenter équitablement des Églises qui dans certains pays sont des minorités très restreintes. La solution de ce problème reviendra principalement au Comité central.

Le second organe est le *Comité central*, qui est un comité de l'Assemblée et se compose du ou des présidents du Conseil œcuménique et de quatre-vingt-dix membres choisis par l'Assemblée parmi ses membres. C'est ce comité qui continue l'action de l'Assemblée entre les sessions, qui vote le budget annuel, examine les demandes d'admission de nouvelles Églises, crée les organismes appropriés, nomme les comités¹⁵.

Comme pour l'Assemblée, on a donné à ce comité une base qui tient mieux compte du facteur confessionnel. Les cinq présidents du Conseil œcuménique « en formation » ont été maintenus, sauf le Dr John Mott, vétéran de l'œcuménisme, qui a été élu président honoraire. Il a été remplacé par l'évêque Oxnam. Un sixième président a été élu pour représenter les jeunes Églises des pays de mission.

Ainsi les six présidents sont les suivants : M. le pasteur Marc Boegner, président de la Fédération protestante de

14. Art. v de la Constitution : *Documents*, p. 12.

15. Règlements, dans les *Documents*, p. 26.

France (réformé); l'archevêque de Cantorbéry, Dr Geoffrey Fisher (anglican); l'évêque G. Bromley Oxnam, de l'Église méthodiste des U.S.A.; l'archevêque de Thyatire, Dr S. Germanos, exarque du Patriarche œcuménique de Constantinople à Londres (orthodoxe grec); l'archevêque d'Upsal en Suède, Dr Erling Eidem (luthérien); le Dr Tsu-Chen-Chao, de l'Université de Yenching, Pékin (évêque de l'Église anglicane en Chine).

La composition du Comité central élu par l'Assemblée est la suivante : seize réformés, seize luthériens, treize orthodoxes (dont huit sièges non attribués), dix anglicans, dix méthodistes, sept représentants des Églises unies, cinq baptistes, trois congrégationalistes, un siège pour chacune des Églises suivantes : Église d'Éthiopie, Église copte, Églises Mar Thoma, morave, vieille-catholique, orthodoxe-syrienne, Disciples du Christ, Evangelical United Brethern, Société des amis, Armée du Salut.

En même temps, vingt-neuf pays sont représentés au Comité central. Cependant, il y eut quelques protestations : on regretta que l'Afrique occidentale soit représentée par un Blanc et non un Noir, que l'Amérique latine, avec ses deux millions de fidèles dans laquelle seul le Brésil est de langue portugaise, n'ait comme délégué qu'un Brésilien. On voit par là combien il est difficile de respecter tous les desiderata.

La France est représentée au Comité central par M. Chazel, laïc, professeur à la Faculté de théologie de Montpellier (réformé), et par M. Poincenot, inspecteur ecclésiastique de Montbéliard (luthérien), et bien entendu par M. le pasteur Marc Boegner.

Il convient de noter que, en principe, l'Assemblée doit comprendre un tiers de laïques hommes ou femmes, ce qui présente aussi une difficulté pour les Églises qui n'ont pas plus de deux délégués.

Le programme d'activités.

Il est du plus grand intérêt de se représenter aussi exactement que possible les activités futures du Conseil œcuménique. L'esprit de ces activités, si l'on peut dire, est parfait-

tement mis en lumière par le rapport de M. Visser't Hooft déjà plusieurs fois cité :

Le comité provisoire estime que l'une des premières obligations du Conseil est d'appeler les Églises à se rencontrer en conférences pour étudier leurs différences de foi et de constitution et pour étudier les moyens d'unir complètement les Églises. *Foi et Constitution* est l'activité la plus ancienne et la plus fondamentale des activités dont la responsabilité incombe au Conseil. Point de départ et point d'arrivée, *Foi et Constitution* nous rappelle constamment le caractère profondément anormal de nos divisions. Il nous rappelle qu'il n'est pas suffisant de collaborer et que le seul but digne d'un Conseil des Églises est d'être la manifestation de l'Église une et indivise. *Foi et Constitution* a reçu la mission difficile et de longue haleine d'étudier nos divergences actuelles et la voie à suivre pour les surmonter. Son activité attire moins l'attention que les autres départements du Conseil, car son travail doit se poursuivre tranquillement et patiemment. Il aura par conséquent besoin d'une grande autonomie dans l'ensemble de notre structure. Il devra, d'autre part, tenir pleinement les Églises et le Conseil au courant des développements qu'il obtiendra dans le domaine de l'unité de l'Église.

On ne saurait mieux mettre en valeur l'importance du travail théologique fondamental pour un œcuménisme authentique.

Il ne faut pas confondre avec ce travail de « Foi et Constitution » l'*activité d'étude*. Il s'agit d'autre chose :

Le Département d'Études est au service du Conseil et des Églises membres pour promouvoir une étude approfondie et commune des questions de foi, de vie et d'action des Églises, source de notre témoignage et de nos activités dans le monde moderne. Il peut être, si Dieu le veut, le lieu où une intelligence renouvelée de la Bible, la redécouverte des implications de la Seigneurie de Jésus-Christ, les expériences des Églises dans les années de lutte et leur discernement des signes des temps, peuvent devenir profitables pour toutes les Églises.

C'est ici que se situe le programme des sections II à IV de l'Assemblée d'Amsterdam, tandis que le travail de la section I se rattachait plutôt à « Foi et Constitution ». Il y aura d'ailleurs, à l'avenir, en plus des Assemblées quinquennales, des conférences de « Foi et Constitution ». Ces dernières seront en quelque sorte le laboratoire dans lequel s'élaboreront les points de vue qui seront ensuite adoptés par l'Assemblée au nom des Églises. Il y aura donc toujours

un certain décalage entre le travail des deux organismes, et c'est ce qui explique pourquoi le rapport final de la section I à Amsterdam semble être en recul sur la dernière conférence de « Foi et Constitution » à Edimbourg. En 1937, il s'agissait d'une réunion de théologiens, à Amsterdam d'une Assemblée de délégués officiels des Églises dont beaucoup étaient encore novices dans le travail œcuménique; aussi le progrès a-t-il été, si l'on peut dire, plus en largeur qu'en profondeur.

Sous peine d'allonger considérablement cet exposé; on ne peut qu'énumérer les autres tâches du Conseil œcuménique, ce qui ne veut pas dire qu'elles aient une importance moindre. Il est prévu :

- une aide aux Églises faibles ou indigentes;
- un Département de la Jeunesse;
- un organisme d'éducation œcuménique : l'Institut de Bossey, près de Genève, qui fonctionne déjà sous la direction de M. le professeur Kraemer;
- une commission pour les affaires internationales;
- un travail d'information et de propagande en développant le S.OE. P.I. (Service OEcuménique de Presse et d'Information), qui publie déjà depuis quinze ans un bulletin hebdomadaire d'information ronéotypé en trois langues;
- la création d'une revue œcuménique, dont le premier numéro est sorti quelques jours avant l'Assemblée¹⁶, et qui sera surtout un instrument de dialogue entre les Églises;
- un Département de l'Évangélisation;
- des rapports avec les organisations parallèles, surtout le Conseil international des missions, l'Alliance biblique universelle, les Y.M.C.A. et Y.W.C.A. et la Fédération universelle des Étudiants chrétiens.

Cette énumération se passe de commentaire. On y saisit immédiatement l'ampleur de la tâche qui s'impose au Conseil œcuménique et sa valeur pour la coopération des Églises chrétiennes.

En définitive, on voit que le Conseil œcuménique n'est pas une étiquette, un mot vide de sens, mais bien un organisme qui peut avoir un grand rôle à jouer dans le monde

16. *The Ecumenical Review*, trimestrielle, 17, route de Malagnou, Genève. Provisoirement seulement en anglais.

chrétien. Dans quelle mesure parviendra-t-il à réaliser vraiment l'unité qu'il essaie de vivre déjà, l'avenir seul pourra le dire. Il semble incontestable qu'il représente l'effort le plus considérable vers l'unité qui ait été entrepris depuis les grandes séparations.

Dans l'impossibilité d'étudier ici tous les aspects de cette activité, il semble particulièrement important, au point de vue de l'œcuménisme, de voir plus en détail l'esprit et les résultats du travail de la section I.

III. — LE PROBLÈME DE L'ÉGLISE

Le thème de la section I était « l'Église universelle dans le dessein de Dieu ». Les travaux préparatoires concernant ce sujet et contenus dans le volume I comportaient trois parties : d'abord cinq exposés sur la nature de l'Église par un luthérien, G. Aulen, un méthodiste, Clarence Craig, un orthodoxe, le professeur Florovsky, de Paris, un anglican, J. Gregg, un réformé, Karl Barth. La seconde partie envisageait l'expérience de l'Église dans le monde en deux exposés sur la misère et la grandeur de l'Église et sur les signes du renouveau dans l'Église. Enfin quatre études concernaient le problème de l'unité et le mouvement œcuménique. Ces études constituaient un point de départ.

Dès le second jour de l'Assemblée, en introduisant le thème d'étude de la section I, le professeur Clarence Craig devait faire le point des *accords* et des *désaccords* exprimés dans la première partie du volume.

Il rassembla sept points sur lesquels tout le monde était d'accord et les résuma de la manière suivante :

1. Tous nous croyons que l'Église est une création de Dieu, non des hommes. Le dessein de Dieu sur le monde inclut le rassemblement d'un peuple de Dieu. Ceci commença en Israël et reçut son accomplissement dans le nouvel Israël.

2. Tous nous croyons que la rédemption de ce peuple a son centre dans l'action de Dieu accomplie par Jésus-Christ, qui mourut pour nos péchés, ressuscita d'entre les morts et devint le Seigneur de l'Église.

3. Tous nous croyons que l'Église est caractérisée par la présence du Saint-Esprit, la prédication de l'Évangile qui est la parole de l'a-

mour de Dieu pour l'humanité misérable et pécheresse, et par l'administration des sacrements du baptême et de la Cène du Seigneur.

4. Tous nous croyons que l'Église a été mise à part dans un état de sainteté comme communauté permanente d'adoration, pour vivre dans l'amour par l'exemple et par la puissance du Seigneur crucifié et ressuscité.

5. Tous nous croyons que l'Église est en rapport avec deux mondes : elle est composée de pécheurs pardonnés, mais en même temps ses membres sont les héritiers du royaume de Dieu.

6. Tous nous croyons que l'Église est servie par un ministère que Dieu a doté des dons variés de l'Esprit pour l'édification du Corps de Christ.

7. Tous nous croyons que l'Église est une de sa vraie nature. Puisque Dieu est un, il ne peut y avoir plus d'un seul peuple de Dieu. Ce peuple est composé de tous ceux qu'il a rachetés en Christ.

Quelle que soit l'importance de ces points d'accord, il fallait souligner les divergences majeures qui séparent les Églises. M. Craig les groupa en cinq points :

1. Nous ne sommes pas d'accord dans notre façon de comprendre le degré de continuité entre le peuple de Dieu sous l'ancienne alliance et sous la nouvelle. Tous sont d'accord sur le fait qu'il y a continuité, mais l'Église est-elle une *nouvelle* création, création en Christ, ou bien les institutions de l'Ancien Testament préfigurent-elles par voie autoritaire la nature du véritable peuple de Dieu ? Dans quel sens Christ a-t-il été la fin de la loi ? Est-ce que cela a été une brisure radicale dans la manière dont Dieu conduit son peuple ?

2. Nous ne sommes pas d'accord sur la question de savoir à quel degré l'Église est le Corps de Christ. Pour les uns, ceci conduit à mettre l'accent sur l'Église comme extension de l'Incarnation. Chez d'autres collaborateurs, cette expression est visiblement absente. Ils ne croient pas qu'une analogie féconde ou une figure puisse être pressée de telle manière que cela soit, leur semble-t-il, contredit par l'Église empirique.

3. Nous ne sommes pas d'accord sur la manière de comprendre l'autorité de la tradition à côté de l'Écriture comme normative pour l'Église. Pour les uns, la tradition est essentielle parce que le développement que l'Église a expérimenté sous la conduite du Saint-Esprit est déterminant pour la nature et la forme de l'Église. Pour d'autres, ce qui n'est pas dans les écritures canoniques n'a pas d'autorité permanente dans et pour l'Église...

4. Nous ne sommes pas d'accord sur la place de l'autorité à l'intérieur et parmi les communautés de croyants. Quelques-uns parmi nous croient que chaque communauté est autonome sous l'autorité de Christ et n'est sujette d'aucune direction ecclésiastique venant de l'extérieur de la communauté. D'autres sont tout aussi convaincus qu'il faut qu'il y ait un gouvernement d'autorité au-dessus des communautés particulières si leur but commun doit être réalisé dans les conditions humaines...

5. Enfin nous ne sommes pas d'accord sur notre conception de la continuité de l'Église. Par corollaire, cette différence affecte notre conception du ministère et des sacrements. Certains sont fermement convaincus que la seule voie par laquelle est maintenue une authentique unité est ce que j'appellerais une relation horizontale directe avec les Douze que Christ a choisis. Là où cette continuité est rompue, il manque quelque chose d'essentiel dans les marques de l'Église. Au contraire, d'autres tiennent aussi passionnément que la seule voie d'une continuité authentique peut être maintenue par une relation verticale avec le Seigneur vivant de l'Église. Partout où on la rencontre, on trouve son Église. Aucune succession horizontale ne peut assurer cette relation, et aucune succession d'agents humains n'a d'importance à côté de cette association directe avec lui qui a promis d'être partout où deux ou trois sont réunis en son nom. Pour le moment, ceci apparaît être la différence la plus irréductible, car des deux côtés des hommes sincères ont le sentiment que l'autre position ne garantit pas cette continuité.

Il faut reconnaître que cette introduction au thème le plus important de l'Assemblée ne cherchait pas à minimiser les difficultés. Ceux qui attendaient un « confusionisme » facile ont pu être largement déçus.

D'ailleurs, M. Craig a mis les délégués sans ambages en face de leur tâche. Il a exclu immédiatement deux attitudes impossibles : d'une part, l'indifférence à l'égard de ces divergences pour une union dans l'action pratique, attitude qui montrerait que l'on n'attache pas assez d'importance à la foi de sa propre confession; d'autre part, une attitude combattive et intransigeante qui oublierait que « ces convictions que nous estimons contraires à la volonté de Dieu sont les convictions sincères et honnêtes de nos frères. Toute autre supposition de notre part serait totalement indigne d'un membre de cette Assemblée ». Restait une troisième attitude possible : la discussion des divergences dans un esprit fraternel. « Dans une telle atmosphère nouvelle, qui sait les miracles que peut accomplir l'Esprit de Dieu ? »

L'exposé du professeur G. Florovsky devait peut-être encore préciser davantage cet esprit. Plus qu'aucun autre, il a rappelé aux délégués, au cours des discussions et des séances plénières, que l'unité ne pouvait être réalisée à bon marché.

Les chrétiens ne seraient-ils pas dans une situation absurde s'ils pouvaient s'entendre sur des questions séculières et donc secondaires et demeurer en désaccord sur l'essentiel ? Que pourrait signifier une

unité *in dubijs*, tandis que subsiste la division *in necessarijs* ? Ne suggérerait-elle et ne prouverait-elle pas que nos divergences doctrinales et confessionnelles n'avaient, au fond, aucune importance vitale ? En effet, dans cette hypothèse, les chrétiens pourraient se conduire *comme* s'ils étaient unis. En tout état de cause, un front commun des chrétiens ne saurait être encore une chrétienté réunie, ne saurait être l'Église réunie, l'« Una Sancta »...

Le jugement commence par la maison de Dieu. Il ne suffit pas que nous soyons poussés par des raisons de stratégie — cette stratégie fût-elle missionnaire, évangélisatrice, sociale, ou ce que l'on voudra — vers une réconciliation œcuménique, à moins que la conscience chrétienne ne soit réveillée par le grand appel de Dieu lui-même. Nous devons rechercher l'unité, la réunion. Nous ne devons pas la rechercher parce qu'elle nous rendrait plus forts et nous armerait mieux dans notre combat (car, dans ce cas, nul ne rechercherait plus d'unité qu'il n'en faut pour cette seule victoire terrestre). Mais nous devons la rechercher parce qu'elle est l'impératif divin, le but et le dessein divins, parce qu'elle appartient à l'être même du christianisme.

L'unité ne sera pas seulement une addition d'éléments complémentaires :

On peut essayer d'interpréter les différences et les divergences des chrétiens comme des éléments complémentaires; on peut y voir des aspects isolés ou exagérés d'un tout, qui pourraient trouver leur réconciliation dans une synthèse plus haute et plus large. On peut même prétendre qu'une différenciation historique représente un indispensable premier pas vers cette synthèse. Cette idée contient quelque vérité. Cependant, nous ne pouvons atteindre la plénitude par une simple opération arithmétique. Le tout n'est jamais le produit d'une simple addition des unités. Et, rappelons-le, bien des traditions sont purement négatives et polémiques; elles ne subsistent que par la force de l'opposition. Elles ne peuvent, telles qu'elles sont, être assumées dans une totalité. Elles doivent être réformées et retouchées pour devenir complémentaires et pour pouvoir être réintégrées dans l'ensemble. Cela signifie que le renouveau *et* la réformation sont la seule voie qui conduise vers une synthèse œcuménique. Aucune unité des chrétiens n'est possible tant que certaines différenciations historiques n'ont pas été supprimées.

L'unité ne sera pas non plus le résultat d'une action précipitée. Il ne faut pas confondre une base de coopération et le but dernier de l'œcuménisme. Au-delà même du *Credo*, qui peut déjà être récité ensemble, il faut chercher le consensus théologique, c'est-à-dire la signification et non pas seulement la lettre.

En terminant, le P. Florovsky soulignait que l'œcuménisme devait être véritablement universel :

En tout cas, « œcuménique » ne signifie pas et ne doit pas signifier pan-protestant ou anti-romain, ou quoi que ce soit de semblable. Aucune vraie coopération œcuménique, aucune vraie communauté chrétienne, aucune vraie réunion des chrétiens ne peut être réalisée si Rome n'y peut être incluse. Je ne veux pas dire la Rome actuelle, mais la vérité et l'héritage que Rome, en dépit de tout ce que l'on peut retenir contre elle, a représenté et représente encore aujourd'hui. L'unité dernière de la chrétienté doit être universelle et totale. Toute autre solution ne peut être que provisoire et partielle, foncièrement inadéquate et incomplète. Aucune fraternisation sentimentale n'avancera jamais nos affaires... Une étude théologique approfondie nous ouvrira à une plus large vision et nous aidera à surmonter nos craintes vaines. Nous avons par trop aimé nos traditions locales. Il nous faut rétablir le sens de la catholicité. La précision doctrinale sera une aide et non un obstacle à notre plus profonde unité.

Il a paru important de citer assez longuement ces textes pour que le lecteur se rende compte de l'esprit dans lequel l'Assemblée a abordé ces problèmes.

Quels ont été maintenant *les points d'arrivée*? C'est la discussion générale du rapport de la section I en séance plénière qui en donne le mieux l'idée. Il est évident que la genèse de ce texte serait du plus haut intérêt, mais elle ne sera connue que dans la mesure où le compte rendu sténographique des principales interventions sera publié.

Le texte soumis à l'Assemblée, le 1^{er} septembre, a été modifié en plusieurs points à la suite de la discussion. Nous donnons ici ce texte tel qu'il a été distribué en français au début de la séance. Nous avons ajouté en note les modifications apportées par la discussion. De toute manière, le texte officiel sera celui qui paraîtra dans le volume définitif des rapports. Mais on peut déjà se faire une idée de l'orientation générale des travaux sur ce texte qui sera sans doute à peine retouché.

L'ÉGLISE UNIVERSELLE DANS LE DESSEIN DE DIEU

I. — L'UNITÉ QUI NOUS EST DONNÉE

1. Dieu a donné à son peuple, en Jésus-Christ, une unité qui est son œuvre et non la nôtre. Nous le louons et lui rendons grâces pour l'action puissante de son Saint-Esprit qui nous a rassemblés pour nous faire découvrir que, en dépit de nos divisions, nous sommes un en Jésus-Christ.

2. Chrétiens d'origines nationales et traditionnelles multiples, notre premier mot doit être pour remercier Dieu de sa bonté. Nous venons d'Églises chrétiennes qui pendant longtemps se sont ignorées, mal comprises, dénigrées; nous venons de pays qui se sont souvent combattus; nous sommes tous des hommes pécheurs; nous sommes les héritiers du péché de nos pères; nous ne méritons pas la bénédiction que Dieu nous accorde.

3. L'action rédemptrice de Dieu dans le monde s'est réalisée par la vocation du peuple qu'il a élu. L'Ancienne Alliance s'est accomplie dans la Nouvelle, quand Jésus-Christ, le Fils de Dieu incarné, est mort et est ressuscité des morts, est monté au ciel et a donné le Saint-Esprit qui demeure dans son Corps, l'Église. Cette Église nous concerne tous ensemble, c'est pourquoi nous sommes rassemblés; ce faisant, nous découvrons notre unité dans notre relation avec le Chef et le Seigneur de l'Église.

II. — NOTRE DÉSACCORD FONDAMENTAL

4. C'est à la lumière de cette espérance que nous pouvons affronter notre désaccord le plus profond, nous aimant toujours les uns les autres en Christ et marchant par la foi en lui seul. Car un grave désaccord apparaît encore entre nous. Il a des aspects divers et des racines profondes¹⁷. Historiquement, on peut

17. « Il s'affirme au milieu d'opinions nombreuses, différemment accentuées, au sein de la chrétienté. Certains sont catholiques ou orthodoxes en un sens défini; d'autres sont protestants selon les grandes confessions de foi de la Réformation; d'autres encore mettent l'accent sur la congrégation locale, « communauté rassemblée », et sur l'idée de « l'Église libre »; certains sont convaincus que catholiques et protestants (ou évangéliques) pensent subsister à l'intérieur d'une même Église. »

« Parmi les nuances de ces opinions, cependant, nous voulons accorder une attention spéciale à un désaccord vers lequel, par des cheminements nombreux, nous sommes constamment ramenés. »

assez facilement le décrire par l'opposition générale qui existe entre « catholique ¹⁸ » et « protestant », bien que nous ayons appris à nous méfier de toute formule simpliste de ce genre pour le caractériser.

5. Telle est notre situation essentielle : de part et d'autre, nous considérons la foi et la vie chrétiennes comme un tout parfaitement cohérent, mais les deux façons de concevoir ce tout sont loin de coïncider.

6. Il est impossible de caractériser brièvement ces deux tendances ou accentuations sans risquer d'être injuste à leur égard. Dans chaque cas, nous comparons des lignes générales de tradition qui diffèrent dans leur façon de comprendre la foi et la vie chrétiennes ¹⁹. Dans chacune, on pourrait discerner une grande variété d'accents, plusieurs « écoles » de pensée théologique ²⁰. La tendance ordinairement appelée « catholique » insiste en premier lieu sur la continuité visible de l'Église, essentiellement exprimée par la doctrine de la succession apostolique de l'épiscopat. La tendance « protestante » souligne essentiellement l'initiative de la Parole de Dieu et la réponse de la foi, elle s'exprime dans la doctrine de la justification par la foi seule. Mais, l'une et l'autre de ces tendances se retrouvent en fait à des degrés divers dans les deux traditions ²¹. Un dialogue compréhensif entre ces deux tendances est souvent rendu difficile par le fait que beaucoup de ceux qui leur appartiennent sont habitués à leurs seuls modes d'expression, ignorent les autres traditions et conservent au sujet de leurs frères chrétiens séparés des opinions qui souvent travestissent leur vraie position. Cependant, même lorsque le dialogue s'engage entre gens qui se font confiance et se comprennent, il subsiste un noyau irréductible de divergences entre deux manières totalement différentes de saisir l'Église du Christ.

7. De chacun de ces points de vue, on considère chaque élément de la vie de l'Église dans une perspective générale, de sorte que, même là où ces éléments paraissent semblables, ils sont en réalité situés dans des cadres généraux qui, jusqu'à présent, nous apparaissent irréductibles l'un à l'autre. Comme souvent dans le passé, nous avons été incapables de nous exposer les uns aux autres la totalité de notre foi en termes mutuellement acceptables.

18. Évidemment, « catholique » n'est pas pris uniquement dans le sens de « catholique romain ». Protestant, dans la plus grande partie de l'Europe, est rendu par « évangélique ».

19 et 20. Ces deux phrases sont interverties dans le nouveau texte.

21. Cette phrase a été remplacée par la suivante : « Mais le premier groupe insiste aussi sur la foi et le second croit fermement dans la continuité de l'Église sous une certaine forme. En outre, cette différence d'accentuation coupe sans les recouvrir nombre de nos barrières confessionnelles. »

III. — CONVICTIONS COMMUNES ET PROBLÈMES COMMUNS

8. *Il n'est pas possible d'énumérer tous les problèmes qui ont surgi au cours de nos discussions, encore moins de mentionner ceux qui ont été soulevés dans d'autres cercles de recherche œcuménique, en particulier dans les commissions de « Faith and Order ». Nous ne pouvons qu'essayer de souligner ici certains points qui ont retenu notre attention. Nous indiquerons aussi quelques-unes des directions dans lesquelles ils nous paraissent devoir être poursuivis dans l'ensemble du travail en cours. Nous estimons que le livre L'Église universelle dans le Dessein de Dieu, écrit pour préparer nos études, contient une matière très utile et nous le recommandons à l'attention de nos Églises pour l'examen de ces problèmes.*

9. Nous avons formulé nos accords concernant la nature de l'Église et sa mission, dans les deux paragraphes suivants; à la suite de chacun d'eux nous énumérons un certain nombre de points de divergence qui se sont révélés dans l'examen approfondi de ces accords eux-mêmes.

10. A. NOUS CROYONS TOUS QUE L'ÉGLISE EST DONNÉE PAR DIEU AUX HOMMES POUR LE SALUT DU MONDE; QU'ELLE EST FONDÉE SUR L'ACTION RÉDEMPTRICE DE DIEU EN JÉSUS-CHRIST; QU'ELLE VIT²² DE LA PRÉSENCE ET PAR LA PUISSANCE DU SAINT-ESPRIT.

11. Sous cet accord fondamental, il existe cependant des divergences essentielles que, dans l'obéissance à Dieu, nous devons continuer à comprendre plus profondément afin de les surmonter. Elles concernent :

a) La relation entre l'ancien et le nouvel Israël et la relation entre l'église visible et la « nouvelle création » en Christ. (Il ressort de notre discussion que plusieurs de nos divergences concernant l'Église et le ministère ont ici leur origine.)

b) Dans l'action rédemptrice de Dieu, la relation entre la rédemption objective et le salut personnel; entre l'Écriture et la Tradition; entre l'Église considérée comme institution et l'Église comprise comme l'œuvre actuelle de Jésus-Christ.

c) La place du ministère dans l'Église et la nature de son autorité et de sa continuité; le nombre et la signification des sacrements, la relation entre le baptême et la foi et la confirmation; la relation entre l'Église universelle et l'Église locale; la nature de l'unité visible et la signification du schisme.

12. B. NOUS CROYONS TOUS QUE LA VOCATION DE L'ÉGLISE EST

22. « Qu'elle persiste dans la communauté à travers l'histoire par la présence... »

DE GLORIFIER DIEU DANS SA SAINTETÉ, D'ANNONCER L'ÉVANGILE A TOUTE CRÉATURE. ELLE EST POURVUE PAR DIEU DES DONNÉS DIVERS DU SAINT-ESPRIT POUR L'ÉDIFICATION DU CORPS DU CHRIST. ELLE A ÉTÉ APPELÉE A LA SANCTIFICATION POUR VIVRE, DANS LA FOI ET DANS L'AMOUR, AU SERVICE DE L'HUMANITÉ, PAR LA PUISSANCE DU SEIGNEUR CRUCIFIÉ ET RESSUSCITÉ ET SELON SON EXEMPLE. NOUS CROYONS QUE L'ÉGLISE EST COMPOSÉE DE PÉCHEURS PARDONNÉS, MAIS DÉJÀ PARTICIPANT PAR LA FOI²³ AU ROYAUME DE DIEU, ATTENDANT SA CONSOMMATION QUAND JÉSUS-CHRIST REVIENDRA DANS LA PLÉNITUDE DE SA PUISSANCE ET DE SA GLOIRE.

13. Ici encore, nous devons continuer dans l'obéissance à Dieu à rechercher une compréhension plus profonde de nos divergences en vue de les surmonter. Elles portent sur les points suivants :

a) La relation entre les deux aspects de la vocation de l'Église orientée, d'une part vers Dieu dans le culte, d'autre part vers les hommes dans le témoignage et le service.

b) Jusqu'à quel point le royaume de Dieu est-il déjà réalisé dans l'Église?

c) En quoi l'Église est-elle responsable de la vie des communautés humaines et des institutions temporelles?

14. C'est avec reconnaissance que nous soulignons ces accords et que nous sommes en même temps contraints de poursuivre l'étude de nos divergences, car nous croyons que Dieu veut l'unité de son Église et nous devons lui obéir.

15. Sur beaucoup de ces points nos problèmes dépassent nos barrières confessionnelles, et nous rendons grâces à Dieu de ce qu'il nous permet chaque jour d'apprendre au contact de nos frères chrétiens et parce qu'il se fait lui-même connaître plus clairement à nous grâce à la « présence » que nous sommes les uns pour les autres. Dans certaines parties du monde et pour certains chrétiens, certains points abordés ici pourront paraître sans importance ou sans intérêt. Cependant, parce qu'ils sont essentiels pour d'autres, nous croyons que, en définition, ils nous concernent tous.

Pour d'autres encore certaines de nos difficultés paraîtront déjà surmontées ou en voie de l'être.

Nous remercions Dieu pour tout ce qui éclaire les chemins de l'unité!

IV. — L'UNITÉ A L'INTÉRIEUR DE NOTRE DÉSACCORD

16. Bien que nous ne puissions totalement nous joindre, Notre-Seigneur ne nous permet pas de nous séparer. Nous ne pouvons

23. « ... à l'éternité du royaume... »

nous ignorer les uns les autres, car le réel sérieux de nos divergences témoigne d'une conviction commune qui nous vient de ce Seigneur. Le Corps de Christ est une unité qui nous interdit soit de nous oublier les uns les autres, soit de nous satisfaire d'un accord sur des aspects partiels de notre foi qui en laisserait d'autres en litige.

17. Néanmoins, nous avons éprouvé que Dieu dans sa miséricorde franchit les barrières qui nous divisent et nous rend capables de parler dans la langue commune de la révélation divine dont témoignent les Écritures, sur les points où nous nous rencontrons. Partout où il nous est possible de parler ainsi de notre unité, nous nous reconnaissons aussi obstinément confrontés par certains problèmes. En les traitant, nous découvrons des divergences qui se rapportent à nos différentes manières de comprendre l'ensemble et sous ces divergences elles-mêmes nous découvrons une fois de plus un accord dans une unité qui nous a rassemblés et ne nous laissera plus aller.

V. — GLOIRE DE L'ÉGLISE, MISÈRE DES ÉGLISES

18. C'est dans son Seigneur que l'Église peut seulement se glorifier. Dans son amour, il s'est abaissé pour la racheter et la couronner comme son Épouse. Louons Dieu pour les signes constamment renouvelés de son amour pour l'Église. Dans ces dernières années, il a été donné à beaucoup de nos frères d'apprendre à nouveau ce qu'est « l'Église sous la Croix ». Par là ils ont découvert la vie nouvelle, retrouvé la Bible comme un livre vivant contemporain; ils ont fait la confession de leur foi et vu se manifester l'Église dans l'humble fidélité de milliers de chrétiens. Nous rendons grâces à Dieu pour les signes nombreux d'une vie renouvelée dans les Églises de plusieurs pays. Christ suscite l'esprit de sacrifice de plusieurs et les conduit à s'identifier avec les sans-abri et les désespérés, avec un sens plus précis de l'évangélisation et une base théologique plus sérieuse.

Dans plusieurs parties du monde, il rassemble des chrétiens depuis longtemps séparés²⁴ et fait aboutir d'importants projets d'union. Nous rendons grâces à notre seul Berger pour²⁵ les motifs qui inspirent ces projets.

19. Quoique des convictions authentiques et une fidélité réelle à la vérité se trouvent souvent à l'origine des divisions et justifie

24. La suite de la phrase est remplacée par : « D'importantes unions d'Églises ont été réalisées. »

25. La suite de la phrase est modifiée : « Le courage, l'esprit d'initiative et la largeur de vues qui les ont inspirées. »

leur maintien, nous confessons cependant que l'orgueil, l'égoïsme obstiné et le manque d'amour ont eu et ont encore leur part dans leur existence.

20. A l'intérieur de nos Églises séparées, nous avons beaucoup de fautes à confesser, dans la repentance, devant le Seigneur de l'Église, car la cause profonde de notre péché, réside dans notre séparation d'avec lui. C'est à cause de cela que les tares du monde ont profondément pénétré nos églises en sorte que parmi nous aussi on trouve des préjugés raciaux²⁶, des considérations mondaines, des divisions de classes, des rivalités économiques et une mentalité sécularisée²⁷. Nous courons le risque de devenir le sèl qui a perdu sa saveur et ne sert plus à rien.

21. A l'intérieur de nos Églises divisées, nous avons pour notre honte vécu trop souvent préoccupés de nos affaires intérieures, les regards fixés sur nos intérêts particuliers, au lieu de nous oublier nous-mêmes dans l'amour et le service des autres. Nos Églises sont trop dominées par le fonctionnarisme ecclésiastique aussi bien chez les pasteurs que chez les laïcs, alors qu'elles devraient trouver des formes nouvelles de communautés vivantes et de collaboration entre le clergé et les laïcs pour exprimer la vie du Corps du Christ.

22. Nous prions pour le renouveau de l'Église, tout autant que pour son unité. Dans la mesure où Christ nous purifie par son Saint-Esprit, nous découvrirons que nous sommes unis et que nous n'avons rien à gagner à une unité qui ne serait pas dans la vérité et la sainteté.

VI. — LE CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES

23. Nous rendons grâces à Dieu pour le mouvement œcuménique, parce que nous voyons en lui un mouvement conforme à sa volonté. Il nous a aidés à reconnaître notre unité en Christ. Nous reconnaissons que Dieu est spécialement à l'œuvre parmi nous pour nous conduire vers des buts que nous ne discernons encore que confusément. Nous ne comprenons pas encore clairement ce qu'il a déjà accompli parmi nous ni comment l'intégrer à nos conceptions habituelles. Il n'est pas toujours facile de concilier notre fidélité confessionnelle avec l'esprit œcuménique. Nous avons aussi beaucoup à apprendre de la rencontre des

26. « Des préjugés raciaux » disparaît du texte.

27. Ajouter : « Même là où il n'y a pas de différence de théologie, de langue ou de liturgie, il y a des Églises basées sur la discrimination de race ou de couleur, ce qui est un scandale au sein du Corps du Christ. »

anciennes traditions chrétiennes avec les Églises naissantes dont les traditions sont en train de s'établir. Tout cela, et aussi les autres difficultés qui existent entre nous, nous le portons au sein du Conseil œcuménique des Églises, afin de pouvoir continuer à nous y consacrer ensemble. Parce que c'est un Conseil des Églises, nous devons discuter ces problèmes en nous sachant responsables envers ceux qui nous ont délégués et sans prétendre à des accords que nos Églises pourraient rejeter dans leur ensemble.

24. *Le Conseil œcuménique des Églises est né parce que nous avons déjà reconnu que, dans Notre-Seigneur Jésus-Christ, les Églises étaient responsables les unes des autres. Il n'y a qu'un seul Seigneur et un seul Corps. C'est pourquoi nous ne pouvons prendre notre parti de nos divisions. Devant Dieu, nous sommes responsables les uns des autres. Nous discernons déjà quelques-unes de nos responsabilités, Dieu nous en montrera d'autres. Le Conseil existe maintenant à la vue des Églises et du monde. Nous croyons que le Saint-Esprit de Dieu lui donnera l'autorité qu'il voudra pour parler et agir. Mais nous commençons notre travail dans le Conseil œcuménique en nous repentant de ce que nous sommes et dans l'espérance de ce que nous serons. En cette première Assemblée, nous demandons à toutes les Églises participantes de prier sans relâche pour que Dieu, dans sa sagesse, nous guide et nous délivre de toute fausse ambition comme de tout manque d'audace.*

Ce texte nous semble surtout décrire avec une plus grande précision les points d'accord et de désaccord qui avaient été signalés dans le rapport introductif de M. Craig. Est-ce à dire que le travail de section n'ait conduit à aucun progrès ? Il est apparu au cours des discussions qu'on se heurtait constamment à un point fondamental qu'on a essayé de mettre en lumière. On a fini par l'exprimer dans l'opposition entre « catholique » et « protestant ».

La discussion en séance plénière a provoqué surtout deux réactions : l'une concernant le caractère général du texte, l'autre concernant cette opposition fondamentale, mais évidemment les deux observations étaient profondément liées.

Plusieurs interpellateurs reprochèrent au texte de trop souligner les divisions de l'Église. Un représentant de l'Inde reprocha particulièrement à l'Assemblée de s'arrêter à des dissentiments que les jeunes Églises, disait-il, avaient depuis longtemps surmontés, et de retarder peut-être, par là, la réa-

lisation des projets d'Union en cours dans les Églises de l'Inde du Nord et de Ceylan.

D'autres objectèrent que l'opposition « catholique-protestant » n'expliquait pas tout et qu'il fallait envisager une troisième conception de l'Église : l'idée de la communauté des croyants. Après une importante discussion, un amendement dans ce sens fut repoussé par cent cinquante et une voix contre quatre-vingt-onze, mais, pour tenir compte de cette importante minorité, on ajouta dans le texte quelques phrases explicatives (indiquées en notes).

A une conférence de presse qui suivit, l'évêque luthérien de Hanovre, Dr Lilje, qui avait présidé la section et les débats de l'Assemblée, expliqua que, après des heures et des jours de travail, la section était arrivée à cette conclusion que c'était bien dans ces conceptions que s'exprimait l'opposition la plus fondamentale et qu'il n'avait pas paru possible de l'exprimer avec plus de précision que dans les termes « catholique » et « protestant », et qu'il ne fallait à aucun prix essayer de l'atténuer en introduisant un troisième terme.

Toutefois, la troisième conception exprimait davantage une tradition importante et il fallait en tenir compte. M. Van Dusen, président du Comité des études, donna à la presse l'aperçu suivant qui est du plus haut intérêt :

Il n'y a pas que l'anglicanisme, le luthéranisme et le calvinisme qui soient issus de la réforme, mais aussi ce qu'on a appelé les sectes radicales qui sont représentées par les anabaptistes, les congrégationalistes, et jusqu'à un certain point les presbytériens, les quakers et, plus récemment, les méthodistes. Cela veut dire que, parmi les membres du Conseil, un cinquième et probablement près du quart appartiennent à cette tradition. Ils n'ont ni la conception catholique représentée par les orthodoxes et les anglicans qui mettent l'accent sur la succession apostolique, ni la conception protestante ou évangélique des luthériens et des réformés qui mettent l'accent sur la Parole de Dieu, mais ils conçoivent l'Église comme une communauté de croyants, de disciples du Christ qui possède une vie commune avec le Seigneur vivant. Ceci n'est pas une continuité par une lignée humaine, ni par la transcendance de la Parole de Dieu, mais une continuité de « koinonia ». Or les deux plus impor-

tantes dénominations de l'Amérique du Nord, les baptistes et les méthodistes, appartiennent à ce courant. En outre, les jeunes Églises des pays de mission ont été évangélisées pour moitié par les U.S.A. et pour les trois huitièmes par la Grande-Bretagne. Il est donc probable que la moitié de ces Églises se reconnaîtraient davantage dans ce courant. Leur dynamisme permet de penser qu'elles prendront de plus en plus de place dans l'Église.

Si ce rapport ne semble pas être un progrès sur la conférence d'Édimbourg, il faut considérer qu'il s'agissait, à Amsterdam, de délégués officiels qui engageaient leurs Églises. Il semble que plus de la moitié d'entre eux n'avaient jamais participé à une conférence œcuménique. Il y a donc là un acquis positif. Des positions sont clairement exprimées, qui ne pourront pas être négligées à l'avenir. D'ailleurs, la commission « Faith and Order » continuera son travail au sein du Conseil œcuménique et organisera ses Assemblées particulières.

IV. — COURANTS ET INFLUENCES

Deux lignes de forces nous semblent particulièrement nettes : l'influence des théologiens, en particulier de Karl Barth, et le dynamisme des jeunes Églises.

Si l'organisation de l'Assemblée portait évidemment l'empreinte des Américains, sa pensée a été dominée par les théologiens du continent et principalement ceux des vieilles Églises. L'Église orthodoxe était puissamment représentée par le P. Florovsky, qui a beaucoup contribué à la clarté dogmatique. A plusieurs reprises, il a fortement combattu tout ce qui pouvait donner même l'apparence d'une solution par « le plus petit dénominateur commun ». Parmi les luthériens, la personnalité du professeur Nygren, de l'Université de Lund en Suède, et président de Fédération luthérienne mondiale, s'est surtout fait remarquer dans les discussions de sections. Il ne lui a pas été donné de parler devant l'Assemblée plénière. À côté de lui, l'évêque Lilje, de Hanovre, luthérien lui aussi, a montré une clarté de vues remarquable dans la rédaction et la discussion du rapport. Il serait injuste de ne pas nommer parmi les anglicans le chanoine Hodgson, de l'Université d'Oxford.

Mais il semble qu'une influence plus grande encore ait été exercée par Karl Barth, et ceci d'une manière paradoxale. En effet, Karl Barth n'était pas délégué et n'avait pas voix délibérative, mais il était consultant. Ensuite, il ne faut pas croire qu'il soit accepté par tous les réformés, et enfin il est trop radical pour être « œcuménique » ; cependant, il a grandement contribué à donner une certaine orientation à l'Assemblée.

Sa voix a été comme celle d'un prophète rappelant à temps et à contretemps la primauté du dessein de Dieu et la soumission à sa Parole. On lui avait demandé de donner, dès le premier jour, comme une orientation spirituelle à l'Assemblée. Il ne le fit pas sans bousculer un certain nombre de positions. Il réclama le renversement des termes du thème général : d'abord le dessein de Dieu, ensuite seulement le désordre de l'homme. Le dessein de Dieu est son dessein, qu'il ne faut pas confondre avec nos plans et nos idées. L'Assemblée n'avait pas à établir un plan de christianisation ou « un plan Marshall chrétien ». Il demanda de considérer moins les divisions confessionnelles que le Christ lui-même, sans savoir et sans vouloir savoir où cela mènerait. Il avertit qu'il aurait mieux valu ne pas célébrer la Cène, du moment qu'on ne pouvait pas le faire en commun : « Au stade où nous en sommes, il ne nous est pas encore possible de prendre la sainte Cène ensemble ; cette situation durera peut-être encore longtemps. Dès lors, nous aurions dû avoir le courage de le manifester en ne célébrant ici aucun service de communion. Nous n'avions pas le droit pour le manifester d'organiser à Amsterdam des saintes Cènes séparées. Il nous était permis de nous présenter ici le cœur lourd, mais avec une bonne conscience, comme une communauté imparfaite du même Seigneur. Mais il ne peut y avoir aucune bénédiction, ni aucune promesse pour nous si nous repoussons délibérément d'une main ce que nous aimerions recevoir de l'autre. »

C'est lui aussi qui, dans les comités, rappela que l'attitude en face des juifs ou le rôle de la femme dans l'Église devaient être étudiés d'abord à la lumière de la Bible, au grand étonnement de certains Américains qui n'y voyaient qu'une question de justice et d'égalité. Sa seule présence empêchait d'éluder certaines difficultés. Il faut dire aussi que

c'est un de ses fervents disciples qui présida à la rédaction du message final de l'Assemblée.

A l'autre pôle, pour ainsi dire, se situe le courant des jeunes Églises. S'il y a un danger de minimiser le dogme et de créer certaines confusions, c'est de ce côté-là qu'il faut le chercher. Les Églises de Chine et des Indes montrent une très grande vitalité, elles étaient représentées à Amsterdam par des personnalités jeunes et décidées, telles D. T. Niles, de l'Église méthodiste de Ceylan, V. E. Devadutt, de l'Inde du Nord, miss Chakko, de Lucknow, qui fit un exposé remarquable. En face des peuples à convertir, ces Églises ressentent plus que les Églises du continent ou d'Amérique le scandale des divisions. Elles ont commencé à réaliser des Églises unies qui évidemment posent de graves problèmes. D. T. Niles obtint à la discussion qu'on mît dans le rapport de section que l'on rendait grâce pour les unions réalisées et non, comme le disait le texte, pour les projets et les motifs qui les inspirent. Il s'indigna de la faiblesse de cette formulation.

Les jeunes Églises restent un problème posé aux vieilles Églises. Elles leur reprochent leurs lenteurs dans le travail de l'union. Il est toujours vrai que les jeunes supportent mal les dissentiments de leurs parents et s'intéressent assez peu aux vieilles querelles de famille.

Échec ou espoir?

Au terme de cette étude, il sera bon de tirer quelques brèves conclusions.

Le Conseil œcuménique des Églises est sorti du domaine des projets pour entrer dans celui de la réalité. C'est un fait. Cent cinquante Églises de toutes confessions et de toutes les parties du monde y adhèrent.

Il constitue une étape dans la voie de l'unité. Il est déjà un témoignage d'unité par l'acceptation de la base, la foi commune en Jésus-Christ, Dieu et Sauveur, par la volonté de rester ensemble pour faire œuvre d'unité, malgré toutes les divergences actuellement insurmontables, par le message commun donné au monde sur les exigences de l'évangélisation et dans le domaine social et international.

Il ne s'agit pas là d'un « christianisme pratique », d'une

action commune négligeant le dogme, d'une unité d'action achetée au prix de la vérité. La place donnée aux théologiens les plus éminents et l'importance de la commission « Foi et Constitution » en sont la preuve.

Toutefois, des difficultés considérables subsistent. L'Assemblée a constaté les divergences de vue irréductibles, au moins pour l'instant, qui règnent en son sein. Elle a eu l'honnêteté et la sincérité de les marquer nettement. Son secrétaire général a souligné que c'est un progrès sur les réunions précédentes. Dans cette perspective, les problèmes posés par les « réunions d'Églises », particulièrement en Extrême-Orient, sont les plus graves. Il faudra voir si ces voies, en quelque sorte expérimentales, sont des voies d'unité authentique.. L'orientation de l'Église anglicane, sur ce point, sera d'une grande importance.

Enfin le travail commencé à Amsterdam ne peut être, dans les conditions actuelles, qu'une phase du travail pour l'unité. Un jour viendra où un dialogue devra s'établir entre le Conseil œcuménique des Églises et les deux grandes Églises qui n'en font pas partie, l'Église orthodoxe russe et l'Église catholique. Il n'y a pas d'unité réelle possible en dehors de cette perspective.

Dans cette espérance, tout ce que nous ferons pour connaître davantage les autres sera une action pour l'unité. Les exigences dogmatiques n'ont jamais légitimé l'ignorance de l'histoire ou des faits présents. Or, si quelques théologiens et quelques apôtres de l'unité sont au courant, il faut bien dire que la grande masse du clergé et des fidèles ignore presque tout des autres confessions chrétiennes et se contente de jugements extrêmement sommaires et souvent injustes.

Il faudrait dire aussi combien les contacts personnels peuvent être enrichissants. N'est-il pas frappant de constater que les mêmes problèmes constituent l'objet principal de nos préoccupations et de celles de nos frères séparés : partout se manifeste un renouveau biblique et liturgique, partout se pose le problème de l'évangélisation et par conséquent du rôle grandissant des laïcs dans l'Église, partout on recherche une attitude authentiquement chrétienne dans le domaine social et en face des problèmes internationaux. Des contacts à propos de ces problèmes peuvent nous ame-

ner à confronter toute notre conception du christianisme. Il y a tant de malentendus à dissiper, causés par des siècles d'ignorance réciproque, d'incompréhension et de vie séparée. Nos frères séparés attendent de nous une parole dans un langage qu'ils puissent comprendre. Ne nous enfermons pas dans une forteresse plus ou moins inaccessible. C'est aussi de nous que dépend la réunion des Églises.

L. K.

DOCUMENTS

Concile des Eglises orthodoxes autocéphales d'Alexandrie, Antioche, Moscou, Tiflis, Belgrade, Bucarest, Sofia et Tirana, tenu à Moscou du 8 au 22 juillet 1948.

Texte de la décision concernant la question de l'œcuménisme

Nous sommes arrivés à entendre pleinement et unanimement que, en ce moment, des tentatives d'influence hétérodoxe sont dirigées sur l'Église orthodoxe, au moins de deux côtés.

D'un côté, les dirigeants de l'Église catholique romaine — la Papauté, ayant, pour ainsi dire, perdu le sentiment de la foi salutaire en l'invincibilité de l'Église du Christ par les portes de l'enfer, cherchant à sauvegarder son autorité séculière et suivant la voie de l'exploitation de ses rapports politiques avec les puissants de ce monde, s'efforce de tenter l'Église orthodoxe vers une entente avec elle. La Papauté cherche à atteindre ce but par toutes sortes d'unionismes et d'organisations dans ce sens.

D'un autre côté, le protestantisme, dans toute sa diversité et sa division en sectes et orientations, n'ayant plus la foi en l'éternité et l'inébranlabilité des idéaux chrétiens, dans son mépris superbe des antiques institutions apostoliques et patristiques, cherche à s'opposer au papisme romain. Le protestantisme recherche dans cette lutte une alliée dans l'Église orthodoxe, afin de devenir une force internationale influente.

Ici, l'orthodoxie se trouve devant une tentation encore plus grande de s'écarter de la recherche du royaume de Dieu et d'entrer dans le domaine politique qui lui est étranger. Tel est, en effet, le but pratique poursuivi par le mouvement œcuménique aujourd'hui.

En dehors de l'orthodoxie proprement dite, la même influence s'exerce sur les Églises arménienne-grégorienne, syro-jacobite,

éthiopienne, copte et syro-chaldéenne (non catholiques-romaines), ainsi que l'Église vieille-catholique qui sont si proches de l'orthodoxie.

En tenant compte de ce que :

a) Les tendances du mouvement œcuménique exprimées par la formation du « Conseil mondial des Églises » ayant pour but l'organisation d'une « Église œcuménique » dans le plan actuel ne correspondent pas à l'idéal de la chrétienté, ni aux préoccupations de l'Église du Christ, telles que les entend l'Église orthodoxe;

b) Le fait de diriger ses efforts dans le domaine de la vie sociale et politique tendant à créer une « Église œcuménique » en tant que force internationale influente revient, en quelque sorte, à succomber à la tentation rejetée par le Christ dans le désert et est une déviation de l'Église sur la voie de la pêche des âmes humaines attirées dans les filets du Christ par des moyens non chrétiens;

c) Le mouvement œcuménique, dans le plan actuel des travaux du « Concile mondial des Églises », a renoncé, au détriment de l'Église du Christ et trop prématurément, à la certitude d'adhésion à l'Église, une, sainte, catholique et apostolique. La conférence d'Edimbourg de 1937, composée surtout de protestants, soit qu'elle ait échoué, soit prévoyant un échec, s'est hâtée d'en finir avec les tentatives d'union des Églises dans la grâce. Dans un but de conservation, le protestantisme a adopté la pratique du moindre effort, la voie d'un unionisme abstrait sur une base sociale et économique, voire politique. Ce mouvement a continué de baser son plan de travail sur la théorie de la création d'un appareil nouveau et extérieur (séculier) qu'est l'« Église œcuménique » en tant qu'organisme dans l'État, lié à ce dernier d'une façon ou d'une autre et disposant d'une influence séculière;

d) Au cours des dix dernières années (1937-1948), l'idée d'Union des Églises sur le terrain dogmatique et doctrinal n'est plus étudiée; on ne lui reconnaît qu'une importance secondaire et pédagogique pour la génération à venir. Ainsi le mouvement œcuménique actuel n'assure pas l'œuvre de l'union des Églises par les voies et les moyens de la grâce;

e) La réduction des exigences à la seule condition de reconnaître Jésus-Christ comme Notre-Seigneur abaisse la doctrine chrétienne à la foi qui, d'après la parole de l'apôtre, est accessible même aux démons (Jac., II, 19; Matth., VIII, 29; Marc, V, 7).

En constatant cet état de choses actuel, notre Concile des chefs et des représentants des Églises orthodoxes autocéphales, ayant appelé par la prière le secours du Saint-Esprit, a décidé :

Au « Concile mondial des Églises », en réponse à l'invitation reçue par nous tous de participer au Congrès d'Amsterdam en qualité de membre, faire reconnaître que toutes les Églises orthodoxes locales participant au présent Concile se voient dans l'obligation de refuser leur participation au mouvement œcuménique dans son aspect actuel.

LETTRE PASTORALE DES EVEQUES DES PAYS-BAS

*L'archevêque et les évêques des Pays-Bas au clergé et aux fidèles
qui leur sont confiés, Bénédiction dans le Seigneur*

CHERS FRÈRES,

Du 22 août au 4 septembre prochains, le « Conseil œcuménique des Églises » se réunira en congrès pour étudier « le dessein de Dieu et le désordre de l'homme ». Ce congrès, qui doit être consacré à un sujet aussi actuel et qui doit se tenir dans notre pays, précisément à Amsterdam, attirera certainement aussi l'attention de beaucoup de catholiques. Pour cette seule raison, nous avons considéré comme un devoir de notre charge de vous adresser une lettre pastorale commune au sujet de ce congrès.

Depuis un temps déjà considérable, beaucoup de chrétiens non catholiques s'inquiètent de la division confessionnelle qui existe entre les chrétiens. Ils comprennent que cette division est contraire au commandement de Notre-Seigneur Jésus-Christ et doit avoir des conséquences néfastes pour le salut de l'humanité. De cette inquiétude est né ce qu'on appelle le Mouvement œcuménique, qui s'efforce de réaliser une nouvelle unité religieuse de tous ceux qui veulent accepter Jésus-Christ comme leur Dieu et leur Sauveur. Peu avant le déclenchement de la dernière guerre mondiale, ce mouvement reçut une forme plus définie par la création du « Conseil œcuménique des Églises », et ce congrès, qui va bientôt se réunir à Amsterdam, doit être la première réunion plénière de ce Conseil œcuménique des Églises.

Chers Frères, l'Église catholique, elle aussi, — et personne plus qu'elle, — déplore la division religieuse des chrétiens. Elle aussi se rend compte combien sont néfastes les conséquences de cette division. Elle aussi est prête à reconnaître que les efforts vers une nouvelle unité religieuse sont inspirés par la bonne volonté de beaucoup. Mais, malgré tout cela, elle se voit obligée de se tenir à l'écart, et ainsi il ne saurait être question d'une

participation de la sainte Église catholique à ce congrès d'Amsterdam.

Cette attitude d'abstention ne repose pas sur la crainte de perdre du prestige ou sur d'autres raisons purement tactiques. Cette attitude vient exclusivement de la conviction de l'Église qu'elle doit rester inébranlablement fidèle à la tâche que Jésus-Christ lui a confiée.

Car elle est l'Église une, sainte, catholique et apostolique qui a été fondée par Jésus-Christ, afin que son œuvre de rédemption (de salut) soit continuée par elle jusqu'à la fin des temps; elle est le Corps mystique du Christ, l'Épouse du Christ. En elle cette unité existe impérissable parce que le Christ a promis que les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle (Matth., xvi, 18). C'est pourquoi on ne peut mettre fin à la division des chrétiens que d'une seule manière : par le retour à elle, par le retour au sein de l'unité, qui a toujours été conservée en elle. Si cependant l'Église catholique participait à cet effort vers une unité religieuse nouvelle, et ceci précisément sur un pied d'égalité avec les autres, elle reconnaîtrait par là de fait que l'unité voulue par le Christ ne subsiste pas en elle et qu'ainsi, en réalité, il n'y a pas d'Église du Christ. Mais ceci elle ne saurait en aucun cas l'admettre; car elle est elle-même l'unique sainte Église du Christ, l'unique Corps mystique du Christ, l'unique Épouse du Christ. Non, c'est justement par son abstention qu'elle doit continuer à proclamer que l'unité voulue par le Christ est restée conservée en elle et qu'en elle cette unité reste accessible à tous.

Ce devoir d'abstention est encore évident pour une autre raison. Une unité réelle n'est pas possible sans l'unité de la foi; ceci est aussi de plus en plus reconnu par un nombre croissant de personnes au sein du mouvement œcuménique. Mais comment est garantie cette unité de la foi? Notre-Seigneur Jésus-Christ a chargé Pierre et les autres apôtres et leurs successeurs de prêcher l'Évangile en son nom et de par son autorité : « Celui qui vous écoute m'écoute; celui qui vous méprise me méprise » (Luc, x, 16). A cette fin, il leur a promis l'assistance de son Saint-Esprit. Par la puissance du Saint-Esprit, les papes et les évêques, comme successeurs de Pierre et des autres apôtres, ont conservé intacte la vérité révélée et l'ont proclamée avec une autorité infaillible; et ils continueront à le faire jusqu'à ce que le Seigneur revienne. Qui accepte leur parole, accepte la parole du Christ et, ce faisant, entre dans l'unité de la foi. Comment le pape et les évêques pourraient-ils, par conséquent, considérer avec d'autres que peut-être ils ont mal compris la Parole de la révélation divine et prêché des inventions humaines à la place de la vérité divine? Ce serait équivalent à mettre en doute les promesses du Christ

et la puissance du Saint-Esprit. Non ! Elle ne peut que continuer à proclamer la doctrine du Christ avec une autorité infaillible et ainsi à conserver l'unité de la foi.

Il ne peut donc être question d'une participation de la sainte Église catholique à ce congrès d'Amsterdam. Cependant, nous suivrons ce congrès avec un très grand intérêt, car ce congrès est issu d'un grand et sincère désir de l'unité voulue par le Christ chez beaucoup, qui le reconnaissent comme leur Dieu et leur Sauveur. Et nous qui sommes chargés par le Saint-Esprit, sous la conduite du successeur de Pierre, de maintenir et d'étendre l'Église dans son unité, pourrions-nous rester indifférents en face d'un désir sincère d'unité ?

Aussi il ne pourrait pas être indifférent pour nous que ce congrès signifie un pas en avant ou un pas en arrière : un pas en avant s'il conduit à renforcer la nostalgie de l'Église-Mère et de l'unité qui est donnée en elle ; un pas en arrière s'il doit avoir pour résultat que beaucoup se satisfassent d'une unité qui serait encore très loin de l'unité apportée par le Christ.

Retour vers l'Église-Mère : telle est l'unique voie, chers Frères, par laquelle la vraie unité peut être atteinte. Mais nous savons que des préjugés fortement enracinés empêchent ce retour. Nous savons que, en raison des abus qui existaient au commencement des schismes et de l'éloignement progressif pendant de longs siècles, la distance et l'incompréhension sont devenus tellement grands que ces séparés ne comprennent plus la voix et le langage de la sainte Église. Nous savons que, pour beaucoup, un retour n'est pas possible sans une dure lutte intérieure et de grands sacrifices personnels. Nous savons qu'un retour sincère ne sera jamais possible, si Dieu, par sa grâce, n'éclaire pas l'intelligence humaine et ne met pas en mouvement la volonté de l'homme. Et nous savons aussi, enfin, que Dieu veut qu'on lui demande sa grâce.

C'est pourquoi nous vous appelons tous, prêtres et fidèles, avec insistance à une fervente prière. Priez, pendant ces jours, pour tous ceux qui participent à ce congrès et pour tous les autres chrétiens non catholiques qui, avec instance, tournent leur regard vers l'unité, qui sont vraiment attachés au Christ et vivent dans son amour et qui, bien que séparés du troupeau du Christ, se tournent — souvent de manière inconsciente — vers l'Église comme vers l'unique port du salut. Priez surtout pour ceux qui sont les chefs des chrétiens non catholiques, et qui ont une si grande responsabilité parce que les simples croyants sont dépendants de leur attitude et souvent ne peuvent pas avoir par eux-mêmes une juste vue des choses. Priez notre Père dans les cieux « qui veut que tous les hommes soient sauvés et parviennent à la

connaissance de la vérité » (I Tim., II, 4). Priez-le par Jésus-Christ, « qui vit pour être notre médiateur » (Hébr., VII, 25). Priez-le dans l'unique Saint-Esprit qui est l'âme vivifiante de l'unique Corps mystique du Christ. Priez pour que tous se rassemblent dans la vraie unité, qui n'est pas faite par les hommes, mais qui a été apportée dans le monde par Jésus-Christ Notre-Seigneur.

N'oubliez pas, cependant, chers Frères, que votre propre exemple est aussi nécessaire que votre prière. Dans le passé, la vie peu chrétienne de beaucoup de catholiques a favorisé la rupture avec l'Église. Par une salubre réforme « dans la tête et dans les membres », au concile de Trente, l'Église elle-même a mis un terme à cette rupture. De même le retour à l'Église-Mère sera favorisé de la meilleure manière, si nous manifestons la sainteté de notre foi dans la sainteté de notre vie et de nos œuvres.

Si, dans le passé, en défendant l'unité catholique, tous les catholiques ne se sont pas toujours laissés guider par l'amour, et si donc ils ne se sont pas souvenus de la parole de l'Apôtre : *Veritatem facientes in caritate* : faisant la vérité dans l'amour (Éph., IV, 15), et par ce fait ne sont pas purs de toute faute à l'égard de l'éloignement qui s'est produit entre nous et les chrétiens non catholiques, ceci n'a certainement pas été selon l'Esprit de notre Mère la sainte Église.

Elle-même, cependant, est et reste toujours la sainte Église. Elle reste sainte dans son culte, dans ses sacrements et son sacrifice et dans la vie de grâce qu'elle communique par ces moyens. Elle reste sainte dans son enseignement qui vient de Dieu et conduit vers lui. Elle reste sainte dans sa législation qui n'a d'autre but que la gloire de Dieu et le salut des hommes. Elle reste sainte parce que, à toutes les époques, elle produit de grands saints. Par cette sainteté, elle manifeste d'une manière permanente son origine divine. Mais ses membres sont et restent des hommes; en eux peut se manifester l'aspect humain — parfois trop humain — de l'homme, et cet aspect humain quelquefois trop humain peut être une source de scandale et aussi la cause de ce que beaucoup ne peuvent voir la véritable sainteté de l'Église.

C'est pourquoi aujourd'hui une grave responsabilité repose sur nous catholiques. Maintenant que se manifeste, parmi beaucoup de ceux qui reconnaissent le Christ, un fort désir de l'unité, il importe que notre vie soit entièrement imprégnée de l'esprit du Christ et que, dans toutes nos activités, dans quelque domaine que ce soit, nous ne recherchions autre chose que Jésus-Christ et l'extension de son royaume. Plus que jamais il faut que nous obéissions au commandement du Christ : « Votre lumière doit

briller devant les hommes afin qu'ils voient vos bonnes œuvres et glorifient votre Père qui est dans les cieux » (Matth., v, 16). Plus que jamais il nous faut maintenant rendre visible la sainteté de l'Église dans notre propre vie. Plaise à Dieu de faire comprendre à chacun ce devoir; et que ce Saint-Esprit, qui est l'Esprit du Christ, vienne au secours de notre faiblesse (Rom., viii, 26).

Finalement, chers Frères, nous ordonnons que, dans toutes les Églises appartenant à la Province ecclésiastique des Pays-Bas et dans toutes les chapelles qui ont un recteur, une messe solennelle ou du moins chantée soit célébrée le dimanche 29 août pour obtenir de Dieu que tous se rassemblent dans l'unité de la sainte Église : on prendra pour cela le formulaire qui est indiqué dans le Missel romain comme messe votive pour mettre fin au schisme. Nous sommes persuadés que vous vous unirez tous aussi étroitement que possible à ce saint Sacrifice.

Et sera lue notre lettre pastorale dans toutes les Églises appartenant à notre Province ecclésiastique et dans toutes les chapelles ayant un recteur, le dimanche 22 août, à toutes les saintes messes, selon la coutume, du haut de la chaire.

Donné à Utrecht, le 31 juillet 1948.

Joh. Card. DE JONG,
archevêque d'Utrecht.

P. A. W. HOPMANS,
évêque de Breda.

Dr J. H. G. LEMMENS,
évêque de Roermond.

J. P. HUIBERS,
évêque de Haarlem.

W. P. A. M. MUTSAERTS,
évêque de Bois-le-Duc.

CONVERSATIONS CATHOLIQUES INTERNATIONALES DE SAINT-SEBASTIEN

Pour la deuxième fois depuis la guerre, du 9 au 15 septembre, se sont déroulées à Saint-Sébastien les Conversations catholiques internationales organisées sous le patronage de l'évêque de Victoria.

A l'invitation des catholiques espagnols, une cinquantaine de personnalités catholiques représentant une douzaine de pays ont conféré pendant une semaine sur certains problèmes qui sollicitent la pensée contemporaine. Dirigeants de mouvements catholiques et dirigeants de revues, professeurs d'universités et publicistes apportaient aux débats la diversité de leurs points de vues; la délégation française, d'une quinzaine de personnes, était la plus fournie et la plus variée des délégations étrangères.

Réunion d'état-major très différente des congrès de masse, les Conversations, au nom bien choisi, ont pour but avant tout de créer ou d'intensifier les contacts. Elles permettent de réfléchir ensemble. Leur atmosphère est toute de franchise et de réalisme. L'hospitalité espagnole, avec ses attentions délicates, crée dès l'abord l'atmosphère qui prédispose à la détente de l'esprit et favorise ainsi les échanges de vues sans réticences.

Le comité organisateur avait proposé comme thème : « Les droits de l'homme. » Sous l'accord profond des principes se fit jour, dès les premières discussions, une différence d'attitude pratique. Les uns ont semblé tout préoccupés d'affirmer l'excellence de la foi, l'inanité de prétendre sauver le monde en dehors du christianisme, les autres soucieux d'élaborer des formules qu'on puisse proposer, sur un plan humaniste, à tout homme de bonne volonté.

Les divergences accusaient des angles de vision différents. Elles s'expliquent par la vive conscience des responsabilités chrétiennes dont témoignaient les représentants des différents pays.

D'ailleurs, rien de plus bienfaisant que ces confrontations en dehors de toute atmosphère polémique. En même temps que s'épanouit l'unité intime des âmes, la difficulté de formuler exactement les problèmes et de délimiter les questions en tenant compte de tous les points de vue assouplit les esprits trop habitués à ne tenir compte que de leur propre optique. A cet égard, la question débattue était bien choisie : on sait combien il est difficile, par exemple, de déterminer, sous quelque aspect qu'on l'envi-

sage, le droit de liberté qui est au fondement de tous les autres droits, et les théoriciens de l'O.N.U. en ont fait l'expérience. Mais, antérieurement à toute formulation, l'utilité même d'une telle proclamation ne prête-t-elle pas à discussion : n'est-il pas à craindre que l'accord ne se réalise parfois dans une telle entreprise qu'à condition de vider les formules de toute précision, sinon de toute substance ?

Quoi qu'il en soit, pour tous ceux qui ont eu le privilège d'y participer, les Conversations de Saint-Sébastien, avec leur cadre enchanteur et leur hospitalité charnante, marquent une étape précieuse. On doit souhaiter la multiplication de ces rencontres au plus grand profit de l'unité de la pensée catholique et de la compréhension mutuelle.

JACQUES LECLERCQ.

CONGRES DES UNIVERSITAIRES CATHOLIQUES ALLEMANDS 7-13 août 1948

La presse a beaucoup parlé du septième centenaire de la cathédrale de Cologne et des imposantes cérémonies auxquelles il a donné lieu; elle a aussi parlé de ce Katholikentag qui, pour la première fois depuis le régime naziste, a pu se réunir cette année. Mais du 7 au 13 août s'est tenu à Bonn une réunion qui, pour être moins spectaculaire, n'en fut pas moins importante; il s'agit du congrès annuel de l'Akademikerverband. Cette association des universitaires catholiques allemands avait été fondée au début de ce siècle pour affermir la pensée catholique allemande en face des séquelles du Kulturkampf, et pour permettre aux penseurs de rayonner davantage l'esprit catholique dans des universités plus ou moins influencées par l'Antirömische Affekt, ce complexe antiromain que nos frères d'outre-Rhin ont souvent dénoncé. L'association connut un brillant essor pendant la période d'entre les deux guerres, mais le régime hitlérien la condamna et von Papen ne sut pas la sauver.

Elle s'est reconstituée dès la chute du régime, et, en 1946, put tenir un premier congrès. Son ancien secrétaire, Mgr Münch, était mort pendant la tourmente, et c'est au Dr P. Wolff qu'incomba la charge de vivifier à nouveau ce foyer de pensée chrétienne. Tâche difficile avec les multiples coupures de l'Allemagne actuelle, d'autant que, avec des vues larges et pénétrantes, le Dr Wolff entend

assurer les contacts avec les organisations de l'étranger. Ses qualités d'humour et de présence d'esprit lui permettent, de plus, de diriger les séances dans une atmosphère très détendue, ce que le public apprécie lorsque les sujets choisis sont sérieux et difficiles.

Or, justement, l'Akademikerverband entend faire travail sérieux. En 1946, elle voulut faire le point sur les conditions de la pensée catholique : quelle était la place de la théologie dans les sciences ? Comment pouvait-on avoir une vue chrétienne de l'histoire ? Sur quelles bases morales et religieuses pouvait-on établir le droit international ? Comment la biologie s'oppose-t-elle au biologisme ? On voit comment l'association s'attaquait ainsi aux déviations les plus redoutables que le national-socialisme pouvait avoir causées à la pensée allemande.

Cette année, il s'agissait de la « théologie et la philosophie du langage ». Sujet bien abstrait, dira-t-on, et loin des besoins actuels. Précisément non, répondait Mgr Jaeger, l'archevêque de Paderborn, protecteur de l'association ; la pensée catholique doit aller à la racine des maux dont nous souffrons ; or, le mal le plus terrible qui empoisonne le corps social, c'est qu'on a cessé de chercher dans les mots leur valeur de connaissance, leur valeur objective, pour ne plus leur demander que leur contenu affectif permettant d'émouvoir les masses, d'ébranler un adversaire pour assurer sa propre domination. Pendant cinq jours, théologiens et philosophes se penchèrent sur ce problème, s'appuyant des données fournies par saint Thomas, s'éclairant aussi des notations de philosophes contemporains comme Bergson ou Max Scheler.

Désireux, comme nous l'avons dit, de ne pas se développer en vase clos, mais de garder le contact spirituel avec l'étranger, les organisateurs avaient lancé des invitations au-delà des frontières, auxquelles il fut plus ou moins facile de répondre. Il y eut des Anglais, des Hollandais, des Espagnols et des Français (Mme Ancelet-Hustache put arriver le dernier jour). Tous n'eurent qu'à se féliciter de l'accueil (dans une ville détruite à 60 %) et des longues conversations qu'ils ont pu avoir. Ce haut climat spirituel et intellectuel permettait facilement de s'entretenir des situations mutuelles où l'on se trouvait. Que de problèmes immédiats... et qui ne peuvent être résolus immédiatement ! Que de problèmes semblables ici et là, jamais identiques d'ailleurs, mais qui peuvent peut-être s'éclairer les uns par les autres. Il y eut ainsi quelque surprise pour un Français à entendre le cardinal de Cologne ouvrir le congrès en traitant de la question de savoir si l'Église devait avoir son enseignement supérieur à elle ou laisser tous les universitaires catholiques dans les universités d'État.

Tel fut le caractère de cette réunion discrète, faite sous le signe de « l'apostolat de l'esprit », Apostolat des Geistes, qui est le mot d'ordre de l'association, et l'on pouvait voir là, concrètement, comment la recherche de l'esprit, mue par le zèle apostolique et le souci de la vérité objective, peut préparer à plus ou moins lointaine échéance une union solide.

HENRI CAZELLES.

AZIMUTHS

Épuration dialectique.

Dans les premiers écrits de K. Barth, Kierkegaard est signalé comme le maître de la dialectique, et le plus grand penseur chrétien du XIX^e siècle, comme un des précurseurs de la théologie barthienne. Puis, la première édition (1932) de la *Dogmatique* de Barth voit dans la pensée existentialiste une survivance du piétisme; la troisième édition (1945) n'y voit qu'un concept de l'éthique; enfin Kierkegaard n'est même plus nommé dans la récente *Histoire de la Théologie protestante au XIX^e siècle* (1947).

Erik Peterson, qui rapporte ces faits dans le numéro d'août de *Wort und Wahrheit* (pp. 579-584), attribue cette liquidation à l'hérédité et à l'héritage piétistes de Kierkegaard. Il en souligne les manifestations. Il montre ensuite que le piétisme, mouvement protestant des XVII^e-XVIII^e siècles — et à quoi l'on trouverait peut-être des parallèles dans le catholicisme d'alors — le piétisme, donc, est une réaction de réalisme dévot contre la théologie nominaliste à travers laquelle Luther a lu la Bible. Il était fatal, en conséquence, que l'orthodoxie protestante, à mesure qu'elle reprenait mieux conscience de ses intuitions fondamentales, refoulât peu à peu Kierkegaard, et forçât ses concepts favoris, l'existence, le martyre, à chercher ailleurs, un contexte plus traditionnel.

De la doctrine sociale catholique et de la liberté.

La même revue, en juillet, pages 539-540, rend compte d'un livre écrit en anglais par le célèbre sociologue allemand Karl Mannheim. Ce *Diagnostic de notre Temps*, pour échapper au libéralisme et au totalitarisme, préconise une société libre et ouverte, qu'il planifie. Au sommet ou à la base de sa planification, une religion est jugée nécessaire. Ce ne peut être que la chrétienne. Il faut souhaiter donc que l'Église catholique et le protestantisme s'unissent, moyennant quelques sacrifices réciproques, dans l'intérêt d'une nouvelle civilisation chrétienne. Sur l'utopie que je vois à la base de cette religion, un catholique est dès longtemps averti. Ce qui peut toutefois l'instruire ou le distraire, c'est le calcul des profits et pertes auquel se livre par avance Mannheim. Selon le compte rendu,

le catholicisme, aurait pour lui (surtout dans son interprétation thomiste) que l'individu y est pensé dans sa liaison organique au tout, qu'un sain rationalisme y est à couvert, des formes modernes de l'irrationalisme. Le catholicisme aurait contre lui que sa doctrine sociale (système des guildes, État corporatif, etc.) dérive d'une société précapitaliste et préindustrielle, et que, référée à la conjoncture actuelle, elle incline au fascisme. Par contre, le protestantisme ne connaît que l'individu; il serait responsable de l'évolution de la société moderne individualiste et finalement capitaliste.

Faut-il croire que la doctrine sociale catholique n'est pas, pour les non-catholiques, d'interprétation facile ? Je me suis souvenu, en lisant Mannheim, que Wilhelm Röpke, économiste également connu, dans un article encore de *Wort und Wahrheit* (1947, pp. 321-329), disait le contraire. Selon lui, la doctrine sociale catholique aurait pris parti pour le libéralisme, non pas, bien sûr, pour le libéralisme du XIX^e siècle, pousse sauvage sur un vénérable tronc, mais pour le libéralisme fondamental et humaniste, élaboré par l'âme naturellement chrétienne des meilleurs païens grecs et latins, puis approfondi et consacré par la révolution chrétienne. Saint Thomas reçoit en passant un accessit. De cette union du noble libéralisme et du catholicisme authentique, nous voyons la fécondité dans des penseurs comme Tocqueville, lord Acton, Chesterton. Mais à cette preuve par les faits s'ajoute la preuve par les textes. Il n'y a qu'à lire *Quadragesimo anno*.

Sans doute, bien des gens me contrediront, habitués à voir dans cette encyclique le programme, foncièrement antilibéral, de l'État corporatif, et à la juger, comme telle, favorablement ou défavorablement... Mais si on prend la peine de la lire, avec soin et sans préjugé, on se demande comment elle a pu donner prise à cette interprétation corporativiste (pp. 324-325).

Car, actuellement, les expressions « État corporatif », « économie corporative », ont un contenu bien défini : l'État corporatif combat, pour la remplacer, la démocratie; l'économie corporative combat, pour la remplacer, l'économie de marché. Or, du premier, il n'y a pas trace dans l'encyclique, à preuve ses réticences vis-à-vis du fascisme italien; de la seconde, non plus, puisque l'économie de marché est adinisc comme légitime, et que Pie XI, comme Léon XIII, n'en veut au contraire qu'à ses corruptions. Donc, ne s'appliquant ni à la politique, ni à l'économie, les textes corporativistes ne veulent résoudre que la question sociale, et régulariser les rapports entre donneurs et preneurs de travail.

Wilhelm Röpke applaudit le pape de combattre, comme les vrais libéraux, les excès de l'ancien laisser-faire et du moderne monopole. Il regrette seulement que l'encyclique voie en ce dernier une suite logique de l'économie libérale, au lieu d'y voir, ce qui serait plus exact, à son goût, un résultat de législations défectueuses et d'empiétements politiques.

Le réalisme de l'enseignement pontifical en ce qui concerne la propriété privée, comme enracinée dans le droit naturel, en ce qui concerne aussi la déprolétarianisation et le salariat, est fortement loué par Röpke, qui termine sur la politique économique internationale catholique. L'encyclique n'en traite que par incidences, ce qui est regrettable, mais excusable; Röpke sait que c'est une des questions les plus difficiles de l'économie, et l'une de celles où la doctrine sociale catholique s'est le moins affirmée. Ce qu'il devine de son orientation lui semble s'accorder à la position libérale sur ce point. Il conclut alors :

Dans cette lutte finale entre le collectivisme (totalitarisme) et les forces qui combattent pour les droits et la dignité de l'homme, il nous est de plus en plus difficile de pouvoir séparer de ce qui est durable et essentiel au libéralisme l'héritage de la doctrine sociale chrétienne.

Qui a raison, de Röpke ou de Mannheim ? Je n'ai point autorité pour juger, ni même place, aujourd'hui, pour plaider. La doctrine

catholique sociale a chez nous son exégèse traditionnelle, dont on sait l'autorité, et dont tous ici connaissent les grandes lignes. Mais puisque nous sommes sur ce terrain et que « la liberté guide nos pas », je citerai, pour conclure, quelques phrases d'un compte rendu que le *Wort und Wahrheit* (juin, pp. 463-464) consacre à un livre d'August Adam, intitulé *La Liberté d'un Homme chrétien*, et muni de l'imprimatur. L'auteur du compte rendu est le P. Focke, S. J., lequel, après avoir résumé les exigences de liberté du Nouveau Testament et sa nécessité actuelle, continue :

La tradition chrétienne, par ses liens suprêmes avec Dieu, marque à l'autorité ses limites, protège ainsi la liberté, et se montre apte à engendrer une autorité sans violence. Mais dès que la chrétienté se laisse écarter du droit chemin, dans le césaropapisme, par exemple, cela n'aboutit qu'à nuire à la liberté aussi bien qu'à l'autorité; ainsi ne faut-il pas attribuer au zèle, mais à l'aplatissement de la foi, l'inquisition et autres semblables essais. Les théologiens moralistes classiques, un Thomas, un Bernard, ont tenu l'orgueil, comme d'ailleurs les vices de l'esprit, pour pires que les vices de la chair... « Un Paul IV a, lui davantage à l'Église qu'un Alexandre VI. » En ces périodes, les tentatives pour trouver des chemins nouveaux, pour s'adapter aux exigences du temps, ou même seulement pour mettre une bonne fois en discussion les problèmes brûlants, ces tentatives sont refoulées, ce qui nous tout développement organique vital...

Un peu plus loin, le reviewer félicite Adam d'avoir, de ce point de vue de la liberté, expressément justifié l'« épique » thomiste (vertu qui mériterait, hélas ! de trop longs développements), l'obéissance jésuite et le probabilisme. Voilà, si je ne me trompe, un bon compte rendu, une belle publicité pour un livre.

LIVRES

A. DANSETTE : *Histoire religieuse de la France contemporaine : De la Révolution à la Troisième République*. Paris, Flammarion, 1948, 528 pp.

J. LEFLON : *L'Église de France et la Révolution de 1848*. Paris, Bloud et Gay, 1948, 136 pp.

Deux ouvrages qui contribuent à rendre plus accessibles les questions religieuses du siècle dernier, sur lesquelles les travaux de quelque valeur ne sont pas si nombreux. M. Dansette, dont l'exposé est en général de seconde main, présente des vues d'ensemble qui seront instructives pour un vaste public. Moins mordant que H. Guillemain, il est conduit par les faits et par les textes à porter quelquefois des jugements aussi sévères sur Montalembert par exemple. L'attitude des pouvoirs publics sous les divers régimes politiques est analysée avec finesse.

Le livre s'arrête à 1789. Il concerne donc une période pour laquelle beaucoup de recherches restent à entreprendre : les travaux du P. Lecanuet, par exemple, s'appliquent surtout à la fin du XIX^e siècle. C'est dire qu'un exposé d'ensemble, même s'il faut plus tard l'approfondir, est un effort méritoire. Celui-ci est vivant, ce qui ne gâte rien.

L'ouvrage, beaucoup plus bref, de l'abbé Leflon, donne un exemple de mise au point sur un problème plus délimité. Mgr Affre est le personnage

principal de ce petit livre. On saura spécialement gré à son biographe d'avoir insisté, non seulement sur le problème social déjà passablement connu, mais sur la vie intellectuelle de l'Eglise (pp. 52 sq.), et rappelé la fondation de l'École des Carmes en 1845. Mgr Affre apparaît comme un pionnier clairvoyant et courageux à une époque de grande indigence dans le domaine de la pensée religieuse (en France du moins : en Angleterre, il y avait Newman).

Un lapsus chronologique (p. 59) — un fait de 1849 présenté comme une conséquence de la loi Falloux, qui est de 1850 — pourrait être éliminé d'une nouvelle édition, que la valeur de ce travail rend souhaitable.

F. H.

A. MOLIER : *Le Cardinal de Bérulle*. Paris, Beauchesne; 2 vol., 391 et 395 pp., 600fr.

Peu d'hommes ont exercé dans la France du XVII^e siècle une influence spirituelle comparable à celle de Pierre de Bérulle, fondateur des prêtres de l'Oratoire et introducteur en notre pays de la réforme du Carmel. Ce que des prêtres comme Jean Eudes, Charles de Condren, J.-J. Olier, Bossuet, Grignon de Montfort, doivent à ce restaurateur de l'esprit sacerdotal, — en quelle vénération le tinrent François de Sales et Vincent de Paul, — quels trésors de doctrine religieuse renferment ses écrits, aucun lecteur d'Henri Bremond ne l'ignore. Mais beaucoup déplorent la difficulté d'accéder à une œuvre littéraire dont les éditions sont devenues très rares. Après M. Rotureau, qui réédita en 1944 les *Opuscules de Piété* (collection « Les Maîtres de la Spiritualité chrétienne », Aubier), M. Moliér a voulu présenter une anthologie méthodique de l'œuvre bérullienne. Soucieux de manifester le caractère très organique de cette pensée, il fait précéder son choix de textes d'un exposé systématique assez ample, lui-même abondamment fourni de citations. Une esquisse biographique achève de donner à cet ouvrage le caractère d'une petite somme bérullienne. Le livre s'adresse moins aux érudits, qui devront toujours recourir au texte intégral dans les éditions anciennes ou les récentes éditions modernes, qu'à tous ceux qui, de nos jours encore, trouvent à bon droit dans la lecture de cet auteur austère un aliment solide et fort pour leur propre vie spirituelle. Ils seront ici à l'excellente école d'un maître qui, avant tout, apprend à regarder Dieu et à adhérer à son mystère.

A. D.

JEAN DE MAILLY, O. P. : *Abrégé des Gestes et Miracles des Saints*, traduit du latin par Antoine Dondaine, O. P. (Bibliothèque d'histoire dominicaine, I). Paris, Éditions du Cerf, 1947, 523 pp., 500 fr.

On sait le prodigieux succès, tout au long des siècles et jusqu'à nos jours, de la *Légende dorée* de l'archevêque de Gênes, Jacques de Voragine. On sait moins que l'œuvre du célèbre Dominicain, dès sa parution aux environs de 1270, prenait place dans un genre littéraire bien caractérisé, comportant déjà plusieurs productions notables. Les ultimes traductions françaises de la *Légende dorée* étant aujourd'hui épuisées en librairie, le P. Dondaine a cru le moment opportun de présenter au public français un de ces précurseurs, voire une des sources, de Jacques de Voragine. Dans l'ouvrage de ce Dominicain auxerrois, qui vécut dans la première moitié du XIII^e siècle, on retrouve, avec plus de sobriété peut-être que chez son imitateur génois, tout le charme et la saveur de ces légendes médiévales où tant de sculpteurs, de peintres et de verriers ont puisé l'inspiration de ces œuvres qui sont une des richesses de nos cathédrales. Sans doute, pour aborder ces pages, le lecteur moderne doit-il laisser de côté ses exigences critiques. Mais qu'il ne se contente pas de sourire de la crédulité des hommes du Moyen-Age. Qu'il s'efforce plutôt de rejoindre, au travers de ces légendes dont tant d'imaginaires se sont nourries, la mentalité qu'elles reflètent, c'est-à-dire tout ce monde non seulement de représentations, mais aussi de réactions spontanées, de jugements de valeur, de conceptions religieuses, une façon de sentir et de penser les problèmes de la vie chrétienne et de la vie humaine tout court, plus ou

moins sous-jacente à ces récits sans prétention. Jean de Mailly lui apprendra alors peut-être tout autant que bien des traités didactiques.

A. D.

H. CHANDEBOIS : *Portrait de saint Jean de la Croix*. Paris, Grasset; in-8 écu, 370 pp., 16 hors-texte, 390 fr.

Il s'agit ici uniquement de l'homme, et non de l'œuvre littéraire, pas même de ce que celle-ci pourrait nous laisser entrevoir de la physionomie spirituelle de celui qui la chanta dans son cœur avant de l'écrire. M. Chandebais réserve ce sujet pour un autre ouvrage.

Ce n'est pas non plus une « vie de saint ». Beaucoup de miracles ont été attribués à saint Jean de la Croix par ses premiers biographes. A peine nous en parle-t-on ici. Le vrai miracle est ici la vie même de Jean de la Croix. L'homme nous est présenté dans son milieu de vie concret, parmi des hommes de chair et de sang, des hommes que possède peut-être aussi le zèle de Dieu, mais un zèle mélangé de combien d'impuretés ! M. Chandebais a tenté de débrouiller l'écheveau si confus des premiers pas et des premiers développements de l'histoire de la réforme carmélitaine dans l'Espagne du XVI^e siècle. On rencontre là la sainteté, la sensibilité et l'habileté féminine aussi, de sainte Thérèse; mais encore la fougue et l'opiniâtreté d'un Jérôme Gracian, l'ambition et la haute finesse diplomatique du Génois Nicolas Doria. Il faut entrer dans un monde de passions, d'intrigues, de jalousies personnelles, de conflits de tendances, de politique. Il s'agit de luttes fratricides d'hommes qui les uns et les autres ont tout quitté pour suivre le Christ de l'Évangile. Mais que l'Évangile nous semble loin et comme cette atmosphère est étouffante !... Dans cette grisaille, le visage de Jean de la Croix n'en apparaît que plus lumineux. On apprécie mieux alors le secret de sa sainteté : « Là où il n'y a pas d'amour, mettre de l'amour. »

A. D.

Ecclesia. Encyclopédie populaire des connaissances religieuses, publiée sous la direction du chanoine René AIGRAIN, professeur aux Facultés catholiques de l'Ouest. Préface de S. Em. le cardinal SUHARD, archevêque de Paris. Librairie Bloud et Gay, 1523 pp.

Ce livre, une petite bibliothèque en un volume, rendra de grands services. Le christianisme y est présenté sous tous ses aspects importants : préparation philosophique à la foi, Écriture Sainte, dogme et morale, théologie ascétique et mystique, liturgie et dévotion, droit canon, Tradition. On voit que rien ne manque à cet ouvrage pour l'élever au rang d'une véritable somme ou encyclopédie.

Le danger qui menace ordinairement ces immenses synthèses, l'atonie, a été évité en grande partie par l'art et la compétence des auteurs qui l'ont composée en équipe. Les noms (Mgr Le Roy, M. le chanoine Aigrain, Dom Cabrol, etc.) sont tous de personnalités qui font autorité dans leur partie. On sent qu'un esprit de commune ferveur et de rigoureuse méthode anime le tout et maintiendra l'intérêt scientifique et spirituel du lecteur d'un bout à l'autre.

Que l'on ne croie pas cet ouvrage rédigé spécialement pour les ecclésiastiques. Il vise le grand public. Une vue synthétique est indispensable dans toute science. En cela, beaucoup de croyants et de chercheurs s'embrouillent, se butent contre des difficultés particulières qui ne se résorbent que dans la lumière globale. Cet ouvrage aidera à prendre conscience des vraies perspectives. En outre, il sera toujours utile de l'avoir à sa portée pour vérifier une date, s'informer sur un personnage, se résumer une grande période, se remettre dans l'esprit une idée maîtresse de la doctrine catholique. Cette œuvre sera donc un instrument d'étude et de documentation fort pratique et apprécié. Dans un si bref compte rendu, nous ne pouvons que souligner l'intérêt du propos général de l'ouvrage, sans apprécier ou discuter, hélas ! la valeur propre de chacune des parties.

P. B.

Calendrier

ROME. — M. Wladimir d'Ormesson, nouvel ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, remet ses lettres de créance au Pape (29 septembre). — Semaine théologique à l'Université pontificale grégorienne. — S. Exc. M^{gr} Munch, évêque de Fargo (États-Unis), visiteur apostolique en Allemagne, arrive à Rome (12 octobre). — Le Pape reçoit le général Marshall (19 octobre).

FRANCE. — Fontainebleau-Avon : Clôture du cinquième congrès de psychologie religieuse des « Études Carmélitaines ». — Lourdes : Fondation de la Fédération internationale des hommes d'Action catholique (20 septembre). — Lisieux : Le cardinal Griffin, archevêque de Westminster, préside la fête patronale de sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. Paris : Au cours d'une messe solennelle célébrée à Notre-Dame, le cardinal Suhard adresse la parole aux délégués de l'O.N.U. (26 septembre). — Consécration épiscopale de M^{gr} Dubois, évêque de Rodez (7 octobre). — L'Osservatore Romano publie la nomination de M^{gr} Martin, évêque du Puy, à l'archevêché de Rouen. — Eichhoffen (Bas-Rhin) : Mort de S. Exc. M^{gr} Hauger, des Missions Africaines de Lyon, ancien vicaire apostolique de la Côte de l'Or (12 octobre). — Lille : Ouverture du Congrès d'Action catholique du diocèse (13 octobre). — Paris : Congrès de La Croix et de La Bonne Presse. — Paris : L'Ordre de la Trinité et du Rachat des captifs fête son sept cent cinquantième anniversaire (17 octobre). — Assemblée des Cardinaux et Archevêques (18-20 octobre). — Maroc : Le chanoine Cardijn, fondateur de la J.O.C., s'arrête au Maroc avant de se rendre en Amérique du Sud (23 septembre).

PAYS ÉTRANGERS. — Allemagne, Stuttgart : Quinzième anniversaire de la fondation de l'Œuvre catholique de la Bible (22 septembre). — Angleterre : Service solennel en l'honneur de sainte Thérèse de Lisieux en la cathédrale de Westminster (4 octobre). — Canada : Session des Semaines Sociales aux Trois-Rivières (23-26 septembre). — Italie : Ouverture de la Semaine Sociale à Milan (26 septembre). — Japon : Deux prêtres de Nagasaki obtiennent l'autorisation de célébrer, les jours de fête, une messe à dix-neuf heures afin de permettre aux ouvriers de pouvoir y assister. — Roumanie, Bucarest : L'archevêque gréco-catholique, M^{gr} Jean Suciù, se voit interdire, par le gouvernement, l'exercice de ses fonctions (15 octobre). — Tchécoslovaquie : M^{gr} Béran, archevêque de Prague, proteste contre deux projets de loi concernant l'un la légalité des mariages religieux, l'autre l'interdiction de lire en chaire les lettres pastorales et les encycliques concernant « l'ordre démocratique populaire ». — États-Unis : Les catholiques du Sud des États-Unis ont élaboré un programme en vue de défendre les droits des hommes de couleur (15 octobre).

NOS FRÈRES SÉPARÉS. — Moscou : Le patriarche de Moscou vient de constituer un « Conseil missionnaire » qui a pour but de répandre l'orthodoxie parmi les peuples non russes. — Paris : Le journal Réforme publie dans son numéro du 16 octobre une lettre du P. Daniélou, « Question à Karl Barth », relative à une déclaration du célèbre théologien protestant au Congrès d'Amsterdam. Dans le numéro suivant (23 octobre), Karl Barth répond au P. Daniélou.

PEUPLES ET CIVILISATIONS

HENRI MULLER. *Psychanalyse de la Quatrième République.*

S'évader dans le passé, sous prétexte de tradition, s'évader dans le présent, sous prétexte d'urgence, ne sont pas, pour les politiques, les meilleurs moyens d'assurer l'avenir d'un régime.

MARCEL CLÉMENT. *Promotion des sciences sociales.*

Une idéologie française et catholique rencontre une idéologie américaine qu'elle critique et des méthodes américaines qu'elle utilise. Grâce à quoi une sociologie normative devient efficiente. Cela se passe au Canada.

JACQUES DUMONTIER. *L'économie française pendant le troisième trimestre de 1948.*

A travers les revues

Livres

Calendrier

PSYCHANALYSE DE LA QUATRIEME REPUBLIQUE

Notre génération a vu mourir un régime politique (peut-être deux, en comptant l'État français, mais on peut se demander s'il était un régime ou, pour reprendre une expression employée à propos du Comité Darlan-Giraud, un expédient provisoire). Et nous savons comment ils meurent. Peut-être pouvons-nous mieux imaginer désormais certains écroulements de l'histoire, ceux de Louis XVI, de Charles X, de Louis-Philippe, de Napoléon III, pour ne pas quitter notre pays. Le phénomène, en tout cas, nous est devenu familier, et les logiciens savent bien que le sentiment de familiarité est un ersatz de la compréhension.

Mais, sachant comment ils meurent, il devient intéressant d'essayer de comprendre pourquoi ils meurent. Nous croyons qu'un régime qui ne résout pas les problèmes qui se posent à lui n'a besoin que de réforme, mais qu'un régime s'écroule lorsqu'il se refuse à les voir. Or, notre régime, comme la Troisième d'entre les deux guerres, se refuse à les voir.

Reste à discerner comment il échappe à la vision réelle et concrète des vrais problèmes. Reste à décrire la névrose collective qui aboutit à ce suicide, car il est permis, croyons-nous, de rapprocher cette perversion des régimes politiques de ces névroses ou maladies refuges dans lesquelles, faute d'amener leurs vrais conflits à la conscience claire, tant d'êtres qui ne peuvent les résoudre cherchent un asile « taciturne et toujours menacé ».

On peut dire que ces mécanismes névrotiques collectifs sont de deux ordres :

— La fuite dans la tradition, c'est-à-dire dans un problème artificiel dont l'énoncé est tiré du sac toujours plein de l'histoire.

— La fuite dans l'urgence.

*
* *

Sans doute nous comprendra-t-on mieux si nous revenons sur un récent trimestre de l'histoire, trimestre terriblement instructif.

Disons d'abord qu'il nous paraîtrait stérilement polémique de rechercher les responsabilités et de disséquer les raisons de la chute du premier ministère Schuman. Certes, il fut absurde pour la S.F.I.O. et le M.R.P. de raviver entre eux la querelle dite de la « laïcité ». Certes, on peut attribuer aux ambitions personnelles et aux intrigues de couloirs de certains radicaux une assez lourde complicité dans cette chute, et si anachronique qu'elle suffirait en des temps normaux à déconsidérer des hommes et des groupes.

Mais il est trop simple de crier haro sur la Troisième Force, trop simple de mettre seulement en cause la mauvaise volonté des hommes ou leur incapacité. Leur était-il possible de galvaniser le pays, alors que la droite traditionnelle s'orientait vers une autre solution conforme à de vieilles habitudes des bien-pensants français, alors que le prolétariat français suivait des chefs prêts à sacrifier leurs buts nationaux à la réussite d'une politique mondiale ?

LA NÉVROSE DE LA TRADITION

Au surplus, notre propos n'est pas de nous appesantir sur cet aspect sans doute accessoire du problème. Ce désarroi politique n'est qu'un syndrome secondaire de la névrose dont nous parlions plus haut et dont, sur quelques exemples, nous voudrions analyser le mécanisme.

Le budget militaire.

Depuis janvier 1946, où le débat amena le général de Gaulle à se retirer du pouvoir, on pose le problème du budget militaire comme avant 1914, comme avant 1936 : on discute, on rogne, on finasse, on propose des abattements dont on sait — ou dont on devrait savoir — qu'ils sont inapplicables (crédits de personnel ou de fonctionnement déjà aux trois quarts dépensés, en douzièmes provisoires par exemple). Irritant et incompréhensible débat, car enfin tout le monde avoue qu'un budget militaire ne sera jamais trop élevé s'il s'agit de sauvegarder l'indépendance du pays, et qu'il sera toujours trop élevé si l'instrument qu'il sert à forger est inutilisable.

Mais on se garde bien de porter là-dessus le débat. Et ce qui nous paraît poser un problème, c'est justement qu'on n'ose pas, ici non plus, poser le vrai problème; c'est qu'on évite soigneusement d'évoquer, au cours de la discussion, qu'avant de faire une armée il faudrait s'entendre sur le rôle qu'on lui fera jouer. La France *hic et nunc* doit-elle et peut-elle avoir, dans des délais suffisamment courts pour que ce soit *utile*, une puissance militaire qui lui permette en toute *indépendance* de faire face à *toute éventualité*, dans toutes les hypothèses imaginables? Dans un conflit armé, pourra-t-elle intervenir à l'heure dont elle *seule* aura décidé, dans le camp qu'elle voudra et qu'elle aura choisi à *ce moment-là seulement*? Dans le cas contraire, cette armée qu'elle forge ne peut être forgée qu'en fonction d'un rôle précis et relativement subordonné, dans le cadre d'un emploi interallié. Or, a-t-on choisi? Veut-on choisir? Si on a choisi, un plan existe-t-il, a-t-on préparé les exécutants, c'est-à-dire le pays, à reviser ses conceptions de la souveraineté nationale?

L'éducation nationale.

L'enfant français n'est pas éduqué. Nos écoles, vétustes, en partie détruites, sont devenues insuffisantes en équipement, matériel, personnel et doctrines pédagogiques. Nos programmes sont vieillots. La poussée de la natalité fran-

gaise rend ces cadres plus étriqués encore. Notre pays analphabète prépare-t-il ses enfants au rôle qui incombera aux citoyens de 1960 ? Le moins qu'on en puisse dire est qu'on en peut douter.

Mais on ne discute jamais ce problème. Le seul problème qui intéresse nos contemporains paraît être de savoir comment aider ou gêner l'enseignement primaire catholique, et ce, à l'instant même où l'on doit bien avouer que personne ne pourrait ni le supprimer ni lui donner une extension importante, et où sa misère financière, son caractère inadapté au présent, en font le frère jumeau de notre enseignement public. Peut-on plus nettement marquer qu'on préfère discuter stérilement sur un problème dans les termes où il se posait il y a cinquante ans, au lieu de traiter *maintenant* une question *actuelle* ?

Productivité de la population.

La production est insuffisante et tout le monde reconnaît qu'avant la guerre déjà la France se caractérisait par l'importance du parasitisme social, par la faiblesse numérique de la fraction productrice, des activités primaires, par rapport à l'ensemble de la population. Or, depuis la guerre, l'inflation des intermédiaires a aggravé ce déséquilibre. Voilà un problème réel, comme est un problème réel dans un pays où la pyramide des âges accable sous le poids des vieillards les tranches inférieures, celui de l'utilisation rationnelle des diminués physiques ou des sujets âgés capables de travailler¹.

1. Les chiffres ont déjà été donnés. Mais il est indispensable de les redonner encore. Nous les tirerons de documents officiels et d'abord du Rapport de la Commission de Modernisation et de Consommation sociale du Plan.

Voici le coût de la distribution en France en 1937, comparé à certains pays étrangers (pour la viande) :

BOEUF	France	Belgique	Suède
A la production	3,85	3	5
A la vente :			
Entrecôte	20,50	11	20
Filet	38	17,50	30
Pot-au-feu	7,90	3,50	6,80

Ce problème réel, la tradition veut qu'on le pose sous une forme parcellaire : celui du nombre des fonctionnaires, et, comme nous l'avons déjà analysé ici même, de le traiter sans bonne foi, avec des chiffres inexacts et sans tenir compte des attributions nouvelles des administrations.

Un exemple concret, récent et symbolique, peut en être

MOUTON	France	Angleterre
A la production	6,75	6
A la vente :		
Côtes premières	33	12
Mutton shop	26	12
Épaule	16	8
Gigot	29	9,50

Qu'on compare à ces chiffres ceux qui donnent l'augmentation du personnel et du nombre des établissements de gros et de détail, en France, de 1901 à 1936, pour une population stationnaire (statistique empruntée au même service) :

Vins et eaux-de-vie (non compris les cafés et débits) :

	1901	1936
Nombre d'établissements	14.017	14.961
Personnel	68.989	82.617

Épicerie :

Nombre d'établissements	50.818	73.325
Personnel	229.468	357.173

Fruits et légumes :

Nombre d'établissements	7.113	12.001
Personnel	35.546	52.004

Boucherie-triperie :

Nombre d'établissements	31.399	44.079
Personnel	113.304	157.103

pour une population stationnaire.

La situation s'est encore aggravée depuis 1940. Le même rapport nous apprend que, dans la Seine, il y avait en 1939 quelques centaines de grossistes et 900 détaillants en fruits et légumes; en 1946, 2000 grossistes et 1800 détaillants.

Terminons en rappelant les chiffres d'ensemble cités par M. Dumontier dans une remarquable chronique de *La Vie Intellectuelle* (août-septembre 1948, p. 92) :

En millions de travailleurs

Activités primaires	7
Activités secondaires	6,2
Activités tertiaires	7,1
Total	20,3

cité. On a vu le gouvernement prendre simultanément deux décrets sur les houillères (et ceci a joué un rôle dans le déclenchement en octobre de la grève des mines), l'un pour transférer aux Compagnies la gestion du risque incapacité temporaire des accidents du travail, gestion qui n'était pas mal assurée par les Caisses de secours, — ce qui va leur imposer de créer des services nouveaux (contrôle médical, par exemple), délicats à gérer et faisant double emploi, alors qu'un décret du même jour impose aux mêmes Compagnies de réduire de 10 % leurs effectifs administratifs. Peut-on imaginer pareille légèreté ?

On connaît bien ces malades qui ratioçinent sur le problème de savoir qui a été premier de la poule ou de l'œuf, ce qui leur permet de ne pas traiter le véritable conflit, intime et personnel, qu'ils symbolisent ainsi, et les psychiatres ont bien mis en évidence la loi d'économie mentale qui les amène à cette absurdité. Un conflit douloureux à résoudre, ils le transportent sur un plan où ils n'ont plus à agir sur le réel, sur l'affectif, mais simplement à s'agiter sur un plan dialectique et conceptuel. Solution, sans doute, mais illusoire, et qui, sans calmer leurs souffrances, les enfonce dans l'inadaptation.

LA NÉVROSE DE L'URGENCE

Mais il est d'autres malades qui calment leur angoisse non par des rêvasseries pseudo-philosophiques, comme certains schizophrènes, mais par des rites magiques, comme les obsédés. C'est celui qui se lave les mains trente fois par jour, qui tourne les boutons de porte avec des gants, qui marche sur le bord des trottoirs, qui compte ses pas trois par trois. Le rituel de nos régimes mourants, c'est la fuite dans l'urgence. Lorsque couve une crise, on fait surgir un problème : deux milliards (ou vingt) d'économie budgétaire, une addition immédiate à une loi de finance, ces fameux articles 70 et 71 qui firent tomber Poincaré, la date des élections cantonales à changer ou à ne pas changer : voilà le problème vital pour la République. Toutes affaires cessantes, sur ce seul point, soudain les passions s'allument, les partis se raidissent, les militants s'enflamment.

Cette fuite dans l'urgence est le rituel obsessionnel de nos régimes psychasthéniques. L'absurdité elle-même ne les guérit pas plus que la raison n'empêche l'obsédé de se relaver les mains. Car, l'urgence passée, le problème n'intéresse plus personne. Le gouvernement qui refuse deux milliards s'aperçoit qu'il pouvait en donner douze et qu'il aura peut-être, en fin d'exercice, vingt milliards de crédits non engagés...

On le voit, cette névrose, en France, a son rituel préféré, qui est budgétaire. Quand on n'a pas d'autre urgence à se mettre sous la dent, il y a une crise financière. J'ai lu avec l'intérêt le plus vif le plaidoyer posthume qu'a fait paraître le dernier financier de Vichy, Cathala. Pour qui lit ce livre, il s'avère que Cathala prétend démontrer qu'il a pu, sans obérer l'avenir financier de la France, trouver pour l'occupant un demi-milliard par jour pendant trois ans. Qu'il ait tort ou raison importe peu à mon propos, car ce dont je suis à peu près sûr, c'est que le même homme, dirigeant les mêmes services, jouissant des mêmes pouvoirs dictatoriaux, sous le même régime d'un « État français », mais créé en pleine paix et sans défaite, aurait refusé les mêmes crédits à ses collègues, s'ils les lui avaient demandés pour équiper industriellement, socialement, culturellement le pays; il aurait victorieusement démontré que les donner ruinerait la France. Et cela rend sceptique sur les démonstrations des financiers.

Pour qui suit les débats budgétaires, ce manque de sérieux est d'ailleurs évident. On voit discuter des dépenses qui sont obligatoires, rogner des crédits qui sont évaluatifs, accepter, par contre, n'importe quoi, à n'importe quel taux, lorsqu'il s'agit de dépenses d'aspect — et elles n'ont souvent que l'aspect — électoral.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas de problèmes budgétaires et financiers ? Non, certes, mais pas ceux dont on parle². Et,

2. Un exemple de la légèreté avec laquelle sont traités ces problèmes, et où la légèreté de la part de personnes averties ne peut être autre chose que de la mauvaise foi, est le fameux décret Raynaud, sur les cabinets ministériels, maintenu en application par le gouvernement Queuille, et que même un journal honnête comme *Le Monde* a salué — *tu quoque* — comme un décret d'économies.

Or ce décret, dont la seule conséquence pratique, à une époque où l'État, c'est-à-dire le gouvernement, perd chaque jour son autorité,

entre parenthèses, il faudrait peut-être une bonne fois pour toutes comprendre qu'il n'y a aucun rapport, aucune comparaison possible, entre le budget de la ménagère, budget de trésorerie, dont les dépenses et les ressources sont sans interr réaction, et le budget de l'État. Ce dernier est, pour transposer un terme d'histologie des laboratoires, un « artefact » juridique de prévisions : les augmentations de recettes (par exemple celles des Transports ou des P.T.T.) peuvent s'y traduire par de grosses augmentations de dépenses (qui téléphone, en effet, ou envoie plus de lettres que l'État?); des augmentations des dépenses y assurent l'accroissement de certaines recettes (impôts par exemple). Et cela d'une façon si inattendue parfois que personne ne peut ni prévoir ni s'y reconnaître; d'autant plus que l'hermétisme savamment calculé des spécialistes, approfondi par la savante mauvaise foi des administrations, se conjugue à la pagaie généralisée de notre temps pour rendre à peu près incompréhensible ce document qui ne reflète en rien la politique du pays qu'il devait refléter. Nous ne revenons pas sur le vieux problème des dépenses rentables, de l'équipement par exemple, parce qu'on commence timidement à en parler un peu (sans y croire d'ailleurs).

*
* *

Simple tour d'horizon et vue cavalière, cette réflexion ne veut qu'illustrer un fait : notre pays doit avoir une politique, il a des problèmes à résoudre. La Troisième République est morte de s'être refusée à les regarder en face, de n'avoir osé se hausser à leur niveau. Et Pétain aussi. Certes, le désordre de ces dernières années avait fait naître un regret nostalgique de la Troisième République; le gouverne-

est d'aggraver l'impuissance des ministres en face de leurs hauts fonctionnaires, n'est pas un décret d'économies, et le prétendre tel est déguiser sciemment la vérité.

Un cabinet ministériel coûte le même prix après qu'avant, puisque, de toute façon, un ministre ne peut disposer pour son Cabinet que d'un certain crédit standard, qui ne peut dépasser une certaine somme, ni un certain nombre de bénéficiaires. Le surplus est formé de collaborateurs *bénévoles* . C'est uniquement ceux-là que M. Raynaud et M. Queuille se sont interdit de recruter.

ment André Marie³, les vingt-huit jours de la Troisième République, aura du moins servi à démontrer que les morts sont morts. L'avenir dira si la mère a entraîné l'enfant dans la tombe.

HENRI MULLER.

3. Le hasard nous a fait tomber, le jour de la formation de cet éphémère grand ministère de survivants, sur une phrase de Bernanos que nous ne pouvons résister au désir de transcrire ici :

« Le monde de demain organisé par le syndicat des ratés du monde d'hier — il n'y a pas un capitaliste des deux hémisphères qui ne soit prêt à financer ce rêve-là » (juin 1943, *Le Chemin de la Croix des Ames*, p. 345).

PROMOTION DES SCIENCES SOCIALES

Une réflexion, même rapide, sur la notion de sciences sociales révèle combien ces disciplines nous ont, en France, peu conquis.

Sans doute, on enseigne la sociologie dans les Facultés de Lettres, mais elle n'y figure que comme un accessoire de la licence de philosophie et semble plus une politesse universitaire consentie à la mémoire de Durkheim qu'une science au sens plein et riche du mot. Sans doute, de nombreux penseurs ou écrivains de chez nous, qui réfléchissent sur les problèmes sociaux, mériteraient dans une certaine mesure le nom de sociologues, mais, le plus souvent, il est vrai, leurs soucis doctrinaux les incitent eux-mêmes à se tenir en dehors des obligations intellectuelles inhérentes à cette qualité.

Sans doute aussi, on enseigne l'économie politique dans les facultés de Droit. Cette tradition, toutefois, est en péril. Car si la sociologie universitaire est chez nous en sommeil, et si, à la lettre, on n'y croit pas, il semble qu'au contraire on assiste actuellement à un développement exceptionnel des études économiques. D'une part, on a vu des professeurs d'économie politique réclamer avec insistance que l'enseignement de cette discipline soit retiré aux Facultés de Droit. D'autre part, on voit ici et là, en de nombreux établissements d'enseignement supérieur, les chaires de sciences économiques se multiplier. On l'enseigne aux polytechniciens comme aux juristes et aux statisticiens comme aux administrateurs de l'État. Cependant, en dépit de ce succès universitaire croissant, on peut dire que, dans l'ensemble, celui qu'on appelle le « grand public cultivé » ne croit pas plus à la science économique qu'il ne croit à la science sociologique.

Telle est la situation en France, et plus généralement en Europe occidentale. Toutefois, nous percevons déjà l'influence de deux civilisations dans lesquelles, semble-t-il, il en est autrement.

En premier lieu, l'influence américaine commence à être perceptible chez nous. Ou, plus exactement, certains de nos économistes ont commencé à prêter une attention scrupuleuse aux

travaux qui se poursuivent outre-Atlantique. En effet, il ne semble pas que l'esprit qui anime, aux États-Unis, le développement des « Social Sciences » soit parvenu jusqu'à nous, et encore moins qu'il ait pénétré notre vie. Cet esprit, on peut le résumer simplement. Il résulte, d'une part, de l'aptitude du peuple américain pour l'analyse et la spécialisation, d'autre part, de la confusion américaine entre le régime libéral et l'essence universelle des phénomènes économiques et enfin de l'optimisme de ce peuple jeune qui croit qu'il n'est aucune réalité du monde visible ou invisible qu'une technique appropriée ne puisse aisément dominer. Cet optimisme technique a persuadé les Américains que l'on pouvait aborder les phénomènes sociaux, économiques et politiques, dans le même état d'esprit que l'on aborde les phénomènes physico-chimiques et les phénomènes biologiques. Il ne fait pas de doute pour l'Américain moyen que, lorsque les sciences sociales seront suffisamment développées, tous les problèmes seront facilement résolus par des techniques appropriées. Ce que l'on appelle en France la question sociale, et qui nous semble un problème éminemment politique, tombe aux États-Unis sous le coup de l'observation de certains spécialistes qui organisent les « human relations » dans l'industrie. Car, et c'est le second caractère que nous avons signalé et qui s'applique, c'est à des spécialistes que la question a été confiée. De même, le gouvernement aura recours à des sociologues et à des économistes en vue de la solution technique de problèmes à nos yeux éminemment politiques. Je me souviens d'un correspondant du *New York Times* qui m'expliquait que les Français ne comprendraient jamais — pour le plus grand malheur du monde — ce qu'était la sécurité collective. A ses yeux, il s'agissait d'un immense et implacable mécanisme, assez semblable au déroulement du départ des pompiers à l'annonce d'un incendie ou d'un autocar de police à l'annonce d'un meurtre. Il ne voyait pas de difficulté majeure à l'institution d'une technique internationale parfaitement huilée pour établir la paix du monde. C'est un exemple particulièrement typique de l'optimisme que les Américains mettent dans les sciences sociales définies comme techniques spécialisées. Enfin, pour terminer ce bref tableau, il convient d'indiquer que le citoyen américain croit au libéralisme, qui résulte à ses yeux, non d'une foi aveugle dans l'harmonie naturelle, mais de certitudes scientifiques fondées sur l'observation. L'idée d'un aménagement rationnel de l'économie humaine entièrement volontaire, qui est le fondement des sciences sociales marxistes, reste encore impensable pour le sociologue ou l'économiste américain. Celui-ci recherche dans la réalité sociale, économique ou politique, un processus extérieur et mécaniste de forces et de

corps matériels dont les lois mises à jour permettront sinon de prévenir, tout au moins de prévoir. C'est aux États-Unis que l'on a le plus clairement l'impression qu'il existe des sciences sociales au même titre qu'il existe des sciences physiques avec leurs spécialistes compétents : psychologues, agents des relations industrielles, sociologues, urbanistes, économistes.

S'il est parvenu en France, depuis la libération, des échos assourdis de cette conception, d'autre part, par le canal de la culture marxiste, s'est répandue la conception communiste des sciences sociales.

Il est significatif de constater que les communistes interprètent l'ensemble du phénomène marxiste (considéré comme conception du monde en même temps que comme réalité évolutive) comme le moment historique où les sociétés humaines deviennent objet de science pratique pour l'homme. Si l'on fait abstraction du dogmatisme marxiste, tant dans son esprit matérialiste que dans sa méthode dialectique pour n'en retenir que le fondement épistémologique, on constate que le communisme se définit « comme le moment où la raison émerge décidément, organise l'ensemble humain et dépasse... le long processus naturel, contradictoire, accidenté, douloureux, que fut la formation de l'homme¹ ».

Il semble que l'ivresse collective qui résulte du marxisme, interprétation active de l'évolution humaine, réponde à l'enthousiasme individuel d'Auguste Comte interprétant le même phénomène à la lumière de la loi des trois états. Dans les deux cas, l'homme éprouve la même ivresse, parce que, soudain, il a l'impression qu'il cesse d'être dans les ténèbres. Il sait d'où il vient et il sait où il va. Il connaît le sens de l'histoire et il sait que l'histoire a un sens. De même qu'Auguste Comte est reconnu comme le fondateur de la sociologie dont il a eu le premier l'intuition totale (perdue immédiatement après lui), de même le communisme marxiste peut passer pour le révélateur de la réalité sociologique elle-même. On ne saurait opposer avec trop d'insistance, en effet, la conception américaine qui laisse les sciences sociales aux mains de spécialistes et considère la réalité sociale comme un système inconscient et mécanique, et la conception marxiste, qui prétend inviter chaque homme à prendre conscience de sa condition d'homme et à jouer son rôle consciemment dans la société. Il n'est pas ici de notre propos de constater que le lien que le communisme établit entre chaque raison humaine et l'État soit une relation de dépersonnalisation, ce qu'établit admirablement Koestler dans *Le Zéro et l'Infini*. Ce qui seul nous importe ici, c'est de constater que, dans l'idéal de la doctrine marxiste et dans

1. Henri Lefebvre, *Le Marxisme*, p. 47. Presses Universitaires de France.

l'idéal de ses penseurs les plus sincères, chaque homme devient conscient de son rôle dans la société et non plus seulement de son rôle spatial (profession et nation), mais aussi, sinon surtout, de son rôle historique. Chaque homme a le droit de recevoir une philosophie de l'histoire qui le dépasse et qui vient donner une valeur au sacrifice en quoi consiste toute vie humaine. En un mot, le succès du communisme comme science sociale provient de la valeur d'intimité, pour chaque conscience, de sa perspective eschatologique.

Si la conception communiste et la conception américaine s'opposent de cette façon, il faut ne pas manquer de les rapprocher dans leur phénoménologie la plus générale. Comment n'être pas frappé par le fait que les deux puissances dont la rivalité fait actuellement trembler les nations annoncent l'une et l'autre, quoique sous des formes et dans des styles entièrement différents, l'avènement des sciences sociales, ou, pour mieux dire, leur promotion, dans un monde où l'homme ne peut se sauver qu'à la condition de donner aux sociétés, comme il a donné à l'univers matériel, une forme humaine. Et en ce sens, la promotion des sciences sociales apparaît comme la quête d'un humanisme universel.

Nous négligerons dans la présente étude le problème qui se pose à la France, située à la frontière des deux influences russe et américaine. Les indications qui précèdent sont d'ailleurs de nature à susciter d'utiles réflexions chez ceux que le problème intéresse, et il serait présomptueux en ces années critiques de préjuger des réactions intellectuelles de l'esprit français à ce propos. Au contraire, il peut être particulièrement fécond pour nous de connaître certaines des réalisations françaises en terre américaine, à l'égard desquelles, il faut l'avouer, nous avons trop souvent manqué de curiosité.

Cependant que Gaëtan Pirou menait campagne à Paris pour faire sortir l'étude de l'économie politique des Facultés de Droit et réclamait la fondation d'établissements spécialisés dans l'étude des sciences sociales, un Dominicain du Canada français persuadait le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec et chancelier de l'Université Laval, de la nécessité de fonder une Faculté de Sciences sociales au sein de la première Université française en Amérique. Le P. Lévesque, aujourd'hui doyen de la Faculté des Sciences sociales à Québec, fut le premier Dominicain du Canada envoyé en France par son Ordre pour étudier les sciences sociales. Il passa plus de deux ans aux Facultés catholiques de Lille et profita de son séjour pour compléter son enquête en Belgique, en Suisse et en Italie. A son retour au Canada, en 1933, le P. Lévesque fut nommé professeur de philosophie économique à Ottawa,

puis en 1935 à l'Université de Montréal, et en 1936 à l'Université Laval de Québec. Enfin, le 18 octobre 1938 était fondée l'institution qui s'appelle aujourd'hui la Faculté des Sciences sociales, politiques et économiques de l'Université Laval. Comme on a commencé de le comprendre chez nous, le Canada français est un carrefour de la plus haute importance. C'est en effet le point de rencontre privilégié de l'esprit français et de la vie américaine, ou plus exactement encore de la culture française et de la technique américaine. C'est, en second lieu, le mariage — de raison — des deux civilisations française et anglaise au sein d'un même pays. C'est enfin l'un des foyers les plus vivants du catholicisme dans cette Amérique du Nord si profondément protestante.

L'endroit était donc singulièrement favorable au développement d'une institution universitaire qui, dans l'esprit de son fondateur, avait pour mission de travailler scientifiquement et apostoliquement à la réalisation d'un ordre social d'inspiration chrétienne.

Sans retracer dans le détail ce qu'a été, depuis les origines jusqu'en ces mois où elle fête le dixième anniversaire de sa fondation, le développement progressif de la Faculté des Sciences sociales, on peut en décrire l'esprit, la structure et les réalisations, qui deviendront clairement intelligibles si l'on veut bien conserver présent à la mémoire ce qui a été dit plus haut du développement des sciences sociales tant au sein du libéralisme américain que du marxisme russe. L'initiative du P. Lévesque, en effet, s'inscrit sur ce double fond de décor comme le premier laboratoire universitaire d'une science sociale d'expression française et d'inspiration catholique.

En premier lieu, en effet, la Faculté des Sciences sociales de Laval est une institution catholique, et, comme on le verra, ce caractère, loin de nuire à la valeur scientifique de l'enseignement, a contribué au contraire à l'accentuer. Parce qu'elle est catholique, la Faculté dispense un enseignement normatif. Une partie importante de l'enseignement est consacré à l'exposé de ce que doit être la vie sociale à la lumière de la philosophie chrétienne. L'enseignement de la philosophie sociale, économique et politique, y est plus que la résultante d'une politique didactique, l'esprit qui anime l'institution dans son élan fondamental.

D'autre part, la Faculté des Sciences sociales est un établissement scientifique et elle tient à mériter cette qualification avec autant d'application qu'elle met de foi à s'affirmer catholique. « Pour être réaliste, en effet, écrit le P. Lévesque, c'est-à-dire pour être fidèle à la nature des choses elles-mêmes et saisir toutes leur réalité, celui qui fait des études sociales doit absolument connaître d'abord les *faits*, leur explication et les lois qu'ils révè-

lent. C'est là le domaine de ce que nous appelons les sciences sociales proprement dites. La connaissance des faits sociaux, des réalités sociales qui existent ou qui ont existé est donc le premier pas à faire, car il faut nécessairement partir du positif si on ne veut pas construire dans les nuages². »

Tel est donc l'esprit de la Faculté. D'aucuns s'étonneront peut-être du caractère résolument normatif de toute une partie de l'enseignement. A ce propos, il convient de remarquer, d'une part, que le P. Lévesque considère les sciences sociales comme aussi réelles et efficaces que les sciences biologiques ou physiques et qu'il croit en la possibilité d'informer progressivement la réalité sociale. Il pose simplement, en chrétien, un optimisme d'action parallèle à celui que l'on rencontre dans les centres de culture marxiste de Russie. Si dans les Facultés des Sciences sociales des États-Unis, l'enseignement normatif est pratiquement ignoré, c'est que, comme nous l'avons indiqué, les Américains n'ont pas d'autre idéal que le régime libéral réel dans lequel ils vivent. Ils recherchent beaucoup plus des techniques pour l'aménager et en éliminer les imperfections qu'une philosophie pour le critiquer et le remplacer par un autre.

Ayant ainsi indiqué l'esprit général de la Faculté, il convient d'examiner maintenant sa structure.

Celle-ci exprime clairement la volonté d'être fidèle aux impératifs d'un destin américain en même temps qu'aux indications d'une vocation française. Comme toutes les institutions d'enseignement supérieur d'Amérique, la Faculté des Sciences sociales est divisée en plusieurs sections ou départements³. Toutefois, sur quatre années de licence en sciences sociales (le terme de maîtrise étant employé indifféremment avec celui de licence), la première année tout entière, et la seconde partiellement, sont consacrées à une formation sociale générale au terme de laquelle seulement les étudiants choisissent le « département » où ils se spécialiseront au cours des deux dernières années. Cette culture sociale générale est sanctionnée au terme des deux premières années d'études par le grade de bachelier ès sciences sociales. C'est donc avec une solide base de philosophie sociale et économique, de sociologie et d'économie politique, et formé aux disciplines de l'observation monographique et de la statistique, que l'étudiant choisit de se spécialiser dans le département de sociologie et morale sociale, ou dans le département de l'économie, ou enfin dans le département des relations industrielles.

2. G.-H. Lévesque, *Principes et faits dans l'enseignement des sciences sociales*. Communication à la « Canadian Political Sciences Association ».

3. Mot utilisé dans les universités anglo-saxonnes.

L'équilibre ainsi tenu entre le souci d'une culture générale et celui de la spécialisation témoigne éloquemment du bonheur avec lequel ont été conciliées les influences française et américaine. Les Facultés des États-Unis ne font pas la part aussi belle à la formation générale, l'enseignement universitaire français n' imagine de spécialisation qu'au niveau du doctorat, et non à mi-chemin de la licence.

Cet équilibre s'inscrit aussi dans les programmes, car si les auteurs français, tant en sociologie qu'en économique, sont utilisés comme de bons maîtres de culture générale, les travaux américains sont largement utilisés au cours des années de spécialisation. La difficulté est plus grande en ce qui concerne le « département » des relations industrielles (« Industrial relation ») dont le nom comme la fonction sont spécifiquement américains, postulant que les problèmes de l'entreprise, du syndicalisme, des contrats collectifs et des grèves réclament l'intervention de techniciens compétents dont il faut reconnaître d'ailleurs le plein succès au sein des organisations patronales et ouvrières de la province de Québec⁴.

Prochainement enfin sera fondé un « département » de sciences politiques et administratives avec lequel la Faculté aura atteint sa structure définitive. Ce « département », par certains côtés, répondra à notre conception d'une école d'administration.

Fidèle à la conception américaine, qui considère les spécialistes en sciences sociales avec la même confiance qu'elle considère le chimiste ou le médecin, la province de Québec reconnaît dans les élèves qui sortent de la Faculté des Sciences sociales des spécialistes qui trouvent dès leur sortie de la Faculté les situations les plus variées. Professeurs, fonctionnaires du gouvernement fédéral ou provincial, prêtres et avocats spécialisés dans les questions ouvrières, organisateurs syndicaux, directeurs du personnel des entreprises, urbanistes, journalistes, statisticiens, sont déjà dans la province, le plus souvent, autant d'anciens élèves de la Faculté qui jouent ainsi de façon parfaitement adéquate le rôle combiné que jouaient autrefois, avec d'ailleurs beaucoup moins de précision, les facultés de Droit et l'école libre des Sciences politiques. Au bout de dix ans, l'expérience semble concluante et l'accroissement annuel du nombre des étudiants en même temps que leur compétence réelle dans les situations qu'ils occupent ont établi que la formule américaine et libérale des sciences sociales

4. Outre les trois départements, la Faculté comprend deux écoles, une École de Service social, qui reprend les techniques américaines et les met au service de la charité chrétienne; l'autre, École de Commerce, qui tend, en raison de son développement rapide, à prendre une autonomie plus large.

spécialisées pouvait être élargie par l'esprit français et catholique et trouver ainsi une forme qui lui donne pleine mesure d'universalité.

La Faculté des Sciences sociales n'est pas seulement un établissement d'enseignement. Elle est aussi un centre de diffusion et de rayonnement. Par cet aspect, on peut dire qu'elle déborde résolument la conception américaine et qu'elle a mis en œuvre, en lui donnant pleine mesure chrétienne, l'intuition qui se croit marxiste de la prise de conscience par tous les hommes d'une société, de leur rôle personnel et collectif. C'est ainsi que la Faculté des Sciences sociales s'insère profondément dans la société canadienne-française dont elle tend de plus en plus à inspirer les activités sociales, économiques et culturelles.

Sur le plan social, c'est le département des relations industrielles, qui, par des moyens appropriés, diffuse sa pensée et son influence. Le directeur de ce département n'est autre que le sous-ministre provincial du Travail. L'unité est ainsi harmonieusement assurée sur le plan social entre la vie administrative et la vie universitaire. En second lieu, le département publie un bulletin des relations industrielles qui atteint les différents militants et responsables des organisations syndicales des comités paritaires et des juristes et fonctionnaires spécialisés dans les problèmes du travail. Enfin et surtout, le département des relations industrielles organise chaque année à Québec un congrès où militants patronaux et ouvriers se rencontrent sur un terrain neutre et abordent l'étude des problèmes généraux qui les opposent, pour les composer, à la lumière de la doctrine sociale de l'Église. C'est l'occasion d'un contact utile tant aux délégués eux-mêmes qu'aux professeurs et aux étudiants de la faculté qui prennent ainsi une conscience claire des problèmes vivants qu'ils ont à étudier.

Sur le plan économique, c'est principalement par un développement du mouvement coopératif dans toute la province que l'activité de la Faculté s'est affirmée. Il faut à ce propos signaler le rôle personnel considérable joué par le P. Lévesque, qui, dès 1939, créait le Conseil supérieur de la coopération pour toute la province et en était élu président. Un cours par correspondance de coopération est diffusé par la Faculté et qui assure dans toute la province le rayonnement de l'idéal coopératif en même temps que la formation technique des coopérateurs. Ce cours est complété par la revue *Ensemble*, organe du mouvement coopératif.

Enfin, sur le plan culturel, la Faculté des Sciences sociales a fourni un effort considérable en vue de diffuser une authentique culture populaire. C'est ici sans doute que s'est le mieux marquée l'audace intellectuelle du P. Lévesque, qui a compris, avec la même acuité que les dirigeants jocistes, que les efforts marxistes

en vue de diffuser les connaissances humaines dans les couches populaires répondaient à un besoin profond des sociétés. C'est ainsi qu'il créa, au sein de la Faculté, le Service extérieur d'Éducation populaire, qui, par la diffusion d'une série de *Cahiers*, de cours par correspondance, par des sessions d'études intensives, par des camps d'été, s'efforce d'atteindre le peuple et d'y faire connaître en le simplifiant l'enseignement de la Faculté et les résultats des travaux qui s'y poursuivent. Au terme de cet effort, on imagine la prise de conscience personnelle de toute une population harmonisant librement ses rythmes familiaux, professionnels et historiques, par la claire connaissance des conditions du développement de la province tout entière, de sa vocation et de ses possibilités.

C'est ainsi que la Faculté des Sciences sociales de Laval utilise la formule américaine de la formation de spécialistes sociaux et la formule prétendument marxiste de l'éducation sociale et économique des couches populaires, combinant les deux efforts et les intégrant dans une synthèse d'inspiration catholique et d'expression française. Il n'est pas douteux que le succès d'une telle réalisation tentée en un tel lieu ne soit pour les intellectuels catholiques de France un avertissement en même temps qu'une indication. Nous assistons vraiment à la promotion des sciences sociales.

Québec, septembre 1948.

MARCEL CLÉMENT.

L'ECONOMIE FRANÇAISE

PENDANT LE TROISIEME TRIMESTRE 1948

Les changements de ministère qui se sont produits pendant le troisième trimestre de 1948 n'ont été en fait que des changements du ministre des Finances et des Affaires économiques. Ce dernier même n'y a pas résisté : il a éclaté en secrétaires d'État.

Dans la mesure où les difficultés gouvernementales eurent des origines politiques ou électorales, c'est encore l'état particulier de la situation économique qui permet d'en tirer toutes les conséquences. L'amélioration de la production rendit moins nécessaire la cohésion de la troisième force et permit, dans le circuit de l'argent, les innovations les plus bizarres; celles-ci à leur tour suscitèrent un mécontentement propice à l'instabilité politique.

I

PRODUCTION ET CONSOMMATION

1° *La main-d'œuvre.*

Depuis six mois, le nombre de travailleurs serait plutôt en légère décroissance. La libération des prisonniers de guerre se poursuit : de 175.000 au 1^{er} février, le secteur civil n'en occupait plus que 62.000 au 1^{er} septembre : il n'en restera pratiquement plus à la fin de l'année. Par ailleurs, il ne semble pas que le chiffre de 130.000 prisonniers « transformés », acquis dès l'été, puisse être dépassé sensiblement.

L'immigration ne compensera pas ces départs, malgré l'augmentation du nombre de travailleurs étrangers introduits en France, qui est passé de 3.300 par mois environ au premier semestre à près de 5.500 pendant les mois d'été. On est, en effet, loin des prévisions officielles : les « Seize » escomptaient 290.000 travailleurs pour l'année.

Le changement de répartition entre les trois principaux secteurs de l'économie : agriculture, industries de transformation et le reste, apparaît très difficile à réaliser. Les deux premiers se sont partagés les prisonniers transformés et les immigrants, mais

restent les plus atteints par le départ des prisonniers de guerre. L'agriculture devrait pouvoir se passer d'un surplus, grâce à l'effort d'équipement qu'elle connaît actuellement. Le « tertiaire »¹, momentanément encombré, devrait assimiler ce surplus lors du développement général de la production. Il reste donc, au total, une pénurie sensible dans l'industrie, principalement pour les branches qui se développent et en ce qui concerne les ouvriers qualifiés. Ce besoin bien précis se révèle très difficile à satisfaire.

L'effectif a été utilisé dans de bonnes conditions : la durée du travail dans l'ensemble des activités industrielles se maintient depuis un an à quarante-cinq heures par semaine. L'été a connu la période des vacances payées, dont l'effet a été très sensiblement le même que l'année dernière. Le chômage a légèrement augmenté en juillet et août : ces deux mois, le nombre de chômeurs secourus est passé de 10.000 au premier semestre à 14.000 et 16.000. L'augmentation est due aux employés de bureau.

Par contre, les demandes d'emploi non satisfaites sont relativement stables. Dans l'ensemble, il semble que, faute de l'immigration prévue, l'économie française s'en soit tirée avec les moyens du bord.

2° *L'énergie et les matières premières.*

En août et septembre, les congés payés ont fait sentir leur influence sur l'extraction houillère qui est tombée au niveau relativement faible de 3,6 millions de tonnes par mois. Les importations de charbon se sont améliorées ce trimestre et ont atteint 1,8 millions de tonnes mensuelles, cependant que les arrivages de Sarre restaient à 0,25 millions de tonnes. Au total, le trimestre aura eu des disponibilités mensuelles moyennes d'environ 5,8 millions de tonnes de charbon, ce qui représente la même quantité qu'au trimestre précédent, mais moins qu'au premier trimestre de l'année, qui avait presque atteint les six millions de tonnes. Il est à noter cependant que le maintien des mêmes quantités globales n'a pu être obtenu qu'avec des importations accrues au-delà du rythme prévu. Le rendement par poste de fond était tombé fin septembre à 923 kilos, ce qui est assez peu encourageant, après les investissements considérables faits depuis deux ans dans les houillères.

Heureusement, la production d'énergie hydraulique a été, cet été, excellente : les estivants ont pu s'en rendre compte. 1,2 à 1,3

1. Rappelons les différents services : Primaire : agriculture; Secondaire : industries de transformation et d'extraction; Tertiaire : Transports, commerce et services.

milliards de kwh. ont fourni plus de la moitié de la consommation totale, ménageant les centrales thermiques et permettant, en août, la mise en réserve d'énergie. La tendance ne s'est inversée que la toute dernière semaine de septembre. Au 1^{er} octobre, le coefficient de remplissage des réservoirs était de 74 % contre 55 % l'année dernière.

Mais la consommation s'est accrue, et, pendant chaque mois d'été et de congés payés, a cependant dépassé 2,2 milliards de kwh. contre deux milliards l'année dernière et 1,3 en 1938. Cette augmentation, due à l'accroissement de la production, mais aussi à l'attrait de l'électricité comme force motrice, risque de nous faire connaître, une fois de plus, les coupures que la clémence de la température nous avait seule épargnées l'année dernière. Les travaux considérables d'équipement électrique, qui ont pour but de mettre la production au niveau d'une consommation qui augmente toujours, apparaissent donc comme les plus indispensables, peut-être, de tous.

Les importations de carburants, bien qu'en régression par rapport au trimestre précédent, sont encore en quantité satisfaisante : en juillet comme en août, elles représentaient environ 0,75 millions de tonnes. Toutefois, une part de plus en plus importante est consacrée aux carburants lourds : alors qu'en juin et juillet la production d'essence ne dépassait celle de l'année dernière que de 42 %, celle de fuel-oil et de gas-oil connaît une augmentation de 220 %.

Les autres matières premières nous arrivent principalement par l'aide Marshall, c'est-à-dire sont déterminées en nature par les expéditeurs. On avait craint des retards sérieux pour les métaux non ferreux ; il semble qu'effectivement le manque de cuivre gêne les constructions électriques. Dans l'ensemble, il y a quelques heurts dans les approvisionnements.

3° *Les transports.*

Les transports offrent une certaine analogie avec la main-d'œuvre. On pensait que l'un comme l'autre de ces deux facteurs de production devait absolument connaître une augmentation numérique considérable pour soutenir l'effort de production. Le niveau actuel a été atteint sans aucune amélioration, mais le problème se pose dans les mêmes termes pour le deuxième effort.

Les Seize avaient demandé pour la France 100.000 wagons à fournir d'ici 1951, tant pour l'importation que pour l'exportation. Or, dans la période de douze mois qui vient de s'écouler, les wagons neufs ont à peine compensé les mises au rebut successives et le nombre de wagons utilisables n'arrive pas à dépasser

les 311.000 unités de janvier dernier. Ainsi, malgré le développement du parc automobile, a-t-on quelque inquiétude pour la « pointe d'octobre ».

Toutefois, en septembre, la moyenne mensuelle des wagons chargés s'est maintenue à 240.000 comme l'an passé.

4° *La production industrielle.*

Tous les facteurs de la production permettent donc à celle-ci de se maintenir au niveau qu'elle a atteint dès février dernier et que mesure un indice de 112 à 115, par rapport à 1938. Cependant, les congés payés ont, comme il était normal, affecté cet indice en juillet où il est descendu à 105, et surtout en août, où la chute a atteint la cote 95. En septembre, il doit se situer aux environs de 100.

Il ne faut jamais attacher de valeur absolue aux indices. Celui de la S.G.F. ne fait pas entrer le Bâtiment, ce dont on est prévenu, mais néglige aussi les industries alimentaires et celles du vêtement après le tissage. Si l'on remet ces deux derniers groupes dans le calcul, on obtient pour le palier du premier semestre un indice qui ne dépasse la base 100 en 1938 que de deux à trois points, mais qui descend moins l'été, période de travail des industries alimentaires.

Il ne faut donc pas estimer la production beaucoup plus haut que l'année de référence. La pause de l'été a moins affecté les industries d'équipement que les autres, en raison de la plus grande difficulté où se trouvent les aciéries et les cimenteries de stopper brusquement leur activité. C'est ce qui explique que, même au mois d'août, on ait dépassé 600.000 tonnes d'acier et de fonte et 500.000 tonnes de ciment, chiffres très supérieurs à la moyenne de 1938. Par ailleurs, le Bâtiment, après avoir eu en mai du mal à démarrer, connaissait son activité saisonnière avec un indice voisin de 130.

On voit que les investissements se sont continués à un bon rythme cet été. Seule l'industrie automobile était retombée à 92 en juillet.

C'est donc la production de biens de consommation, principalement celle des textiles, qui a certainement été affectée par la pause estivale.

5° *Production agricole et ravitaillement.*

Les récoltes de blé ont tenu leur promesse : l'estimation officielle, certainement faible, est de 74 millions de quintaux, ce qui

se rapproche de la production moyenne de 1930-1939², celle d'avoine a été abîmée par le mauvais temps et ne dépasserait pas 34 millions de quintaux, quantité inférieure de 30 % à la moyenne d'avant guerre.

Les plantes sarclées auront, malgré le mildiou, une production bien supérieure à l'année dernière et à l'avant guerre avec 12 millions de tonnes de pommes de terre et 9 de betteraves. Les vendanges, tardives, auront à peu près le même résultat qu'en 1947 : 45 à 50 millions d'hectolitres de vin.

Enfin, malgré la chaleur, les plantes maraîchères ont poussé abondamment.

Le temps pluvieux a surtout favorisé les prairies et les herbages : les animaux devraient avoir cet hiver une alimentation suffisante pour atteindre le printemps prochain : la production laitière a eu cette année une bonne tenue; la qualité et la quantité du cheptel auraient dû permettre un approvisionnement facile du marché de la viande.

Mais c'est là que s'est produit l'événement majeur du trimestre : les arrivages de viande ont baissé, grâce à la qualité de la récolte fourragère.

Ce qui aurait dû permettre la solution définitive des grosses difficultés de ravitaillement a précisément été la cause de tout le déséquilibre, dont nous retrouverons l'effet néfaste dans l'étude des circuits de l'argent. Grâce à la possibilité du stockage sur pied du bétail, les gros marchands de bestiaux ont voulu diriger le marché en empêchant la baisse des prix de la viande qui devait assurément se produire. Ils y sont parfaitement arrivés avec le monopole qu'ils détiennent et devant la carence des gouvernements successifs.

La carence n'est pas celle du secrétaire d'État au Ravitaillement qui a offert sa démission refusée, mais est imputable aux présidents successifs, qui n'ont pas pu ou voulu appliquer la seule mesure dirigiste qui s'imposait cet été.

Quant au monopole d'un petit nombre de margoulins — fort bien protégés —, c'est à la fois la situation la plus pénible et la plus néfaste de l'économie actuelle. Au lieu de nationaliser les banques, on eût mieux fait de prendre en main ce secteur de la distribution, quitte à abandonner tout le reste. L'absence de viande aux étals a constitué dans la production une faille qui a permis une désorganisation très grave du circuit de l'argent.

2. Rappelons que 1938 était une année exceptionnellement bonne au point de vue agricole : c'est pourquoi il vaut mieux prendre comme référence le programme de la période 1930-1939.

6° *Les ressources extérieures.*

Les statistiques des douanes n'ont décidément pas de chance : nous avons donné, dans notre dernière chronique, toutes les distorsions qu'elles avaient suivies depuis le commencement de l'année; la grève des finances de juillet a encore affecté les chiffres relatifs à ces mois, qui ont été bloqués avec ceux du mois d'août.

Pour cette période, les importations, avec une moyenne mensuelle de 51 milliards, ont été plus faibles que précédemment; les exportations aussi d'ailleurs, avec 36 milliards, mais dans une mesure moindre. Vis-à-vis de l'étranger seulement, la balance ne change guère, les importations chiffrant exactement le double des exportations, celles-ci avoisinant les 20 milliards par mois.

Les ressources du tourisme, il est vrai, ont compensé en partie ce déficit : les chiffres considérables avancés par le Haut-Commissariat (150 millions de dollars pour l'année) semblent excessifs.

L'équilibre n'est finalement possible qu'avec l'aide Marshall. On se rappelle que l'on y avait apporté un correctif appelé « triangulaire ». Le nom indique bien ce qu'il veut dire. Les prêts et les dons américains permettaient de compenser le déficit des pays de l'Europe occidentale avec les États-Unis, mais ne permettaient pas de supprimer les déséquilibres des pays « participants » entre eux. Aussi a-t-il été décidé que les pays excédentaires devaient accepter d'exporter vers les pays déficitaires plus qu'ils n'en recevraient. Le montant de cette aide mutuelle serait déduite de leur dette envers l'Amérique (qui n'existe en principe que pour les investissements, les autres envois étant gratuits) pour être portés au débit du bénéficiaire.

Dans l'immédiat, cela revenait à faire profiter certains pays intégralement de l'aide Marshall, et, en outre, d'une aide provenant des autres pays, donateurs malgré eux.

La France a été le principal bénéficiaire de ce nouveau système qui lui a permis de faire face notamment à son déséquilibre de livres, de francs belges et de francs suisses.

Cet avantage n'a pas été sans contre-partie : notre pays a été violemment attaqué, notamment par la presse anglaise, et accusé d'être un peuple de mendiants, d'autant plus impudent que sa consommation était excessive.

7° *La consommation.*

Cette accusation, répétée tout l'été contre notre pays, appelle une mise au point, esquissée dans nos précédentes chroniques. Comment se fait-il que le consommateur français se plaigne

tant, alors qu'il est considéré par le monde entier comme un profiteuse ? Ou, d'un autre point de vue, comment peut-on dire que le pouvoir d'achat des Français a diminué, alors qu'il consomme plus qu'avant.

En réalité, il est hors de doute que, cet été, la consommation dans l'ensemble a de nouveau pu atteindre la valeur de 1938. La répartition en a été plus mauvaise; ruraux, intermédiaires se sont maintenus, alors que les salariés des villes étaient défavorisés.

Mais il ne faut pas exagérer ce déséquilibre, et il faut répéter cette vérité : la consommation de 1938 était insuffisante, non parce que le niveau des salaires était trop bas, mais parce que la production était insuffisante. Et avec raison le peuple réclame un minimum de consommation qui ne peut être satisfait avec ce simple retour à la production d'avant guerre. Il faut cependant reconnaître que d'autres pays européens acceptent une discipline plus stricte.

8° *L'avenir de la production et de la consommation.*

Une des raisons pour lesquelles la consommation est inférieure à la production provient des travaux d'équipement. L'aide Marshall ne soulage qu'en partie cette pression de l'équipement : il faut encore faire un effort de nous-mêmes.

La raison de cet effort est essentiellement l'accroissement de cette production. Le projet du Commissariat général au Plan, que le gouvernement a fait sien devant l'organisation européenne, est de porter, vers 1952 ou 1953, la production à 30 % au-dessus de son niveau actuel, ce qui dépasse le niveau de 1929.

La réalisation d'un tel objectif a soulevé une option préalable.

Il y a plusieurs manières d'augmenter la production d'un pays. On peut d'abord envisager un développement des industries exportatrices qui permettent d'exporter plus, en échange de disponibilités extérieures accrues; on peut développer une production de consommation intérieure, ce qui augmente les disponibilités; on peut enfin faire un effort pour produire ses propres matières premières ou son outillage. Ces trois solutions sont classées dans un ordre croissant d'autarcie.

La théorie classique libérale voyait dans l'augmentation des échanges, donc dans la première solution, une augmentation de la richesse : chaque pays se spécialisant dans ce qu'il est le plus apte à produire. En réalité, il faut bien compter avec des monopoles de fait, à l'avantage de certains pays qui créent des échanges inutiles : ce n'est pas augmenter la richesse mondiale que d'amener les huiles se faire raffiner ou les textiles être tissés en Europe, pour être réexportés dans les pays d'origine. C'est

à la suppression de ces circuits inutiles qu'il faut attribuer le déclin de certaines exportations, comme celle des textiles (avec la circonstance aggravante dans ce cas particulier de la désuétude de l'équipement français).

Les projets français se sont orientés vers une solution mixte. A la vérité, ils ne pouvaient être entièrement autonomes, puisqu'il nous faut importer force motrice et matières premières. Le développement des exportations agricoles après 1952 en est la caractéristique essentielle, il représente un renversement complet de la politique suivie depuis Méline. Il a pour raison d'être la disparition presque complète des centres d'exportation de céréales du vieux monde.

Par contre, plus autarcique est l'accroissement de la production des engrais, et, partant, de toute l'industrie chimique, et des machines agricoles, et donc de la sidérurgie, qui doit accompagner cette expansion.

Ce plan nécessite un effort d'investissement moyen de 15 % de la production nationale pendant quatre ans. L'aide Marshall nous apportant à peu près l'équivalent de 5 %, le reste doit être assuré par l'épargne privée et l'épargne d'affaires, qui normalement ne donnent guère chacune plus de 3 à 4 %. C'est dire que le circuit de l'argent va être soumis à de rudes pressions.

II

LE CIRCUIT DE L'ARGENT

Le mécontentement des consommateurs, malgré une consommation accrue, a son parallèle dans la rupture qui s'est produite, au troisième trimestre, dans le circuit de l'argent. Pourtant, en juillet, tout paraissait aller bien; l'expérience Meyer avait réalisé une ambiance déflationniste et, malgré des signes de difficultés, aucun danger immédiat ne subsistait. Vint la tension de septembre, et à l'optimisme excessif succéda un pessimisme exagéré, comme il arrive souvent. Quelle était la situation, aux premiers jours d'octobre, exactement avant la grève des houillères ?

1° *Les finances publiques.*

Nous avons vu que le ministère Schuman avait laissé un « trou » de 150 à 200 milliards entre les prévisions de recettes et de dépenses pour le deuxième semestre de l'année. Mais il avait aussi laissé pendant la question du taux de change pour certains produits importés, ce qui n'est certes qu'une affaire

d'impôt indirect. Cette dernière se posait en des termes simples, bien que généralement méconnus : l'État, bénéficiant d'un certain nombre de matières premières d'origine américaine, allait-il en augmenter le prix, ce qui aurait eu deux effets : diminuer le trou de 150 milliards, mais augmenter certains prix ? Une question semblable se posait pour les services publics en déficit : chemins de fer et surtout P.T.T.

Enfin Paul Reynaud vint, et le premier en France fit sentir... Telle semblait être alors la pensée de certains esprits enthousiastes. Pendant le temps qu'il resta, M. Paul Reynaud commit deux fautes qui firent beaucoup de mal à la France. La première fut de propager une vague de pessimisme injustifié et décourageant. Le slogan des « mille milliards » n'était même point d'une entière délicatesse, car il supposait des hypothèses s'excluant mutuellement, telles que cessation de l'aide Marshall et investissement intensif. La deuxième faute fut de supposer que tout était soluble par des artifices monétaires, ce qui laisse le champ libre aux marchands de bestiaux.

M. Queuille mit au point des décrets qui rétablissaient un peu l'équilibre, en essayant même de mettre une part d'impôts directs dans les ressources de l'État. Malheureusement, il supprima l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, pièce de base de tout système fiscal tant soit peu efficace et juste. La porte fut ainsi ouverte à toutes les fraudes. C'est, il est vrai, un nivellement, puisque d'autres fraudaient, mais c'est un nivellement par le bas.

M. Robert Schuman avait commis une faute incontestable, et il est certain que son entourage immédiat en porte les responsabilités, de repousser la réforme fiscale. M. Queuille a promis de la réaliser, mais son secrétaire d'État au budget commence de démolir complètement avant de reconstruire.

L'équilibre budgétaire n'est pas excellent en soi, dans une période comme celle que nous traversons : ce sont les mesures d'ordre auxquelles il conduit qui assurent la bonne marche de l'économie. Les économies réalisées dans les secteurs nationalisés ne le furent peut-être pas avec à-propos : il aurait mieux valu commencer par faire baisser le prix de la viande.

Si le budget est, pour l'avenir, équilibré sur le papier, le troisième trimestre a vu les ressources du Trésor s'amenuiser du 1^{er} juillet au 30 septembre : les avances à l'État se sont augmentées de 35 milliards de francs. C'est en réalité une somme relativement faible et qui laisse ces avances à peu près au même niveau que le 1^{er} janvier : soit à 14 milliards de francs près. Techniquement, les neuf premiers mois de l'année se sont soldés avec une légère augmentation des avances de la Banque à l'État.

2° *Le crédit.*

Le crédit privé a pesé plus sur la circulation que l'État : il est responsable de 51 milliards de billets, mais ce chiffre comprend les séquelles de l'échange des billets de 5.000 francs. Au total, la circulation s'établissait au 30 septembre à 911 milliards contre 825 au 1^{er} juillet et 921 au 5 janvier.

Si la circulation de billets n'est pas plus grande qu'au commencement de l'année, on a assisté en revanche à un développement de la monnaie bancaire.

Pour lutter contre cette inflation de crédit, il y a deux méthodes : la classique augmentation du taux de l'escompte et la limitation pure et simple du crédit, pratique apparentée au dirigisme. Si l'argent est une marchandise, c'est en taxer le prix ou le contingenter. On conçoit que, dans une période de hausse trop rapide des prix, la première mesure ne soit insuffisante, le mécanisme d'équilibre classique ne jouant plus. Il est pourtant symptomatique que, au commencement de septembre, la Banque de France a relevé ses taux d'escompte et d'avance sur titres de 2,5 à 3,5 % pour les « bons effets » et de 3 à 4 % pour les effets moins sûrs.

Devant la hausse des prix qui se dessinait en septembre, la Banque s'est ressaisie et a abandonné ses anciens errements. Elle est revenue à un taux intermédiaire entre l'ancien et le nouveau, uniforme pour les divers effets, mais a obtenu du Conseil national du Crédit un renforcement et une extension du contrôle.

Mesure indispensable, malgré les difficultés que cela causera aux entreprises, afin d'empêcher que les hausses de salaires prévues ne soient financées, en fin de compte, par la planche à billets, ce qui refermerait le cercle de l'inflation.

3° *Prix et salaires.*

Car un cercle inflationniste s'est créé pendant l'été, d'une manière curieuse, mais précise. Il arrive même peu souvent que l'on puisse circonscrire aussi nettement un mal. La circulation monétaire a augmenté, au cours du trimestre, de 86 milliards, mais est la même qu'au 1^{er} janvier. Cela n'aurait pas suffi, même avec l'expansion du crédit signalée, à contre-balancer l'effet de l'abondance relative : les prix devaient baisser, si le marché avait été concurrentiel. En fait, les prix n'ont pas baissé et sont restés stables; l'effet psychologique a été celui d'une hausse.

a) La première proposition appelle deux commentaires : 1) Pourquoi affirmer cette absence de hausse, alors que tous les indices disent le contraire? 2) Pourquoi n'y a-t-il pas eu de baisse ?

A la première question, il convient de répondre que certains prix ont monté : lait, viande, pain, et que d'autres ont baissé : poisson et surtout légumes. La manière dont se combinent les augmentations et les diminutions s'exprime généralement par un indice. Or, voici les variations de l'indice général des prix de détail de la statistique pour les vingt-neuf articles alimentaires :

juin	1.560
juillet	1.559
août	1.716
septembre	1.842

Mais, en sens inverse, un calcul précis de panier de provisions montre que l'ensemble des rations achetées par une ménagère à Paris ne lui revenait pas plus cher fin septembre que fin juin. Le fait pourra surprendre, et surprendra le lecteur : le conjoncturiste sait combien est tenace la foi en la hausse ou, en période de crise, à la baisse. La divergence vient de ce que les chiffres officiels *ne tiennent pas compte* des légumes dont l'abondance contre-balance les hauts prix de la viande, du lait et du pain. Ce n'est donc pas au troisième trimestre que la situation de la ménagère s'était empirée, c'était avant³.

Reste à expliquer pourquoi une baisse générale ne s'est pas produite, ou plus exactement pourquoi ont eu lieu les hausses sur la viande, le lait et le pain. Les deux premières ont été décidées par le gouvernement pour aligner ces productions sur le prix de la viande : mais celle-ci devait baisser, et sa baisse était escomptée.

Il n'y a absolument aucun mystère sur la hausse du prix de la viande. Pour que la loi de l'offre et de la demande joue, il ne faut pas de monopole permettant à ceux qui le détiennent de maintenir les prix hauts. Or, il y a en France 35.000 marchands de bestiaux dont le trafic a été la cause des détraquements du circuit de l'argent. Les jolis bénéfices que leur a procurés leur petit commerce les rend difficilement vulnérables. Il est vain de porter un jugement : cependant l'observation la plus impartiale a montré que toutes les mesures prises contre ces profiteurs ne pouvaient atteindre leur issue normale. Devant l'évidence, en août, le M.R.P. voulut frapper, tout du moins l'affirmait-il. En se maintenant à l'Agriculture, M. Pflimlin avait gagné la première manche; en abandonnant la Justice, M. Lecourt a perdu la possibilité d'agir.

3. Car, en sens inverse, il faut reconnaître que cette infirmité de l'indice a masqué une hausse réelle au printemps, et qui justifiait alors les indices officiels plus alarmistes, comme ceux de *L'Humanité*.

On peut apercevoir la situation en porte à faux de l'activité syndicale et les dirigeants en portent une lourde responsabilité. Ce n'est pas dans les mines ou dans la S.N.C.F. que se trouve la lutte : l'ouvrier n'est pas exploité par un patron capitaliste, mais indirectement par un groupe d'individus qui ne ressemble pas à l'image classique de l'industriel. Ces exploiters se moquent des grèves. Autres temps, autres mœurs : les syndicats auraient dû imaginer une action directe contre ceux qui exploitent indirectement l'ouvrier.

b) Pourquoi cette hausse de la viande, fait certain mais particulier, a-t-il déclenché l'ensemble des revendications ? Parce qu'il est intervenu au lieu d'une baisse que tous attendaient. La foi dans la stabilité monétaire a manqué à tous les consommateurs, bien que toutes les conditions requises, sauf une, en soient assurées.

Les salaires ont donc été augmentés d'environ 15 % au mois de septembre. Dans quelle mesure cela réagira-t-il sur les prix ? Les transports et les services publics ont anticipé sur la hausse ; le prix de revient des entreprises nationalisées s'en ressentira également.

Pour les marchandises provenant du secteur privé, des décrets de hausse de prix sont en préparation.

Il n'est pas sûr que ce processus puisse toujours être suivi. Il faudra bien qu'un jour l'on demande l'avis du consommateur. Si le gouvernement continue dans sa politique de restriction du crédit, il arrivera un moment où un patron fera remarquer aux ouvriers que le salaire taxé n'est que le maximum légal, et qu'il ne peut leur donner plus sans encourir la mévente et la faillite⁴. Le premier qui parlera ainsi sera moqué. Au suivant, on réfléchira, et l'abondance de la récolte permettra d'arriver à répercuter cette baisse sur les prix des denrées. Ceci suppose qu'il n'y ait pas une masse supplémentaire de billets ou de crédits en circulation.

4^o Valeurs refuges.

Le prix de l'or a notablement augmenté pendant le trimestre. De 4.200 francs le 1^{er} juillet, le « louis » est monté à 6.000 francs fin septembre. Ce n'est certainement pas du seul fait de la situation interne. Les bruits de guerre qui ont couru cet été ont été à la base de la progression. Ce cours représente donc plus une prime d'assurances sur le marché national qu'une baisse réelle de la valeur du franc.

4. Ceci ne joue pas pour les secteurs nationalisés ; c'est pourquoi l'existence de tels secteurs est génératrice d'inflation.

La valeur du franc sur le marché des devises est également peu indicatrice. A la fin septembre, le dollar cotait 460 francs, la livre 1.250, et le franc suisse, 120. Il suffit d'avoir été en Suisse pour se rendre compte que cette mesure ne représente en rien la parité des pouvoirs d'achat des deux monnaies qui donnerait des chiffres bien inférieurs. En dehors de la spéculation, que le marché des devises connaît comme celui de l'or, ces hausses sont causées par un autre phénomène beaucoup plus technique : le déficit des échanges amène certains Français à chercher clandestinement des devises étrangères alors que la réciproque ne se produit pas, et la plupart les cherchent à n'importe quel prix. Le cours officieux des devises est donc le point d'équilibre d'un marché tout à fait particulier, conséquence des règles de fonctionnement de l'office des changes.

Enfin ne sont pas étrangers à ces mouvements les bruits d'une dévaluation. Rien ne saurait justifier une telle mesure, mais l'alignement des divers francs d'importation est possible. Ce n'est, nous l'avons vu, qu'une question de subventions internes, mais cela peut avoir un effet psychologique sur ceux qui ne comprennent pas le détail du mécanisme.

Les valeurs boursières à revenu variable ont suivi le mouvement; du 1^{er} juillet au 1^{er} octobre, l'indice des valeurs françaises exploitant en France est passé de 1.041 à 1.185, soit environ 13 %; alors que les valeurs étrangères gagnaient 25 % de l'indice 605 à l'indice 755.

CONCLUSION

Arrivant au port, la nervosité des passagers a fait reculer l'esquif emporté par les vagues. Cependant, la situation économique est de plus en plus stable. Si les troubles sociaux ne remettent pas tout en cause au quatrième trimestre, il n'y a guère que deux problèmes sérieux pour le gouvernement d'ici la fin de l'année : briser le monopole des marchands de bestiaux pour permettre au coût de la vie de baisser, mettre en œuvre une réforme fiscale en tenant le crédit. Mais les deux tâches demandent beaucoup de courage, et l'équipe au pouvoir au commencement d'octobre n'est guère homogène. Cela vaudrait la peine, car les troubles sociaux qui se dessinent proviennent essentiellement de malentendus. Que le gouvernement fasse preuve d'énergie et de justice et l'on verra se dissiper rapidement une brume qui masquait le havre de l'abondance relative. Mais qu'il se hâte, car le ressac commence déjà à écarter la barque.

J. DUMONTIER.

A TRAVERS LES REVUES

Malraux et l'esthétisme politique.

Il y a des hommes dans lesquels notre époque se reconnaît : Anouilh, Camus, un Sartre peut-être, un Malraux à coup sûr. On évoque aussitôt le révolutionnaire, le partisan de la guerre d'Espagne, le résistant, l'ami du général de Gaulle, le propagandiste du R.P.F. Cette chaîne d'engagements explique en réalité peu de choses. Sinon l'inquiétude, atroce parfois, d'un homme qui, mesurant tout le poids des fatalités humaines, le déterminisme des sociétés dans lesquelles nous vivons, ne veut à aucun prix abdiquer une liberté qu'il exige totale. Revendication de liberté : c'était déjà le sens et la conclusion de *L'Espoir*. Manuel, rêvant sur un rythme de Beethoven, entendait enfin

pour la première fois la voix de ce qui est plus grave que le sang des hommes, plus inquiétant que leur présence sur la terre, la possibilité infinie de leur destin.

Ce destin des hommes, il est à eux, il nous appartient chacun pour notre part, si nous savons clairement où nous voulons le diriger. Il s'agit donc pour Malraux d'analyser une situation non seulement politique, mais humaine, en fonction des exigences profondes du moment et de traduire dans un mythe efficace l'action la plus convenable à un moment historique donné. Alors surviennent l'urgence et l'arbitraire. Nos engagements sont éphémères ? Peu importe. Il faut être présent.

Son *Adresse aux Intellectuels*, conférence prononcée à la salle Pleyel en mars dernier et que publie *Le Cheval de Troie* dans son récent et ultime numéro (7-8), expose les grands thèmes du porte-parole du R.P.F. Quoiqu'il se défende de faire un cours d'histoire de la culture, il semble bien que l'orateur politique se souvienne ici très souvent de l'auteur de la *Psychologie de l'Art*. Des deux fidélités de Malraux : la souffrance des hommes et la beauté de leurs chefs-d'œuvre, cette dernière l'aurait-elle finalement emporté ?

Que l'on juge plutôt :

Nous avons l'air de croire que nous sommes des malheureux en face d'une immense culture qui s'appelle les romanciers américains, et en face d'une autre immense culture qui s'appelle je ne sais pas trop quoi — au mieux, les musiciens russes (ce qui n'est d'ailleurs pas mal).

Mais enfin, tout de même la moitié du monde regarde encore l'Europe, et il n'y a plus qu'elle qui réponde à son interrogation profonde. Qui donc a pris la place de Michel-Ange ? Cette lueur qu'on cherche en elle, c'est la dernière lueur de Rembrandt ; et le grand geste frileux dont elle croit accom-

pagner son agonie, c'est encore le geste héroïque de l'esclave de Michel-Ange... Que nous le voulions ou non, l'Européen s'éclairera au flambeau qu'il porte, même si sa main brûle.

C'est donc à une défense de l'Occident, de sa culture et de son esprit, que Malraux nous convie. Il faudrait dire plutôt qu'il nous y précipite à la manière de ces prédicateurs intransigeants et fanatiques.

Le monde de Malraux, semblable au cercle tragique, ne laisse de chance que par l'acceptation de la mort, « l'organisation de la catastrophe ». L'espoir y est davantage le cri de la victime qu'on étrangle que le frémissment de quelque joie intérieure et sacrée. Toute sa vie n'aura été que prises de positions et luttes. Hier, *Gringoire* traitait son style admirable de « charabia ». Aujourd'hui, les communistes reprendraient volontiers (une fois n'est pas coutume) les sarcasmes de Trotsky dénonçant dès 1931, dans l'auteur des *Conquérants*, une bourgeoise complaisance aux « conjonctures de dilettante ».

Les chrétiens, eux, s'efforcent d'aimer et de comprendre. C'est bien. Encore faudrait-il éviter le couplet traditionnel sur la conversion possible de ce nouveau « Pascal sans Christ ». Peut-on assurer même que certaines catégories empruntées à Nietzsche — et dont l'emploi devient fréquent en milieu catholique — parviennent à situer exactement Malraux ? C'est un peu le reproche que l'on pourrait adresser à ces quelques lignes d'un article, d'ailleurs substantiel et intéressant, de Pierre Néraud de Boisdeffre, paru dans les *Études* de septembre : « Situation de Malraux ».

Hier, l'idole de Malraux s'appelait l'*homme prométhéen*. L'homme prométhéen, c'est le marxiste pour qui l'histoire est le seul développement des forces matérielles. Aujourd'hui, c'est vers d'autres idoles que Malraux se tourne ; l'art, la culture, que s'efforce de promouvoir l'*homme apollinien*. L'homme apollinien se révolte contre l'avilissement des techniques. Face au déterminisme de l'histoire, il affirme la vocation de la personne. Mais l'homme apollinien et l'homme prométhéen procèdent tous les deux d'une même tentative de divinisation de l'homme, l'un par la conquête du monde matériel, l'autre par l'immortalité que lui confère l'art.

Voilà sans doute qui simplifie dangereusement la personnalité de Malraux. Si l'on parle du « marxiste » (c'est vite dit), il ne faudrait pas oublier telles pages vibrantes de sympathie humaine où l'on retrouve les thèmes anarchistes plus aisément que les slogans du Parti. Par exemple, cette définition si sobre de la Révolution dans *Les Conquérants* : la révolution,

c'est qu'il y a trop de la misère, pas seulement manque d'argent, mais toujours qu'il y a ces gens riches qui vivent et les autres qui ne vivent pas.

Aussi est-ce une entreprise difficile que d'évoquer le cas de Malraux, car ou l'on juge littérairement son œuvre, et comment éviter alors l'impression de « promenade à travers un musée », ou bien l'on prend parti politiquement, et l'on risque de pratiquer cet avilissement qui en réalité atteint surtout celui qui prétend s'ériger en justicier.

Esprit, dans son numéro d'octobre, consacré pour une large part à Malraux, a bien vu ces deux écueils. Et il les a évités presque toujours. Cela ne va pas d'ailleurs à la longue sans une certaine monotonie. On eût aimé, par exemple, qu'une bonne et chaude colère nous

émût un peu : la tirade des imprécations au milieu de cet impromptu courtois. L'avant-propos explique et justifie ainsi le dessein :

... Il nous a semblé qu'ayant pris position contre le parti de Malraux, et tenant son œuvre pour une des plus hautes de notre temps, il nous appartenait de lutter avec son choix à la hauteur de son œuvre. Interrogation à Malraux, et non point jugement de Malraux.

Lutter à hauteur de l'œuvre suppose d'abord que l'on pénètre au royaume secret de l'Art et de la Beauté, objet de la quête incessante de Malraux. Les œuvres les plus récentes, des *Noyers de l'Altenburg* à la *Psychologie de l'Art*, accentuent cette pente esthétique. Dans *L'Espoir*, Alvear, le vieux professeur d'histoire de l'Art, disait à Scali :

Vous avez une grande habitude de l'art et pas assez une grande habitude de la douleur... Et vous verrez plus tard, car vous êtes encore jeune : la douleur devient moins émouvante, quand on est assuré qu'on ne la changera pas.

La douleur est-elle devenue moins émouvante ? En tous cas, dans la conférence de la salle Pleyel à laquelle nous faisons allusion, les raisons par lesquelles Malraux justifie son action actuelle sont presque toutes d'ordre esthétique. Il s'agit de sauver ce qui lui paraît la seule transeendance de l'homme : l'œuvre d'art qu'il crée.

Emmanuel Mounier, dans son article intitulé avec quelque nostalgie : « André Malraux ou l'impossible déchéance », écrit :

L'art est par essence ce qui incarne l'éternel dans l'éphémère, au point que, dans une de ces fiévreuses hyperboles où parfois Malraux pousse sa pensée au paradoxe pour la mieux imposer, il voit au jour de la Résurrection le peuple des statues représenter plus sûrement le visage du Moyen-Age chrétien que le peuple de chair et de sang qui priait dans les nefs.

Mais le cœur et la volonté tout entiers tendus vers la « création artistique » peuvent-ils supporter et *a fortiori* soutenir la froide résolution d'une « tête politique » ? Sans doute faut-il un peu de la folie des artistes pour compenser la triste médiocrité qui s'étale en politique aujourd'hui. Malraux ne pouvait tolérer un instant l'atmosphère de cuisine qui règne dans notre démocratie bourgeoise parlementaire, non plus d'ailleurs que la relative « installation » d'un parti communiste trop conscient de sa force et de ses millions d'électeurs. Il lui fallait un « style » ; un homme. De là son attachement au général de Gaulle. N'est-ce pas cependant l'erreur de tous les artistes que de vouloir maintenir à tout prix et jusque dans la politique leur splendide isolement ? Comment les hommes politiques n'accueilleraient-ils pas à leur tour avec l'ironie qui convient ceux qui veulent transformer le champ clos de leurs manœuvres et de leurs tactiques en « royaume de l'impossible » ? Mounier évoque ici l'esthétisme :

Quand on a reçu de l'œuvre de Malraux cette assurance inébranlable, comme la totale confiance de l'amitié, qu'il ne saurait trahir « l'humble honneur des hommes », et qu'on s'étonne de le voir à la tête de tant de peurs coalisées, d'égoïsmes paniques, de mythes vieillis, de conservatisme sot et d'illusions ingénues, on se demande si l'erreur centrale de l'artiste en politique n'est pas de penser l'œuvre politique comme se pense l'œuvre d'art, avec l'illusion d'une plasticité totale de sa matière.

Hélas ! on ne gouverne pas un pays comme on fait un tableau, une symphonie ou un roman. Très vite, il faut faire succéder les compro-

mis, les pauvres transactions à « l'illusion lyrique ». Mais comment Malraux n'eût-il pas été tenté une fois encore par l'aventure alors que le général de Gaulle offrait une nouvelle espérance, la possibilité d'un autre âge héroïque ?

Dans une satirique revue de presse, *Combat*, reprenant la scène de l'Évangile, comparait, il y a plus d'un an, le général de Gaulle à celle qui « a choisi la meilleure part », réglant en visionnaire les problèmes de l'Europe et du monde, tandis que Ramadier-Marthe s'empressait aux soins du ménage, s'occupant du pain et du vin. Et, certes, il est manifestement plus beau de parler de la France et de sa grandeur que de fixer prosaïquement le « prix des harengs saurs ». Mais l'essentiel ne reste-t-il pas de savoir si certain romantisme est encore ou non de mise en politique ?

Dans le cas de Malraux, il serait détestable de parler de romantisme. Au-delà de toute littérature, Malraux cherche toujours plus de vérité et de rigueur. Est-ce un hasard s'il est souvent question de Don Quichotte dans *L'Espoir* ? Sa conscience du tragique humain pousse Malraux vers les causes perdues avec une sorte de frénésie. S'il rejette maintenant le communisme, c'est avec une véritable haine pour une Révolution qui a réussi, qui est en train de réussir partout dans le monde. Gaëtan Picon explique ainsi cette « volte-face » :

Dans le cas Malraux, la rupture avec le communisme me paraît être un passage, non à la facilité, mais à la solitude et au risque. Rappelez-vous : Malraux a été avec les communistes au moment où il était assez difficile d'être avec eux, il les a quittés au moment où il devenait très facile d'être avec eux.

Quelle dureté pour cet État soviétique où les uniformes chamarrés des maréchaux ont remplacé les « vestes de cuir » des compagnons de Lénine !

Mounier souligne aussi cette position de refus à l'égard d'une Révolution « dégradée » :

Dans le développement du marxisme, il a jugé le moment venu où la fatalité avait pris le pas sur la volonté. Où, par la suite, le régime policier totalitaire n'apparaît plus sur l'État communiste comme un accident de circonstance, mais comme une métamorphose essentielle et irréversible. Dès lors, nous sommes devant un cercle de « culture » sclérosé, un fruit mort à détacher de l'arbre de vie, une zone d'humanité où le mouvement a cessé, pour la reproduction indéfinie et mortelle de soi. « Ah ! que d'espoirs trahis, que d'insultes et de morts, pour n'avoir fini que par changer de bibliothèque rose ! »

Malraux ne pouvait revenir à l'anarchie pure et simple. Lénine et la Révolution russe auront au moins appris à tous les hommes d'action que l'on ne peut rien faire en notre XX^e siècle sans un minimum d'ordre, sans un certain cynisme même. Il n'y a plus place aujourd'hui pour ces mythes aimables de la science libératrice, du bonheur et du progrès indéfini. Mounier le redit au passage :

Les anarchistes aussi disaient : conscience. Mais remuez leurs images bucoliques et lumineuses : la conscience ouvrirait pour eux sur une sorte de printemps des peuples et des individus, de Pâques spirituelles et politiques. La conscience de Malraux est plus sombre. « Qu'était la liberté de l'homme, sinon la conscience et l'organisation de ses fatalités ? » Une conscience murée, ardente, souvent forcenée, qui doit tenir la place de l'héroïsme et de la sainteté ; non pas lumière mais fulgurance, force de rupture.

Ainsi retrouvons-nous dans l'œuvre et l'action de Malraux les thèmes principaux qui normalement précèdent tout fascisme. Combien de phrases sont examinées à la loupe, soigneusement isolées et qu'on lui rejette au visage :

L'Europe ne se pense plus qu'en termes de destin...,

ou bien le leitmotiv sur lequel Mounier construit son article aux mille nuances :

Un homme actif et pessimiste à la fois, c'est ou ce sera un fasciste, sauf s'il a une fidélité derrière lui.

Or, Malraux a une fidélité : le respect de l'homme, le sens de sa dignité. Pourra-t-il jamais oublier la révolte qu'il criait contre certains emplois sacrilèges de la charité chrétienne ? Les compromissions — peut-être nécessaires aujourd'hui — avec les éternels profiteurs du désordre établi peuvent-elles lui faire oublier qu'on n'enseigne pas aux déshérités, à la classe ouvrière de ce pays pas plus qu'aux paysans d'Espagne en 1938

à tendre l'autre joue à des gens qui depuis deux mille ans n'ont jamais reçu que des gifles.

Peu de choses nous restent pures de l'idéal démocratique du XIX^e siècle. Peu de choses, sauf ce que Malraux appelle quelque part, avec un amoureux mépris, « ces conneries gravées sur nos frontons » : « Liberté, Fraternité », et pour lesquelles des millions d'hommes sont morts.

« Les hommes unis par l'espoir et par l'action accèdent, comme les hommes unis par l'amour, à des domaines auxquels ils n'accèdent pas seuls. L'ensemble de cette escadrille est plus noble que ceux qui la composent. »

Il est à peine paradoxal de dire que la fraternité, chez Malraux, élève plus encore qu'elle n'unit. Elle ne rompt pas sûrement la solitude : à coup sûr, elle brise la médiocrité. Elle est le merveilleux de cet univers de l'action qui n'a pas voulu, comme l'univers surréaliste, chercher le merveilleux en coupant les amarres. Un Malraux ayant connu cette fraternité-là, et l'oubliant, apparaît comme une impossibilité spirituelle (Mounier, *Esprit*, p. 497).

Aussi bien, il serait vain et ridicule de prophétiser quelque reniement. Malraux choisit une politique. On peut dénoncer les dangers de ses options, combattre son parti, trouver sans grand intérêt sa « défense de l'Occident », regretter la trop grande intrusion de l'art dans le domaine politique et l'oubli — momentané peut-être, mais inquiétant — de la misère économique, de la constante injustice sociale.

Mais Mounier a raison de poser seulement une interrogation là où nous serions tentés par quelque absurde souci de « sonder les reins et les cœurs ».

Pour Malraux, comme pour ses adversaires politiques, souhaitons que la saison des juges soit définitivement passée.

LIVRES

MAURICE DESCOTES : *Aspects de la Tchécoslovaquie*. Préface du général Bethouart, 285 pp., Éditions du Temps Présent.

L'Europe centrale est une réalité géographique, mais la géographie (en l'occurrence le Danube) n'a pas été capable jusqu'à présent de réunir en une confédération les nombreuses petites nations qui peuplent ces territoires. Il s'en faut même que toutes ces nations soient déjà très avancées, dans leur propre unification, quant à leur esprit, quant à la race, quant à leur politique. On sait ce qu'il en résulte pour la guerre et pour la paix dans le monde. L'ouvrage de M. Descotes nous initie aux questions de l'Europe centrale, d'une actualité insigne, en nous présentant d'une façon très objective et avec sympathie l'histoire complète de la Tchécoslovaquie, des origines à ces tout derniers jours. Et cette histoire est infiniment dramatique. Les Tchèques, passionnés d'indépendance nationale, luttent pour se l'assurer d'une façon héroïque, depuis des siècles. Mais à peine l'ont-ils reconquise qu'ils retombent dans une servitude souvent pire que la précédente. Ce livre nous aide aussi à comprendre quels seraient les devoirs de la France envers ce pays qui nous a fait confiance, que nous avons abandonné dans le malheur, et qui serait encore enclin à croire en nous, si nous consentions à travailler d'une façon désintéressée à son propre avènement. Mais l'on se dit aussi, en terminant ces pages, qu'il y a des problèmes d'ordre politique qui sont en réalité des problèmes d'ordre spirituel (de l'ordre de la charité) dans le monde. Sinon, les « fatalités » l'emporteront toujours.

P. B.

Leur Résistance. Mémorial des Officiers évadés, anciens de Goltz et de Lubeck, morts pour la France. Témoignage de Yves CONGAR. 1 vol. (18,5 x 23,5), papier couché; 166 pages, 43 photographies. Tirage limité à 450 exemplaires numérotés. Souscription : 500 fr. Dépôt chez M. Albert Renault, 7, rue de Rambouillet, Paris-12^e.

Ce livre n'est pas un récit de guerre ou de captivité formant une histoire continue; encore moins un récit romancé. C'est un mémorial consacré au souvenir de camarades, officiers évadés et morts au service de la France, soit en évasion, soit à la suite de leur évasion, soit au combat, au maquis ou dans la Résistance, après évasion réussie. Vingt et une notices, précédées d'une présentation d'ensemble, le tout sérieusement documenté (on publie par exemple un texte de la Gestapo et des S.S., qui est très révélateur). L'auteur dit simplement ce qu'avaient été, dans leur lutte et dans leur vie personnelle, ces hommes courageux dont l'amitié et le souvenir à jamais fidèle sont parmi les biens les plus précieux qu'il ait gardés des années de servitude, mais aussi de combat et d'espérance, passées ensemble. A son petit échelon, ce témoignage servira à donner son vrai visage à l'histoire de la captivité et de la lutte contre l'envahisseur nazi.

PAUL CAROL.

Calendrier

21 septembre. — *Paris* : Première séance plénière de l'Assemblée des Nations Unies. — Grève des conducteurs de trains de banlieue. — *Pretoria* : L'Assemblée sud-africaine adopte la loi consacrant la ségrégation des races de couleur.

22 septembre. — *Paris-Londres-Washington* : La note des Trois est remise aux ambassadeurs d'U.R.S.S.

23 septembre. — *Paris* : Le conseil de cabinet décide l'augmentation des salaires et de certains prix. — L'Assemblée nationale vote une proposition de loi fixant les élections cantonales à mars prochain. — *Londres* : Ouverture du débat sur le réarmement aux Communes. — *Buenos-Aires* : On annonce officiellement la découverte d'un complot contre le président Peron.

24 septembre. — *Paris et province* : Grève générale de deux heures. — *Chine* : Les forces communistes occupent la capitale de la province de Chantoung.

25 septembre. — *Paris-Londres-Washington* : Les ambassadeurs russes remettent une note relative aux négociations de Moscou.

26 septembre. — *Paris* : Les Trois décident de porter la question de Berlin devant le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. — Les Chambres se mettent en vacances. — *Gaza* : Constitution d'un gouvernement arabe de Palestine.

27 septembre. — *Paris* : Conférence militaire des Cinq.

29 septembre. — *Paris* : Le gouvernement fixe le relèvement des prix industriels. — Les trois puissances occidentales demandent de soumettre l'affaire de Berlin au Conseil de Sécurité. — *Londres* : Ouverture de la conférence africaine.

30 septembre. — *Londres* : Le maréchal Montgomery est nommé président de l'état-major des cinq puissances occidentales.

1^{er} octobre. — *Paris* : Grève du personnel du gaz et de l'électricité. — Conférence de presse du général de Gaulle. — Le conseil des ministres décide l'augmentation du charbon, de l'électricité, du gaz et de l'essence. — *Washington* : Clôture de la troisième conférence annuelle des gouverneurs du Fonds monétaire international et de la Banque de reconstruction.

2 octobre. — *Paris* : M. Vychinski déclare que l'U.R.S.S. est prête à signer simultanément deux conventions : pour l'interdiction de l'arme atomique et pour le contrôle international de l'énergie nucléaire. — *Berlin* : Les commandants occidentaux de Berlin font occuper les gares des chemins de fer urbains de leurs secteurs.

4 octobre. — *Nord et Pas-de-Calais* : Grève des mines. — *Paris* : Publication du communiqué annonçant la nomination des chefs militaires occidentaux.

5 octobre. — *Paris* : Grève des services publics. — Le Conseil de Sécurité inscrit l'affaire de Berlin à son ordre du jour. L'U.R.S.S. et l'Ukraine annoncent qu'elles ne participeront pas aux débats. — *Berne* : Le Conseil national suisse ratifie la Convention de coopération économique européenne.

7 octobre. — *Moscou* : L'U.R.S.S. exige la part de la flotte italienne qui lui est dévolue par le traité de paix.

8 octobre. — *Paris* : Un décret réquisitionne le personnel des cockeries. — La fédération des cheminots C.G.T. demande la discussion immédiate de ses revendications. Des référendums partiels dégagent une majorité pour la grève. — *Lorraine* : Échauffourée au cours d'une tentative d'opération de force des C.R.S., qui sont contraintes de se replier.

9 octobre. — *Paris* : Le conseil de cabinet renonce aux réquisitions du personnel des cockeries. — Le gouvernement étend aux fonctionnaires et aux retraités le bénéfice des 15 % déjà accordés aux salariés. — *Llandudno* : Discours de politique étrangère de M. Churchill. — *Coblence* : M. Robert Schuman s'entretient avec des hommes politiques allemands.

10 octobre. — *Paris* : Session d'information du Conseil national du Parti socialiste.

11 octobre. — *Paris* : Ouverture du vingt-septième congrès de la C.G.T. — Arrestation de commissionnaires et producteurs de bestiaux. — Ouverture du procès de la « Cagoule ». — *Londres* : Ouverture de la conférence du Commonwealth.

12 octobre. — *Paris* : Un conseil de cabinet ramène la hausse du charbon à 18,3 % et décide le retour à la taxation de la viande. — *Londres* : Réunion du comité militaire permanent des Cinq. — *Washington* : La cour d'Appel des États-Unis confirme la condamnation pour outrage au Congrès de M. Dennis, secrétaire général du Parti communiste américain. — M. Marshall déclare périmée la résolution des Nations Unies de 1946 à l'égard de l'Espagne.

13 octobre. — *Paris* : Détente sensible dans la grève des chemins de fer. — La France admet, dans certains cas, une revision des listes des usines allemandes à démonter. — *Berlin* : Le maréchal Sokolovski ne reconnaît plus les missions « neutres ». — *Moscou* : L'U.R.S.S. reconnaît le gouvernement de la Corée du Nord.

14 octobre. — *Rome* : Grève des fonctionnaires.

15 octobre. — *Nancy* : Reprise du travail dans la sidérurgie lorraine. — *Bordeaux* : Grève des métallurgistes. — *Tokio* : M. Yoshida est élu premier ministre.

16 octobre. — *Paris* : Conférence des « Dix-neuf ». — *Berlin* : Le général Clay annonce l'unification complète des trois zones.

17 octobre. — *Paris* : Les conseils municipaux élisent les « grands électeurs ».

18 octobre. — *Paris* : Nouvel ajustement du taux des changes. — *Washington* : M. Truman ordonne la réorganisation des forces armées de réserve.

20 octobre. — *Paris* : La Commission politique de l'O.N.U. repousse la proposition soviétique sur le désarmement et décide de retarder l'étude de la question palestinienne. — M. Léon Pignon est nommé haut commissaire de France en Indochine. — Maintien sous les drapeaux du contingent 1947/2. — *Saint-Étienne* : Bagarres entre grévistes et C.R.S. — *Marseille* : Le trafic ferroviaire est interrompu sur le réseau méditerranéen.

CULTURE

- JOSEPH HOURS. *La culture française en péril.*
- OLIVIER LEROY. *La réforme de notre orthographe.*
- GABRIEL MARCEL. *Les rencontres internationales de Genève.*
- GEORGES HAHN. *Congrès philosophique d'Amsterdam.*

Exhumer des choses anciennes ou découvrir des choses nouvelles, conserver ou observer, est-ce donc une option nécessaire à toute culture ? On reproche parfois à notre culture classique d'avoir opté, pour devenir un privilège de classe, un signe extérieur de clergie ou de bourgeoisie. On ajoute qu'on pardonnerait à ceux qui pouvaient s'en offrir le luxe et le loisir, d'y avoir perdu leur temps, s'ils n'avaient par là même fait perdre à tout un peuple plus que son temps. Est-ce vrai ?

Qu'il faille réviser notre notion de la culture, Joseph Hours (et Olivier Leroy) le prouve pour la France. Le problème d'ailleurs débordé nos frontières et notre tradition, comme le marquent les réflexions de Gabriel Marcel et de Georges Hahn.

Théâtre, par HENRI GOUHIER

Cinéma, par JEAN-PIERRE CHARTIER

Perspectives sur le mouvement littéraire, par MICHEL CARROUGES

Livres

Calendrier

LA CULTURE FRANÇAISE EN PERIL

La France, peu à peu, mesure la grandeur de l'épreuve qu'elle traverse ainsi que la profondeur de ses blessures.

La pauvreté est la plus apparente, dont on n'a peut-être pas encore compris toute la portée. Une vieille tradition nous conduit en effet à en faire bon marché et à répéter avec un sourire que plaie d'argent n'est pas mortelle. Et beaucoup parmi nous ont dit, ont pensé même, que si la puissance matérielle de la France avait subi une regrettable éclipse, il nous restait du moins la meilleure part qui ne pouvait nous être contestée : notre rayonnement spirituel. A lui seul, il suffirait à garder tout son prestige à notre pays et à nous-mêmes cette fierté à quoi chaque Français est tellement habitué que sans elle il ne croit pas pouvoir vivre.

Et puis voilà qu'on découvre que ce rayonnement spirituel lui-même est menacé. Comme toute activité humaine il suppose en effet une base matérielle suffisante. La vertu, enseigne saint Thomas, n'exige-t-elle pas, elle aussi, un certain minimum de bien-être ? La pauvreté que nous connaissons aujourd'hui interdit les loisirs nécessaires à la réflexion et arrête ainsi la production des œuvres de l'esprit. La misère des laboratoires empêche la recherche et l'invention. La rareté du papier contrarie l'édition, tout comme le prix des déplacements supprime les contacts avec l'étranger, les voyages d'observation ou d'enquête. Ainsi la vie intellectuelle court-elle risque de se voir peu à peu étouffée, et, faute de puiser sa nourriture dans l'observation des faits, de devenir surtout verbale.

L'air du large, s'il fouette parfois rudement le visage, est sain pourtant et, aspiré à pleins poumons, il donne à tout le corps santé et vigueur. Ainsi en est-il de la vérité. Rude bien souvent, elle est toujours salutaire. C'est donc

avec gratitude que nous devons accueillir les avertissements des voyageurs à leur retour de l'étranger. Ils sont unanimes à nous dire que la culture française y est en recul.

Dans toute l'Europe, à commencer, depuis 1917, par l'immense Russie, l'avènement des démocraties de masse a été funeste à la langue et à la culture françaises. Considérées comme le moyen de jouissance d'une mince élite, elles ont disparu avec cette élite même. Dans le Moyen-Orient musulman, naguère son domaine incontesté, le Français recule et le développement du nationalisme turc ou arabe lui est fatal. De l'Amérique du Sud, même son de cloche. On trouve en Argentine ou au Brésil des hommes de cinquante ans qui possèdent admirablement notre langue et sont de formation toute française, mais bien rares déjà les jeunes gens de moins de trente ans qui en aient quelque connaissance.

Partout, comme il en est advenu dès longtemps déjà en Extrême-Orient, l'Anglais affirme son règne. Par lui le contact s'établit, moins bien peut-être avec le passé de l'humanité, mais mieux, croit-on, avec son avenir. Il apparaît comme un moyen non de jouissance, mais d'action. Non seulement il permet dans les divers domaines de suivre mieux le progrès des techniques, mais encore l'état d'esprit qu'il transporte avec lui et dont il pénètre ceux qui le parlent prépare mieux à ce travail productif, à cette prise de possession de la nature, à cette incessante transformation du monde que l'homme d'aujourd'hui semble rechercher par-dessus tout et comme en vertu d'une exigence impérieuse de tout son être.

Ce caractère inactuel de la culture française il y avait longtemps déjà qu'on lui en faisait grief. L'Allemagne, bien avant Friedrich Sieburg, dès avant 1914 même, le prenait pour thème habituel de ses critiques, et il faudrait pour déterrer le germe de cette littérature creuser au moins dans le passé jusqu'aux *Discours à la Nation allemande* de Fichte et plus loin encore, peut-être. Habités à ces propos, nous finissions par n'y plus prendre garde quand le coup de tonnerre de 1940 est venu nous réveiller.

Dès lors, un immense problème s'est trouvé posé devant le monde entier, qu'il serait vain de vouloir écarter par le silence. Sous le choc des blindés allemands, un État chargé

de gloire s'effondre en cinq semaines, un peuple entier s'épand sur les routes comme le goudron d'un tonneau défoncé; bien plus, tous les cadres de ce peuple, toutes ses autorités officielles s'empressent avec soulagement de reconnaître la défaite pour définitive, et leur seule manifestation d'énergie est de se tourner avec colère contre ceux qui refusent de l'accepter.

Nous savons qu'il n'est pas agréable de ranimer de tels souvenirs. Mais l'honneur de l'homme est de savoir virilement faire l'examen de ses échecs ou de ses fautes pour en faire l'aveu qui est dû et en tirer les enseignements qu'ils comportent. Faut-il ajouter qu'aucun sentiment partisan n'entre à ce propos en notre pensée? Qui donc pourrait en effet devant un tel désastre national se dire qu'il est pur de toute faiblesse et qu'il n'a dans l'affreux spectacle aucune responsabilité?

Au surplus, de quoi servirait-il de se taire? Le monde entier a vu et n'oublie pas. L'étranger, même s'il en parle peu, sait bien quelle fut notre défaillance d'il y a huit ans. Qu'on lise par exemple les livres qui commencent à nous parvenir et où des Américains ont consigné leurs actes et leurs sentiments du temps de la guerre, ceux par exemple d'Elliott Roosevelt ou de Kenneth Pendar. Le ton sur lequel on y parle de la France et des Français nous dira mieux que toute parole à quel point l'impression causée par notre désastre a été profonde. Que dire de ces pays d'Orient ou d'Extrême-Orient où rien n'a prévalu jusqu'aujourd'hui contre le prestige de la force?

Une fois déjà, il y a trois quarts de siècle, la défaite de 1870 avait obligé les Français à un rude examen de conscience. Ils ne s'y étaient pas refusés. Philosophes ou soldats, hommes politiques ou savants, tous s'étaient efforcés de rechercher les causes du désastre et d'en déterminer les remèdes. Renan écrivait la *Réforme intellectuelle et morale*, Taine commençait les *Origines*, Renouvier s'efforçait de donner une doctrine au parti républicain, Flaubert désignait comme source du mal ces illusions qu'il avait dénoncées dans *L'Éducation sentimentale*. Un professeur comme Michel Bréal signalait les faiblesses de notre système d'instruction publique. Partout se manifestait une grande confiance dans la réflexion, le travail de l'esprit, la recherche

vraiment scientifique. « C'était, disait-on, le maître d'école prussien qui avait vaincu en 1870. »

L'esprit positif, la volonté de renoncer aux chimères et de garder par l'observation patiente et réfléchie le contact avec le monde sensible, c'étaient là les dispositions du parti républicain; ce sont elles qui assurèrent à la génération formée sous la fin de l'Empire et venue aux affaires après 1875, la génération des Gambetta, des Ferry, des Challemel-Lacour ou des Paul-Bert, cette réussite qu'aucune autre n'avait encore connue dans notre malheureux pays depuis 1789 et que les générations suivantes ne devaient pas retrouver.

C'est un fait bien remarquable que le désastre plus profond encore de 1940 n'ait pas jusqu'ici provoqué un pareil effort d'examen et de recherche. Sans doute les circonstances n'étaient-elles pas favorables. Pendant les quatre années d'occupation, la liberté d'expression manquait, et la concentration de toutes les énergies, nécessaire à notre peuple pour survivre, ne laissait pas le loisir et la liberté d'esprit qu'exige une étude critique.

Et pourtant, dans les années qui suivirent immédiatement le désastre, quelques tentatives eurent lieu, et bien qu'imparfaites, bien qu'entachées trop souvent de passion partisane, il faut savoir les reconnaître. Parmi elles, brille au premier rang d'un incomparable éclat la courte mais précieuse étude du grand historien Marc Bloch, intitulée *L'Étrange Défaite* et rédigée à la hâte dès avant la fin de 1940. Mais ce qui est plus étonnant et plus grave encore, c'est le silence à peu près unanime observé dans toute la nation sur les événements de 1940 depuis la libération, au moment précis où disparaissaient enfin les raisons qu'on pouvait avoir de se taire. Peu de symptômes nous paraissent aujourd'hui plus inquiétants.

Ne croyons pas en effet, qu'un tel effondrement soit le simple résultat d'un hasard ou tout au plus des fautes techniques de chefs militaires médiocres. Ce n'est pas seulement à la déroute d'une année qu'il nous a fallu assister en 1940, mais à la dissolution d'un État, pis encore, à la défaillance d'un peuple. A un aussi ample résultat, il faut chercher des causes proportionnées.

Dans une nation, écrit Marc Bloch, jamais aucun corps profession-

nel, n'est, à lui seul, totalement responsable de ses propres actes. Pour qu'une pareille autonomie morale soit possible, la solidarité collective a trop de puissance. Les états-majors ont travaillé avec les instruments que le pays leur avait fournis. Ils ont vécu dans une ambiance psychologique qu'ils n'avaient pas tout entière créée. Ils étaient eux-mêmes ce que les milieux humains dont ils tiraient leur origine les avaient faits et ce que l'ensemble de la communauté française leur avait permis d'être ¹.

En d'autres termes, les événements de 1940 posent le problème de la culture française.

Rien de moins rassurant, dès lors, que l'assurance où vivent aujourd'hui tant de Français. La tragique débâcle est oubliée. Bien plus, on dirait qu'elle n'a jamais existé et que la bonne éducation ordonne de la passer sous silence comme on fait pour une incongruité qu'il serait inconvenant de rappeler. Dès la libération, on a assisté à un effort général de l'ancienne société pour se reconstituer dans ses mêmes cadres et avec ses mêmes usages et cela avec une archéologique précision. Le coup de gong de 1940 semble avoir résonné pour des sourds et l'avertissement qu'il comporte être demeuré vain. Mais de tels avertissements peuvent-ils se renouveler plusieurs fois avant que se déchaînent les catastrophes qu'ils annoncent ?

Il est temps encore, il n'est que temps de suivre avec une attention inquiète et passionnée tous les termes de celui que nous venons de recevoir et puisque c'est tout notre peuple qui s'est trouvé, à un moment décisif, inférieur à sa tâche, il nous faut en rechercher les causes dans ce qu'il a de commun et de distinctif, dans ce qui pour ainsi dire le constitue en peuple, c'est-à-dire dans sa culture. Il nous faut en déceler les faiblesses et leur trouver des remèdes puisque aussi bien nous savons que ces remèdes existent et qu'un peuple décidé à vivre surmonte tous les obstacles.

I

Être cultivé, a dit un philosophe contemporain, c'est savoir se situer soi-même par rapport au monde et à Dieu.

1. *L'Étrange Défaite*, Éditions Franc-Tireur, Paris, p. 145.

En d'autres termes, une culture est une représentation d'ensemble de l'univers, toujours incomplète sans doute et dont il faut toujours reprendre les traits, mais nécessaire cependant pour l'action. Comment en effet, à moins d'en avoir une image dans l'esprit, pourrait-on se mouvoir dans l'espace sans se heurter rudement aux choses et aux êtres qui l'habitent ?

Or la première leçon que nous impose l'examen des faits, c'est que, dans ces vingt dernières années surtout (pour ne pas remonter plus haut), la culture française a échoué à donner aux Français une représentation exacte du monde tel qu'il était en effet. Notre irréalisme a été la cause essentielle de nos surprises et de nos échecs.

Cela est patent en ce qui concerne l'armée. Privée de la possibilité de pratiquer des expériences et de s'exercer à la guerre par la pratique, elle ne peut évidemment que se rejeter sur les exemples du passé et former sa stratégie par l'étude de l'histoire. Mais, observe justement Marc Bloch², l'enseignement historique donné à l'école de guerre

n'était pas l'histoire. Il se plaçait en vérité aux antipodes de la science qu'il croyait représenter.

Car l'histoire, continue-t-il, est, par essence, science du changement. Elle sait et elle enseigne que deux événements ne se reproduisent jamais tout à fait semblables, parce que jamais les conditions ne coïncident exactement, et c'est pourquoi deux guerres qui se suivent, si, dans l'intervalle, la structure sociale, les techniques, la mentalité se sont métamorphosées, ne seront jamais la même guerre.

Or, contre l'enseignement historique tel qu'il s'est presque invariablement pratiqué dans les écoles militaires, il n'est pas d'acte d'accusation plus terrible que cette simple et irréfutable constatation : aux chefs de 1914, il a persuadé que la guerre de 1914 serait celle de Napoléon; aux chefs de 1939 que la guerre de 1939 serait celle de 1914.

En d'autres termes, ce qui manquait à la culture de nos chefs c'était le sens de l'écoulement du temps et des transformations qu'il apporte avec lui. Leur vision du monde était intemporelle.

Par malheur, cette faiblesse n'était pas celle des seuls chefs militaires, mais bien de toute la nation. N'est-ce pas l'opinion universelle qui faisait confiance aux généraux de 1918, qui voyait dans leurs victoires passées un titre à assu-

2. *L'Étrange Défaite*, p. 137.

mer les commandements futurs, qui imposait au besoin leur présence au poste suprême? N'est-ce pas l'opinion qui agitait les enseignements de l'expérience de tous les temps pour s'en tenir étroitement à l'impression retirée de la dernière guerre et choisir, avec la ligne Maginot, l'immobilité contre le mouvement? Et la guerre immobile n'était-elle pas après tout la conception naturelle d'un peuple qui ne savait plus voir la fuite du temps?

Faut-il poursuivre bien longtemps ces réflexions? Est-il nécessaire de rappeler tous les espoirs fondés vers la fin de 1940 sur une régénération nationale prenant pour base l'armistice consenti par Hitler? Qu'il y eût là beaucoup d'illusions, la suite des faits devait le démontrer. Combien nombreux pourtant, surtout dans les prétendues « élites » nationales, ceux qui ne surent pas discerner l'apparent et le solide, l'éphémère et le durable, qui accordèrent à l'intrigue, à l'expédient et aux subtiles combinaisons de mots la confiance que mérite seule une décision ferme appuyée sur l'expérience humaine et sur la connaissance des simples et grandes lois de la vie! Que de prétendus « réalistes » ignorants du réel!

Des erreurs aussi générales ne mettent plus seulement en cause des individus mais bien tout un peuple. Elles sont pour la formation d'esprit de ce peuple, pour ses méthodes d'éducation, pour l'héritage intellectuel lui-même dont il se nourrit un acte d'accusation véritable qu'on ne peut rejeter avec dédain.

S'il est vrai que le premier devoir qui s'impose à nous est de vivre et que le meilleur signe du bien soit d'étendre et de multiplier la vie dans l'espace comme dans la durée et comme en intensité, n'est-il pas inquiétant que la culture française d'aujourd'hui ne paraisse pas conduire vers la vie? Ne peut-on à bon droit s'effrayer de voir les lettres françaises depuis plus d'un siècle se consacrer à la description minutieuse et parfois même au culte de l'échec, exalter par exemple au-dessus de tous autres les « poètes maudits », comme si pour trouver quelques beaux vers il était d'abord nécessaire de perdre une vie?

Par là s'explique sans doute cette séparation profonde, si bien mise en lumière par les événements de 1940 et qui existait en France entre la masse du peuple et les milieux for-

més par la culture classique traditionnelle. On eût dit que cette culture, loin d'être pour les Français un héritage commun et un principe d'union, était au contraire un élément essentiellement diviseur. Ceux qui la détenaient, au lieu de la dispenser autour d'eux et de la mettre à la portée de tous, semblaient s'occuper surtout, par une véritable trahison, de la garder pour eux et de la rendre inaccessible. Au lieu d'un art de vivre, on en faisait un art des plaisirs de l'esprit sans autre fin que ces plaisirs eux-mêmes.

Faut-il donc s'étonner de la désaffection qu'éprouvent pour leurs études tant d'élèves de notre enseignement secondaire? Comment un être jeune et fort, impatient de vivre et d'agir, ne serait-il pas rebuté par ces jouissances détachées de toute fonction et qui ne conduisent ni à la victoire ni à la fécondité? Comment n'y verrait-il pas à bon droit une tentative contre nature?

Et c'est pourquoi le plus grand nombre de ceux à qui est dispensée aujourd'hui la culture traditionnelle française ne l'assimilent pas et s'en détournent dès qu'ils le peuvent.

Que dire des autres, de tous ceux à qui elle n'est pas présentée au cours de leurs études? Cette culture, qu'ils ne voyaient servir à rien, ne leur inspirait que mépris, et comme en dehors d'elle on avait très peu développé chez nous l'enseignement professionnel et qu'on n'avait jamais cru pouvoir tirer une formation générale de la pratique même du travail, il en résultait que la masse de notre peuple, tenue à l'écart de la culture et privée d'instruction, restait trop souvent en friche. Nous souffrons aujourd'hui des résultats de cette situation. Saurons-nous en reconnaître les causes?

Si notre économie tout entière est écrasée par les hauts prix de la nourriture, d'où cela vient-il, sinon de la faiblesse de notre production agricole? Et cette faiblesse elle-même, quelle en est la cause, sinon le manque d'instruction professionnelle et de culture générale des producteurs? C'est à cette même cause qu'il convient d'attribuer aussi l'organisation archaïque et coûteuse du ramassage et de la distribution des produits agricoles.

On se plaint, non sans raison, de la lenteur de nos administrations, de leur résistance à tout progrès. Quelle part de ces défauts convient-il d'attribuer au manque d'instruc-

tion et de culture de leur petit personnel ? Incompréhension du but à atteindre, inintelligence des règlements, inertie de la pensée et crainte de toute responsabilité ont trop souvent pour cause moins la mauvaise volonté des exécutants que leur ignorance.

Pour n'avoir pas compris que la culture doit servir à vivre, pour y avoir vu un simple luxe et l'avoir par suite réservée à de prétendues élites en en privant la masse de son peuple, la France, aujourd'hui, souffre cruellement du manque d'instruction qui diminue la valeur d'un trop grand nombre de ses enfants.

II

On a bien de la peine à se connaître soi-même et à examiner en toute objectivité ses propres mœurs et ses tendances profondes. S'est-on demandé assez souvent en France d'où venait celles de notre culture à la fermeture et à l'exclusion ? Le but suprême de l'éducation bourgeoise n'est-il pas de former des hommes « distingués » qui, de peur d'être confondus avec la masse de leur peuple, s'efforceront en toute circonstance d'agir autrement que lui et même de s'y opposer, si bien qu'ils en viendront à ne plus pouvoir l'aimer ?

Notre enseignement n'a-t-il pas pris pour moyens ordinaires l'émulation et le concours ? De sorte que les élèves songent moins à valoir par eux-mêmes en développant leurs propres facultés qu'à l'emporter sur leurs voisins par des apparences plus brillantes et plus propres à produire impression. N'est-ce pas un fait grave que l'éducation du jeune Français se poursuive dans une atmosphère d'envie, de critique et de mépris dont son subconscient est nécessairement pénétré ? N'est-il pas grave que la formation de tous les cadres de notre société dans les grandes écoles et dans leurs classes préparatoires se fasse dans une telle ambiance morale ?

C'est que précisément notre culture se soucie peu de formation morale et s'en remet sur ce point à l'éducation religieuse. Elle reste au fond terriblement intellectualiste. Aujourd'hui encore la formation historique et sociale des futurs officiers, des futurs ingénieurs demeure à peu près négligée et rien ne les prépare à connaître les hommes qu'ils

auront à diriger et avec qui il leur faudra bien s'accorder. Leur esprit ne remue que des notions abstraites.

N'en soyons pas tellement surpris. Toute la tradition française admet implicitement comme chose évidente que la culture se trouve dans les livres et non dans l'expérience humaine et que l'abstraction seule est digne d'intéresser l'esprit.

Il en est ainsi depuis le début, c'est-à-dire depuis Charlemagne. C'est au grand empereur en effet que remonte la tradition culturelle française. Avant lui, au cours d'une anarchie de plusieurs siècles, toute vie de l'esprit avait à peu près disparu de nos régions. Il n'en subsistait quelques lueurs éparses qu'en Italie, en Espagne, en Angleterre ou en Irlande. Ce fut Charles qui rassembla en son palais les hommes instruits venus de toutes ces contrées, qui les unit en un foyer animé par sa volonté et d'où la lumière et l'ardeur se répandirent peu à peu dans tout l'empire.

Ce n'est pas diminuer cette grande œuvre que de marquer les dangers auxquels elle était exposée. Entreprise d'État, elle avait par là même quelque chose de systématique, de forcé et pour tout dire de hâtif. Une culture élaborée par des professeurs et des fonctionnaires à des fins trop immédiatement intéressées, exprimée en une langue morte (et il ne pouvait d'ailleurs en être autrement) par une littérature de commentaires et de manuels, une telle culture ne pouvait guère se nourrir de l'expérience de la vie quotidienne. Elle était condamnée à demeurer livresque, et ceux qui s'ouvraient à elle devaient commencer par se dépayser. Comment en seraient-ils venus à l'esprit d'observation, alors que tout ce qui vivait sous leurs yeux, paysages, plantes, animaux, institutions humaines, mœurs ou sociétés, était si différent de ce qu'ils trouvaient dans leurs livres? Loin de guider leurs lecteurs dans la connaissance du réel, de tels livres ne pouvaient que les en détourner, et l'enseignement qui en était tiré, en dehors de tout contrôle du fait, ne pouvait que se fonder sur l'autorité et distribuer des notions abstraites.

Ces conditions subsistèrent dans la suite du Moyen-Age et par là se créa une redoutable tradition. Les travers ou les défauts de l'éducation ainsi dispensée furent désormais consacrés par l'ancienneté : l'intérêt professionnel du corps

enseignant s'attacha au maintien des usages. Égoïsme et sentiment convergèrent. On sait de reste la puissance de l'amour-propre corporatif. Que sera-t-il lorsque la corporation en cause est la corporation enseignante, c'est-à-dire le clergé, si facile à confondre avec l'Église elle-même ?

La Renaissance vit sans doute se modifier la conception régnante de la culture : de cléricale elle se fit plus laïque, de théologienne elle devint politique et littéraire. C'est avant tout dans les collèges de Jésuites que se réalisa ce changement préparé depuis plus d'un siècle en Italie par les écrivains humanistes. Au lieu d'argumenter sur l'invisible, on s'efforça de connaître l'homme ; les historiens et les poètes figurèrent parmi les maîtres et prirent le pas sur les philosophes et les grammairiens ; l'élégance et la beauté jusqu'alors peu prisées devinrent des valeurs de premier rang.

Grande transformation sans doute et qui correspondait à celle de la société. Avec l'apparition de l'État et de son personnel de fonctionnaires et de courtisans, se manifestait le besoin d'une culture nouvelle. Pourtant, il reste vrai de dire que la transformation alors réalisée fut plus apparente que profonde et que les traits essentiels de la culture française telle que l'enseignement l'avait conçue et dispensée se trouvèrent peu modifiés.

On continua à se former non par la connaissance du monde où l'on était né, mais par la séparation d'avec lui. La culture fut d'abord un dépaysement et, devenu étranger à son siècle et à son pays, s'efforçant d'être le citoyen d'une antiquité qu'il ne pouvait vraiment connaître, l'homme cultivé finit par n'être plus d'aucun lieu ni d'aucun temps. Cherchant l'éternel, il avait trouvé l'abstrait.

Une telle conception de la culture portait en elle un germe redoutable : celui du mépris. La charité est concrète, elle aime non les concepts mais des êtres vivants, c'est-à-dire singuliers. Un esprit trop nourri de livres, déshabitué de la « langue vulgaire » et des travaux « mécaniques », finissait par perdre tout intérêt pour ceux dont il vivait séparé.

De telles dispositions ne pouvaient être que renforcées par le contact étroit avec l'antiquité. Qui dira en effet à quel point cette civilisation fut aristocratique et méprisante ? *Humanum paucis vivit genus...* C'est pour quelques-uns que vit le genre humain : cette leçon du vieil Horace n'est-elle pas

son suprême secret ? Et c'est pourquoi, dans cet amalgame, en apparence si parfait, qui se réalisa du XVI^e au XVIII^e siècle entre le christianisme et l'esprit antique, le christianisme risquait l'affaiblissement de cet esprit de charité qui lui est essentiel.

On a dit bien souvent que le monde avait, depuis la Renaissance, abandonné la religion. Mais la religion (ou du moins ceux qui la représentaient) n'avait-elle pas commencé par abandonner le monde ? Le chrétien, depuis le XV^e siècle, ne concentrait-il pas son esprit sur l'unique préoccupation de son salut ? Ne s'habituaient-ils pas à voir la société des hommes seulement comme un danger et n'a-t-on pas remarqué que, dans l'*Imitation*, il n'est guère question du prochain qu'à raison des tribulations qui peuvent nous en provenir ?

Si les grands saints, tels que Vincent de Paul, retrouvent dans l'élan de l'amour divin la compassion pour le pauvre et l'affligé, il reste vrai cependant que pour plusieurs siècles, dans l'ensemble des consciences chrétiennes, le sens de la communauté va diminuant. Le monde est conçu comme le cadre permanent fourni à l'aventure individuelle que vit chaque homme et qui se termine par sa damnation ou son salut. Il est pour ainsi dire un obstacle plutôt qu'un point d'appui. Ses révolutions n'intéressent pas le chrétien.

Il ne sait pas retrouver en elles le drame de l'expansion continue de l'Église, c'est-à-dire du Corps mystique du Christ. Le sens de la communauté chrétienne et le sens de l'histoire, inséparables l'un de l'autre, vont s'affaiblissant tous deux en même temps. Le XVII^e siècle a des érudits plutôt que des historiens.

L'histoire ne pouvait naître qu'avec l'esprit d'observation, le jour où l'on appliquerait aux événements qui manifestent la vie de l'humanité ce même regard aigu et cette réflexion vigoureuse dont les sciences de la nature montraient déjà la puissance. L'histoire, telle que l'ont conçue les modernes, est un fruit du développement de l'esprit scientifique.

Or c'est un fait lourd de conséquences que le moment où a commencé la grande aventure du progrès des sciences et de la conquête de l'univers par l'observation ait été ce même moment où tant de chrétiens devenaient incurieux du

monde. C'est un fait que ce progrès fut, depuis le XVI^e siècle, l'œuvre de chercheurs isolés, impatients des règles non justifiées et audacieusement aventureux. Beaucoup d'entre eux vivaient en pays hérétiques, Angleterre ou Hollande. La plupart des autres étaient laïques, indépendants par leur situation de fortune, et les clercs eux-mêmes, affranchis des techniques et des mœurs des corporations enseignantes, vivaient le plus souvent en marge du clergé, de son organisation et de son esprit, peu portés à en appliquer les méthodes d'enseignement et les habitudes de pensée, moins capables encore d'influer sur elles et de les modifier.

Cet état de choses produisit tous ses effets au XVIII^e siècle lorsque, enfin, les amateurs si longtemps isolés se multiplièrent et se rencontrèrent au point de former un milieu homogène, lorsqu'en face du clergé l'œuvre de recherche scientifique parut une entreprise unifiée dont la secte des philosophes assumait la direction. Il sembla dès lors que si le christianisme enseignait le mépris du monde, l'effort de la science pour connaître ce monde et le dominer était foncièrement antichrétien.

Cet effort se poursuivait sur tous les terrains. Les philosophes prenaient à l'histoire des sociétés humaines le même intérêt qu'au développement des sciences de la nature et au perfectionnement des techniques. Le mathématicien d'Alembert écrivait en tête de l'Encyclopédie cet Abrégé d'histoire universelle qu'est le Discours préliminaire, et les célèbres planches de cet ouvrage intéressaient pour la première fois le lecteur aux humbles travaux quotidiens de la masse. « Le vrai philosophe, écrit Voltaire, défriche les champs incultes, augmente le nombre des charrues et par conséquent des habitants, occupe le pauvre et l'enrichit, encourage les mariages, établit l'orphelin, ne murmure point contre les impôts nécessaires et met le cultivateur en état de les payer avec allégresse. » Condorcet, écrivant en pleine Terreur, dans la retraite où il fuyait l'échafaud, *l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, donne le dernier et meilleur témoignage de l'esprit de son siècle. Était-il donc nécessaire après tout que cette confiance en l'avenir, ce désir d'expansion de la vie, cet intérêt porté à la création et cette universelle sympathie fussent associés à la haine du christianisme ?

III

Que ces beaux élans d'enthousiasme aient conduit au bain de sang de la Révolution, nous le savons du reste, mais nous ne suivrons pas pour autant ceux qui seraient tentés de s'en satisfaire comme d'une juste vengeance. Bien au contraire nous paraît-il opportun d'examiner aujourd'hui si la réaction provoquée dans les esprits contre tout le courant d'idées du XVIII^e siècle par le spectacle de la Révolution n'a pas dépassé le but et n'a pas exposé l'esprit français lui-même à de très graves dangers.

Dans la tourmente, en effet, s'étaient abîmées toutes les réserves et les ressources qui soutenaient depuis plusieurs générations l'effort des savants et des chercheurs : corporations et académies, réseaux de relations et d'amitiés, fortunes privées et fondations, traditions intellectuelles enfin. On ne s'aperçut peut-être pas immédiatement du désastre, car les hommes déjà mûrs, échappés à la crise, croyaient, comme toujours, pouvoir reprendre leur vie habituelle. Mais qui dira combien les générations grandies sous la Révolution et l'Empire devaient souffrir de cette interruption de l'éducation et des études qui marque toute cette période ? Il fallait bien se l'avouer, l'initiative privée, celle même des associations et notamment de l'Église (si éprouvée par la Révolution) ne pouvait plus suffire à assurer la continuité et la permanence de la culture française. Son avenir était entre les mains de l'État, et l'État, ce fut alors Napoléon.

D'esprit positif et entièrement absorbé par les exigences de l'action immédiate, l'Empereur sentait parfaitement qu'il avait besoin de cadres pour ses armées et ses administrations. Il lui en fallait pour cette société française ruinée par la Révolution et qu'il entreprenait de reconstruire. Il lui en fallait pour cette immense Europe dont les circonstances lui remettaient la direction. Ces cadres, il entendit les former, aux moindres frais, pour son usage exclusif et immédiat. De là ces grandes écoles spécialisées où des élèves sélectionnés par le concours d'entrée et par des classements incessants s'efforçaient de se rapprocher toujours davantage du type idéal de fonctionnaire conçu par l'administration. L'enseignement secondaire des lycées, commandé par les

mêmes préoccupations, fut essentiellement destiné à fournir des candidats aux grandes écoles. Pas d'enseignement supérieur vraiment digne de ce nom, les facultés de Sciences et de Lettres se bornant à conférer des grades, et les « Écoles » de Droit et de Médecine se proposant pour but essentiel de jeter chaque année dans la circulation le nombre nécessaire de praticiens. Rien n'était prévu pour l'activité désintéressée de l'esprit, pour la recherche libre du vrai, en un mot pour la culture et le grand effort poursuivi dans le cours du XVIII^e siècle et qui avait fini par entraîner la société presque entière était menacé de se voir complètement arrêté.

Le fait était d'autant plus grave que la réaction générale contre la « philosophie des lumières » se manifestait par une méfiance profonde à l'égard de l'activité scientifique. Maistre et Bonald avaient, les tout premiers, ouvert la voie à ces tendances. Reprenant les vieux griefs de la pensée allemande, ils avaient reproché à la science moderne de se contenter de notions superficielles, de détruire par l'analyse et la critique l'unité vivante de cet objet qu'elle prétendait étudier au lieu de connaître du dedans l'intention qui lui avait donné naissance et qui expliquait sa fonction. Le romantisme leur fit écho. Toute une partie de la société française préféra s'en tenir aux séculaires méthodes de formation par les lettres anciennes, cultiver sa sensibilité, faire confiance à ses impressions et apprendre à les bien exprimer (*Ah! frappe-toi le cœur, c'est là qu'est le génie*) plutôt que de connaître l'univers par une observation patiente et précise. La joie qui éclata dans trop de milieux lorsqu'un Brunetière osa proclamer la « faillite de la science » révéla de façon éclatante ces dispositions.

Certes, l'élan qui avait animé la nation au XVIII^e siècle ne pouvait disparaître et ne disparut jamais complètement. La France eut toujours des chercheurs et des découvreurs. Après Pasteur, Claude Bernard ou Berthelot, les Becquerel, les Branly, les Curie, les Roux ou les Broglie n'ont cessé de maintenir une magnifique tradition. N'est-il pas vrai cependant que leur activité n'a pas été l'effort collectif de tout un peuple? Trop peu connue des Français, elle est restée trop en marge de leurs préoccupations et de leurs espoirs, et de ce fait elle a été bien peu soutenue au point de vue matériel et financier. Surtout, l'on ne peut dire que l'es-

prit national en ait vraiment subi l'influence dans sa formation.

M. Julien Benda a remarqué, souvent avec raison, que l'esprit public en France dépendait de deux pôles dont le rayonnement contribue à le former. Le premier et sans doute le moins puissant, en apparence tout au moins, à l'inverse de ce qui se passe en Allemagne, est l'enseignement officiel, grandes écoles et universités. Constitué en administration, il est porté à distribuer la science définie et achevée bien plus qu'à en accroître sans cesse le trésor en remettant en cause ce qui semblait acquis et en bouleversant doctrines et programmes. L'autre pôle, constamment opposé au premier et sans doute plus prestigieux et plus en vogue, c'est cette sorte de pouvoir mystérieux et collectif que forme la « république des lettres » avec ses engouements passagers et ses courants profonds. Le premier penche vers l'académisme et la rhétorique vaine, le second vers la poésie symbolique et l'hermétisme. Tous deux ont ce travers commun de se complaire à l'excès dans les mots, de ne pas se nourrir de faits et de s'étioler faute d'observer et de connaître le monde, tous deux, vrais frères ennemis, portent le poids de la même hérédité et dédaignent de conduire à l'action.

La culture telle que nous avons fini par la concevoir est un luxe. Or, il n'est pas de luxe permis au pauvre, et la France d'aujourd'hui est pauvre, d'une pauvreté qui met en danger jusqu'à son existence même. C'est cette pauvreté qui fait que l'étranger nous envahit chaque jour plus profond par le livre, le film, l'illustré, la radio, les mille ressources de la publicité qu'il nous impose, sans le vouloir et même sans y penser; ses techniques, ses distractions, bientôt ses modes de pensée et jusqu'à sa langue elle-même, si bien que le péril de la culture apparaît dès aujourd'hui comme le péril de la nation elle-même.

La France veut-elle surmonter ce péril? Veut-elle continuer à vivre? Telle est la question qui lui est aujourd'hui brutalement posée par les faits.

Certes, il ne saurait être question pour la France de se renier elle-même et de rejeter dans un mouvement de colère toute sa traduction intellectuelle comme on rejette une vieille défroque. Cela, ce serait très précisément mourir. Un peuple qui ne s'aime plus lui-même, quelle raison aurait-

il en effet, quelle chance même garderait-il, de vivre ? C'est cette tentation de démission que la France a repoussée par sa résistance au national-socialisme allemand, c'est cette même tentation obsédante, revenue à la charge sous une forme nouvelle, qu'il lui faut repousser aujourd'hui.

Disons-le donc à nouveau : la France ne vivra que dans la ligne de sa tradition, mais cette tradition, pour être féconde, doit être comprise. Elle doit être prise non à la lettre comme une limite qui force à l'arrêt, mais comme une intention qui guide un peuple dans sa marche. Pour rester fidèle à ceux qui ont avant nous exprimé la pensée française, à ces Grecs et à ces Latins que la France a toujours reconnus pour ancêtres, il nous faut non pas nous enfermer dans leur héritage, mais au contraire le développer.

La gloire de notre peuple au temps de sa grandeur, de Louis XIV à Napoléon, fut d'avoir tiré de la sagesse antique un art de vivre, un art de se conduire soi-même qui lui permit de former dans la plus grande partie du monde les cadres dirigeants de la société. Et, aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui dans bien des pays s'effraient d'avoir à subir l'influence soit d'une Russie trop matérialiste, soit d'une Amérique trop matérielle, et qui regardent avec un mélange d'inquiétude et d'espoir du côté de la France.

La France peut-elle répondre à cet appel ? Son heure n'est-elle pas définitivement passée et n'y a-t-il pas dans la marche du temps quelque chose d'inexorable ? A ces diverses questions, la tradition française tout entière nous ordonne de répondre par la confiance.

Elle nous l'ordonne parce qu'elle est fondée sur la foi en l'homme et en sa raison. La raison seule peut s'examiner elle-même, prendre conscience de ses limites et de ses faiblesses. L'instinct ne le peut pas. Et parce qu'elle peut connaître ses fautes, la raison peut entreprendre de les corriger. Il y a en elle une puissance de renouvellement interdite à toute culture purement instinctive. Parce qu'elle a foi en la raison, la France peut et doit avoir foi en son avenir.

A vrai dire, c'est moins de sa fidélité à elle-même qu'elle souffre que, tout au contraire, d'un refus de répondre à sa vocation. Au lieu de poursuivre sa route, elle a cédé à la tentation de s'y arrêter. Après avoir édifié une culture

fondée sur la raison et, par là-même, ouverte à tous les hommes, elle a cru pouvoir réduire cette culture à un instrument de jouissance et la réserver jalousement à quelques privilégiés. Mais, ce faisant, elle ne demeurerait pas dans la logique de son œuvre, elle en trahissait au contraire l'esprit.

Si trop souvent l'esprit français, depuis un siècle, s'est écarté du réel, si les faits nous rappellent durement à la tâche nécessaire de connaître et d'aimer la vie et le monde actuel tel que la vie l'a fait, d'agir conformément à leurs lois et d'appuyer toute notre culture sur l'expérience, n'est-il pas réconfortant de penser que rien dans le tempérament de notre peuple et dans l'éducation qu'il a reçue ne le rend impropre à cette tâche et que, au contraire, en s'y employant, il sera plus que jamais fidèle à lui-même ?

Qu'il ose donc enfin l'aborder avec la détermination nécessaire. Il n'est point aujourd'hui de tâche plus urgente que la refonte de notre éducation nationale. Les Français doivent avoir les yeux ouverts sur les lacunes si graves, mais si réparables de leur formation. L'enseignement doit enfin être conçu comme préparant à la vie, comme conduisant hardiment les enfants et les hommes vers le monde d'aujourd'hui et de demain, au lieu de les en retirer; il doit habituer non pas à jongler avec des mots, mais à voir et à comprendre les choses afin de pouvoir avoir prise sur elles. Agir doit être le but auquel il préparera nos élèves, et c'est pourquoi, plus encore que des intelligences, il doit former des caractères. Aucun autre peuple ne dispose pour cela d'autant de ressources que le nôtre. Il lui suffit de vouloir les mettre en œuvre.

JOSEPH HOURS.

LA REFORME DE NOTRE ORTHOGRAPHE

Orthographe. Un mot mal fait, pour une chose pire. On dirait qu'il s'agit de quelque artisan (photographe), ou encore d'un instrument (phonographe). Or il s'agit d'une manière d'écrire... Mais, alors, il faudrait *orthographie*, puisqu'on dit *orthographier*; à moins qu'on ne dise *orthographier*. Nous sommes manifestement dans l'incohérence. Le mot, par un juste destin, est symbole de la chose.

Que notre orthographe soit un défi au bon sens, on s'en est aperçu souvent et depuis longtemps. On ferait un gros livre rien que sur l'étude des projets de réforme de l'orthographe française depuis le XVI^e siècle. Ce livre existe, d'ailleurs, par fragments, dans les divers chapitres consacrés à l'orthographe, dans l'*Histoire de la Langue française* de Ferdinand Brunot, à laquelle cet article doit presque toute sa partie documentaire, et qui sera citée ici une fois pour toutes.

Le dernier projet de réforme date de trente-cinq ans. Une commission avait été nommée par M. Chaumié, ministre de l'Instruction publique. Le rapport souleva les protestations de l'Académie. Un projet nouveau, présenté par Ferdinand Brunot, eut le même sort. (C'est une véritable calamité française, soit dit en passant, que les initiatives les plus salutaires et les plus intelligentes, celles qui sont de l'ordre le moins politique, se trouvent inmanquablement attaquées par des troupes armées de pavillons où se lisent ces cris de guerre : « A bas la calotte ! A bas les Juifs ! A bas les francs-maçons ! » On a dit, précisément, que Ferdinand Brunot était franc-maçon. En tout cas, c'était ce qu'on appelle dans le jargon politique « un homme de gauche ». Du point de vue linguistique, le seul qui importe ici, sa compétence était inattaquable, ses vues étaient parfaitement sages et modérées, et on aurait pu lui confier à lui seul la réforme de l'orthographe française. Notons simplement, à ce propos, que, sur deux cent soixante-cinq observations présentées par Ferdinand Brunot au sujet de la grammaire de l'Académie, on a dû, dans les éditions suivantes, tenir compte de deux cent quarante observations.)

La question a été reprise, avant la guerre, par la revue *Le Français moderne*, laquelle avait déjà publié en 1934 un excellent article de M. l'abbé Voile : *Origines des complications orthographiques*. Il faut souhaiter que les événements n'empêchent pas cette réforme d'aboutir. Les préoccupations tragiques de l'heure ne doivent pas détour-

ner les esprits d'une réforme nécessaire, urgente, et dont un groupe d'instituteurs a pu justement écrire qu'elle serait une véritable libération.

Ceux dont la curiosité ne serait pas satisfaite par le présent article, lequel ne vise en rien aux précisions érudites, se reporteront aux études du *Français moderne*, publiées par M. Albert Dauzat (janvier 1939) et par M. J. Damourette (avril, juin-juillet 1939). Signalons encore que l'idée d'une réforme orthographique a été accueillie avec sympathie par M. Abel Hermant (chronique de Lancelot, *Le Temps*, 2 et 9 février 1939), par M. André Billy (*Figaro*, 18 février; *Marianne*, 8 mars 1939), par M. Maurice Schöne (*Œuvre*, 5 mars 1939).

*
**

Ceux qui parlent de réformer l'orthographe soulèvent toujours la méfiance de quelques-uns qui prétendent que toucher la manière d'écrire les mots, c'est bouleverser la langue française, la littérature française, la culture française. En général, ces protestataires ont ceci de commun, c'est qu'ils ignorent tout de la question : ils ne savent ni ce qu'on veut réformer, ni quelle peut être l'utilité de la réforme. Ou si, par hasard, ils ne pèchent pas par ignorance, ils obéissent à un sentiment plus ou moins conscient, assez peu respectable, auquel il sera fait allusion en temps voulu.

*
**

L'idée théorique serait sans doute d'avoir une graphie phonétique dont la formule serait : un signe pour chaque son, rien qu'un son pour chaque signe. Plusieurs réformateurs, dans le passé, ont vu sous cette forme radicale la réforme de l'orthographe, tel, par exemple, d'Alembert, qui envisageait la création d'un alphabet phonétique international. Cette destruction globale de toute notre matière imprimée, laquelle deviendrait rapidement indéchiffrable, sauf pour quelques érudits; la nécessité de réimprimer, suivant l'alphabet nouveau, une quantité énorme d'ouvrages; l'isolement où cela nous mettrait par rapport aux langues conservant l'alphabet latin, interdisent de s'arrêter un instant à la notation phonétique intégrale et même à l'introduction de signes nouveaux. Si défectueux que soit notre alphabet, c'est un instrument auquel nous sommes maintenant voués et dont nous devons simplement apprendre à nous servir un peu plus commodément. Pour cela, il suffit de simplification.

Simplifier notre orthographe n'est pas, comme on le pense trop souvent, ou même comme on l'affirme quand la question est de nouveau discutée, aller contre la tradition, c'est biffer une tradition incohérente pour revenir à une tradition raisonnable.

J'ai connu un petit garçon qui, ayant écrit *fame* pour *femme*, et se l'étant vu corriger, déclara qu'il refuserait toujours d'écrire *femme* ce qu'il prononçait *fame*. Il fallut le convaincre qu'il avait tort. Ce petit garçon, pourtant, était traditionnaliste : il voulait

écrire *fame* comme on le faisait au XII^e siècle, comme certains écrivains ont continué de l'écrire jusqu'au XVI^e (« des mechans tours qu'ont fait les fames a leurs maris », dit Joubert, *Erreurs populaires*, 1586). Il suivait tout naturellement la règle posée par Ronsard : « Tu éviteras toute orthographe superflue et ne mettras aucunes lettres en tels mots si tu ne les profères; au moins tu en useras le plus sobrement que tu pourras, en attendant meilleures réformations. »

Hélas ! la réformation souhaitée par Ronsard n'est jamais venue, ou les réformes partielles ont été si incohérentes et timides qu'elles ont fait plus de mal que de bien.

Les bizarreries de notre orthographe ont ceci de remarquable — qu'on ignore trop dans un public de bonne culture moyenne — qu'elles sont purement accidentelles ou arbitraires, et d'un arbitraire qui n'a rien à voir avec la science des linguistes. Ainsi, beaucoup des consonnes superflues ont été ajoutées par des scribes, « par bele escripture ». Et c'est ainsi qu'aujourd'hui nos enfants apprennent à mettre, dans les mots, des sortes d'arabesques, regardées d'abord comme ornements !

L'orthographe française était, au XII^e siècle, à peu près phonétique : on écrivait : *pié*, *apeler*, *affaire*, *set* (sept), *dis* (dix), *aprendre*, *traïr*, *erbe*; on ignorait les graphies prétentieuse *th*, *ph*. L'orthographe de ce temps était, remarque Gaston Paris, « excellente ». C'est au cours des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles que notre écriture ira se compliquant, s'éloignant sans cesse de la figuration du langage parlé, pour aboutir — selon l'expression de Meigret, à qui l'on doit le projet de réforme le plus complet, le plus sensé et le mieux étudié (1545) — à une graphie « faulse, abusive et damnable ».

La manière dont l'*x* s'est introduit, comme marque du pluriel, est un bon exemple du caractère fantaisiste auquel je faisais allusion plus haut : l'*x* fut d'abord employé comme abréviation de *us*. On écrivait *oisiax*, *biax*, pour *oisiaus*, *biaus*. On écrivit ensuite *oisiaux*, *biaux*, etc.; puis, aux pluriels *joïeux*, *envieus*, on substitua *joïeux*, *envieux*. Et, pour couronner le tout, on ajouta un *x* à des mots qui n'avaient jamais eu d'*u*. Et voilà pourquoi il est incorrect aujourd'hui d'écrire *vois*, *nois*, *fais*, au lieu de *voix*, *noix*, *faix*.

Jusqu'au XIV^e siècle, on écrivait *fisicien*, *crestien*. Nous devons à la fureur pédantesque d'hellénistes comme les Estienne la représentation française des lettres grecques : le dictionnaire de Robert Estienne s'orne de mots comme *phiote*, *byblyothèque*. Les fervents de l'antiquité, quand c'étaient des artistes, comme Ronsard. Du Bellay, étaient ennemis de ces complications. Ronsard écrivait *choze*, *espouze*, il voulait qu'on « râclât l'espouvantable crochet d'y » et qu'on en finît avec *th* et *ph*, « espouvantails de Pythagore ». Il approuvait le réformateur Meigret, « homme de sain et parfait jugement, qui a osé désiller les yeux pour voir l'abus de notre écriture ». Pourtant, il n'osa pas suivre tous ses principes, sur les instances de ses amis, qui craignaient de voir ces audaces compromettre le crédit littéraire de la Pléiade. Du Bellay, lui aussi, regardait la nouvelle graphie de Meigret comme une « légitime façon d'écrire », mais il craignait, s'il

la mettait en pratique, de voir ses œuvres servir de cornets aux apothicaires, ou même « qu'on les employe à quelque autre plus vil mestier ».

L'origine des complications orthographiques n'est due qu'en partie au pédantisme ou aux confusions. Les plus coupables sont les gens de loi, ainsi que l'a montré M. Ch. Beaulieux dans son *Histoire de l'Orthographe*. Aux XIV^e et XV^e siècles, on plaidait énormément en France. « Procès étoit le monstre des François », remarque Ron-sard. Or toutes les pièces des procès étaient écrites en français pour les plaideurs, en latin pour les greffes. Les copistes trouvaient plus simple d'écrire les mots français en suivant au plus près la graphie latine. En outre, plus les documents étaient longs, plus cher ils se payaient. Pour allonger les écritures, on mettait le plus de lettres possible. L'abus était à ce point répandu qu'une ordonnance de 1425 enjoint aux gens de basoche de ne pas « incorporer ès sentences lettres non nécessaires ». Le mal était encore aggravé du fait que certains clercs ou avocats-conseils (praticiens de village) étaient en même temps maîtres d'école et enseignaient à leurs élèves l'orthographe sophistiquée qu'ils employaient dans leurs actes. Ce ne sont pas des lettrés, mais des latinistes du plus bas étage qui ont inventé : admonester, adjuger, advenir, cheptel, legs, et enfin dompter (*domitare*), par analogie avec compter (*computare*).

On voit de quels abus, de quelles erreurs, de quelle tradition, se réclament les défenseurs de l'orthographe dite traditionnelle. A défaut de réforme d'ensemble, un nettoyage systématique de notre orthographe s'impose. Sans vouloir entrer dans des détails pour lesquels on doit s'en remettre à ceux qui ont fait de la question une étude particulière et qui ont des plans préparés, signalons que l'indispensable devrait porter sur les points suivants :

1^o suppression des lettres parasites (le *p* de *dompter*, le *d* de *poids* (*pensum*), etc.);

2^o les pluriels en *x*;

3^o règles constantes introduites dans le chaos des consonnes redoublées : *attraper*, *trappe*, *chausse-trape*, *charrette*, *charrier*, *chariot*, *j'achète*, *je jette*, *j'épèle*, *j'appelle*, *résonner*, *résonance*, etc.;

4^o plus de mystification dans le genre du classique : *nous portions des portions*;

5^o suppression des *ph*, *th*, comme l'ont fait l'italien, l'espagnol, le portugais : *fotografia*, *filosofia*, *teatro*.

L'argument de la tradition n'a aucune valeur. On ne peut appeler tradition une erreur ou une habitude malfaisante sous prétexte qu'elle a duré. L'idée de tradition n'est pas seulement celle de transmission. Il s'y ajoute celle de transmission d'une chose bonne, saine, intelligente et utile. La durée d'une stupidité ou d'une institution nocive — une maladie, en somme — ne peut qu'augmenter le désir qu'on éprouve de s'en débarrasser. La tradition française digne de ce nom, c'est celle du XIII^e siècle dont notre langue a dévié et dont tous les esprits réfléchis ont souhaité voir le principe phonétique remis en

honneur. La vraie tradition orthographique française, c'est celle suivant quoi, selon le mot de Vaugelas, « l'écriture n'est qu'une image de la parole, et la copie de l'original ». Être pour cette tradition-là, c'est se ranger du côté d'Arnauld, de Lancelot, de Corneille, de Rollin, de Voltaire.

En un temps où beaucoup d'ingéniosité se dépense pour trouver de meilleures méthodes d'apprendre à lire, comment ne s'est-on pas avisé que la première des méthodes consisterait à rendre la lecture plus facile et surtout plus logique ? Car c'est un point sur lequel il faut insister : l'incohérence de certaines règles orthographiques n'est pas seulement, ni surtout, choquante parce qu'elle met des difficultés inutiles dans l'enseignement de la lecture et de l'écriture, mais parce qu'elle dresse le jeune écolier à l'illogisme, parce qu'elle malmène sa raison balbutiante. Il est pénible de penser que l'orthographe, qui est la première science de l'enfance, semble combinée tout exprès pour fausser l'esprit et retirer à l'enfant la confiance dans la force logique de l'intelligence. Il est révoltant — quand on songe à l'origine de telle ou telle chinoiserie de notre orthographe — de penser qu'un enfant, parce qu'il n'a pas une bonne mémoire visuelle, se verra compter des fautes, dans ses dictées, peut-être même échouera à son certificat d'études, pour ne pas trouver évident que la *jôle* doit s'écrire *geôle*, alors qu'on dit *enjôler*...

Il est vrai que, le plus souvent, il ne fera pas de faute dans des mots de ce genre. Mais alors c'est que son maître aura fait, lui, des fautes de prononciation ! C'est, en effet, un des résultats les plus irritants et les plus nocifs des graphies à lettres superflues de ruiner progressivement la prononciation *traditionnelle* de notre langage. Et c'est à quoi devraient bien penser les défenseurs de la tradition : le français, tant qu'on l'a peu lu, et seulement dans des classes sociales lettrées, a pu conserver sa prononciation, qui formait le plus substantiel de son individualité (car enfin, le langage est d'abord parlé). On disait *Ugène*, malgré la graphie *Eugène*, comme nous disons *umes*, malgré *eûmes* ; on disait *empereu*, *menteu*, malgré l'*r*, comme on dit encore *boueu* (sauf les semi-lettrés qui se figurent que *boueur* est plus distingué) ; on disait *out*, et non *a-oût* (« avant l'août, foi d'animal ») ; on disait *ajuger*, *avenir*, *ajudication*, *ajudant*, sans se soucier du *d*, invention latino-basochienne.

Aujourd'hui, cette résistance n'est plus possible. L'orthographe vicieuse est en train, avec l'école primaire, et la culture linguistique insuffisante de la majorité des instituteurs, de défigurer positivement la prononciation française et de lui donner une âpreté consonantique tout à fait contraire à son tempérament (qu'on songe à la prononciation traditionnelle de *mars*, *avril*, *fil*). Il y a, à l'heure actuelle, des gens très distingués qui disent des *mœurss* (à quand les *fleurss*, les *œourss* ?) ; on entend couramment *dompter* et même *comptabilité*, et aussi *gé-ôle* et *ge-ôlier*. Enfin, il y a des Français à qui l'orthographe interdit de connaître leur nom véritable, comme les *Lefébure* (où

l'*u* n'est qu'un *v*); comme les *Texier*, qui croient s'appeler *Tek-sier*, alors que leur nom est *Tessier*, ancienne forme de tisserand.

L'exercice de la dictée, dans les écoles, devient un dressage systématique à la prononciation vicieuse, car les maîtres, dans leur souci naturel de faire écrire les mots suivant l'usage, s'efforcent d'en marquer à l'oreille le relief scriptural, prononcent avec soin les doubles consonnes, ou des lettres qui ne sont là que pour la vue. Ils ne se doutent guère que, dans leur zèle orthographique, ils suivent le conseil d'un ennemi juré de la réforme de Meigret, Guillaume des Autels, qui soutenait qu'on doit régler la prononciation sur l'écriture et non l'inverse, car, disait-il, la graphie vient des doctes et la prononciation « des idiots et indoctes »; et il concluait qu'il faut prononcer « tout ce qui est escript ». (A quoi Meigret ripostait : « Mais alors, le peintre devra-t-il corriger son modèle vivant ? »)

La tradition, certes, doit être défendue; mais c'est celle qui, en ne déformant pas la prononciation du français, ne fait pas, de maint vers classique, une énigme pour le petit Français, et ne le fait pas rire bêtement de nos prononciations paysannes, qu'il prend pour des déformations, alors qu'elles sont simplement des manières de dire non contaminées par l'écriture.

Mais la vraie raison qui dresse périodiquement contre la réforme orthographique les champions de la tradition n'est pas une tradition linguistique, c'est une tradition plus ancienne et pourtant des moins vénérables. C'est celle qu'avouait ingénument Théodore de Bèze, quand il dit, dans son *Traité de la Prononciation française*, qu'il importe avant tout de garder une orthographe compliquée parce que de l'avoir apprise est un titre de distinction sociale : « Il faut qu'il y ait quelque différence entre la manière d'écrire des gens doctes et des gens mécaniques : car serait-ce raison qu'un artisan qui ne saura que lire et écrire, encore assez maladroitement, et qui n'en entend ni la raison ni la congruité, soit estimé aussi bien écrire, comme nous qui l'avons par étude, par règle et par exercice ? »

Nous y voilà ! Les raisons de 1904, ce sont les raisons de 1584. Il s'agit de maintenir les gens mécaniques dans le sentiment de leur infériorité sociale. La bonne orthographe c'est, dans le plan occidental, les vingt centimètres d'ongle poussés aux doigts des mandarins d'hier. Et c'est, tout justement, pourquoi il n'en faut plus. Ce n'est pas qu'il convienne de flatter les intelligences engourdies en leur faisant croire quelles valent les intelligences alertes. Mais il importe que les inégalités intellectuelles jouent sur un terrain solide. Personne ne songerait à supprimer de l'enseignement des mathématiques certains théorèmes sous prétexte que leur présence humilie ceux qui ne peuvent les comprendre. Pour l'orthographe, c'est tout à fait différent, car la supériorité est frelatée. L'orthographe, en dépit d'une citation comique, tirée du *Journal Officiel* du 9 octobre 1938¹, n'exerce pas l'intelligence, et même peut être acquise par les intelligences les

1. « L'orthographe est un auxiliaire précieux de l'intelligence » (*J. O.* du 9 octobre 1938, p. 102, col. 3).

plus obscures. Il faut simplement du temps et de la pratique pour en acquérir la maîtrise. Or, il est clair que toute la partie de la population française qui s'adonne, dès la sortie de l'école, à des tâches surtout manuelles, qu'il s'agisse de l'atelier, de la boutique ou des champs, doit nécessairement oublier en partie les chinoiseries orthographiques que ne soutient aucune armature logique. Ceux qui mettent « bien » l'orthographe, ce sont ceux qui ont eu le temps, c'est-à-dire l'argent, nécessaire pour l'acquérir, la consolider et la conserver par la pratique. C'est un insigne de pseudo-valeur sociale. On comprend pourquoi certains s'y cramponnent : c'est le plus clair de leur bien intellectuel. Songez combien il est agréable pour ce sot, ou cette sottise, qui reçoit un devis ou une facture du plombier, de pouvoir sourire de ses fautes d'orthographe. Combien cela consolide la bonne opinion qu'ont d'eux-mêmes un maître, une maîtresse, de savoir que la bonne, la cuisinière, le valet de chambre s'empêtrèrent dans l'écriture de mots inhabituels.

Il est bon, socialement, que les esprits les plus vulgaires et les moins doués aient le respect des esprits aptes au savoir supérieur dont, après tout, ils profitent et qui est un trésor national et humain. Il est immoral que ce respect s'adresse à un savoir apparent, de valeur intellectuelle inexistante.

La simplification orthographique est utile pour que les écoliers passent moins de temps à l'acquisition d'un savoir qui est tout le contraire d'un « auxiliaire précieux de l'intelligence », au moins sous sa forme actuelle; elle est indispensable pour qu'ils ne s'abrutissent pas sur des règles qui exercent leurs esprits au rebours de la logique et du bon sens; pour que la langue française soit rendue plus accessible aux étrangers; enfin pour que les complications gratuites de l'écriture ne fassent pas de l'orthographe française une manière de privilège pseudo-aristocratique aussi injuste que ridicule.

L'idée que la réforme serait un abaissement du niveau du savoir scolaire d'inspiration démagogique ne peut se soutenir un instant, dès qu'on voit qu'il s'agit, en fait, d'assainir l'orthographe, de la redresser, non de la mutiler.

Rendre le plus de Français possible capables de représenter de façon simple, correcte, cohérente, les sons de la langue qu'ils parlent, est un projet qui, bien compris, ne devrait plus trouver d'adversaires. Ne faut-il pas, comme le disait Honorat Rambaud, maître d'école à Marseille — qui proposait, au commencement du XVIII^e siècle, une refonte totale de l'orthographe — que tous, « iusques aux laboureurs, bergiers et porchiers », soient en mesure de lire et écrire aisément, « puis que tous en ont besoin » ? Et c'était aussi un but social que poursuivait le P. Gilles Vaudelin, dans sa *Nouvelle manière d'écrire comme on parle en France* (1715), qui avait composé un catéchisme suivant son orthographe simplifiée, « pour faciliter au peuple la science du salut ».

*
**

J'ai lu, il y a quelques mois, le titre d'une causerie radiophonique

dont le titre était « Les grands malades de l'orthographe ». Le conférencier ne semblait pas se douter que le premier, le grand malade, ici, c'est l'orthographe. C'est elle qu'il faut guérir d'abord et non ceux qui résistent instinctivement à ses imbéciles décrets.

« L'orthographe française, écrivait un maître de la linguistique, le professeur J. Vendryès, est un système conventionnel établi de toutes pièces, par la volonté de quelques savantasses. Ce qu'une convention a fait, une convention peut le détruire. Ce n'est pas porter atteinte à la langue que de corriger son orthographe, c'est la débarrasser d'un mal qui la ronge » (*Le Langage*, p. 397).

Notre orthographe actuelle est, dans certaines de ses parties, monstrueuse; elle est laide, elle est nocive : elle détruit progressivement la tradition de notre langage parlé. Ses excroissances tératologiques doivent être excisées au plus vite, et au plus près.

OLIVIER LEROY.

LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENEVE

Le thème débattu à Genève en septembre dernier était : la situation et plus profondément la signification même de l'art contemporain. Il était permis d'espérer que l'espèce d'embouteillage créé systématiquement par les orateurs marxistes au cours des entretiens de l'année précédente ne se produirait pas cette fois. Malgré quelques interventions comme celle du Belge Claassens, l'événement a, dans l'ensemble, confirmé cet espoir. M. Elio Vittorini, en qui certains auditeurs mal renseignés s'attendaient à trouver un porte-parole de l'orthodoxie marxiste, s'est révélé au contraire essentiellement non conformiste, et cela bien qu'il ait pris soin, d'autre part, d'insister sur la fidélité qui le lie au « parti ouvrier », et sur le fait qu'il pourrait être éventuellement amené à lui sacrifier temporairement une indépendance spirituelle qu'il a cependant souci de sauvegarder le plus complètement possible. M. Vittorini, qui est certainement à tous égards une des personnalités les plus sympathiques parmi toutes celles qui ont participé aux Rencontres de 1948, se trouve ainsi dans une situation extraordinairement difficile et paradoxale qui risque fort d'entraîner pour lui, à un moment donné, les conséquences les plus douloureuses. Il était psychologiquement intéressant de comparer la conférence de M. Vittorini, prononcée dans un français d'ailleurs un peu hésitant, à celle que fit M. Charles Morgan sur le même sujet, mais dans sa langue natale — quoi qu'il eût montré dans son préambule en français qu'il maîtrisait parfaitement notre langue. M. Charles Morgan apportait, en somme, une sorte de charte des libertés de l'écrivain. Il est bien certain que, au temps où nous vivons, une profession de foi aussi ferme prend une valeur réconfortante. Mais il est également manifeste que sa portée est moindre dans un pays tel que l'Angleterre, où les menaces qui pèsent dans la plus grande partie de l'Europe continentale sur la liberté de pensée sont encore pour ainsi dire inexistantes. Observons d'ailleurs que personne, même parmi les orateurs à tendance marxiste — je songe en particulier à Jean Cassou —, n'a défendu le dirigisme en littérature. Au surplus, on se rendait bien compte, en entendant la conférence du directeur du Musée d'art moderne, que celui-ci reste au fond de lui-même un individualiste impénitent et presque anarchisant, placé par un concours de circonstances tout à fait paradoxales dans un milieu où tout converge vers une dictature

étatique. Je serais d'ailleurs bien en peine de dire jusqu'à quel point M. Jean Cassou a lui-même conscience et souffre de cette contradiction.

Il est du reste apparu assez rapidement, et surtout peut-être grâce aux remarques très lucides de M. Thierry-Maulnier, que le problème le plus difficile, le plus irritant, ne porte nullement sur l'opposition qui peut exister entre un artiste nécessairement révolutionnaire et une société fatalement conservatrice. Que cette opposition ait existé dans un certain nombre de cas, d'ailleurs très différents les uns des autres et peut-être même irréductibles, nul ne songera à le contester. Mais il semble bien que cette opposition, qui d'ailleurs historiquement n'a jamais été universalisable, ait été relative à une certaine phase du développement historique, voire à une certaine société donnée. J'ai d'ailleurs personnellement insisté à maintes reprises, au cours des entretiens de Genève, sur le caractère extrêmement équivoque du terme de société, auquel il y aurait lieu bien souvent de substituer celui de public. M. Louis Hauteœur, dont les interventions ont toujours été extrêmement utiles et précises, a fortement appuyé dans le même sens. Encore faudrait-il ajouter qu'il n'y a pas le public, mais un public ou des publics. Comme l'a fait observer très opportunément M. Thierry-Maulnier, à l'heure actuelle, ce qu'on appelle la société, et qui n'est d'ailleurs pas le grand public mais qui correspond à une certaine ploutocratie financière, est disposé par principe à soutenir les artistes ou les écrivains dits révolutionnaires et se désintéresse au contraire totalement des écrivains ou des artistes académiques. Dans ces zones, c'est donc l'extrémisme ou même le scandale qui rapporte. Les raisons de ce fait paradoxal sont multiples. M. Thierry-Maulnier pense qu'une société qui se sent menacée espère par là prendre certains gages, s'assurer des sympathies ou tout au moins des indulgences chez ceux qui pourraient devenir pour elle de dangereux adversaires. Je serais tenté, pour ma part, de croire qu'il s'agit dans bien des cas d'un phénomène de masochisme social, et en particulier qu'un certain nombre de bourgeois de la jeune génération éprouvent une satisfaction en quelque sorte sadique à voir bafouer de toutes les façons les principes qu'on a jadis cherché à leur inculquer, souvent d'ailleurs de la façon la plus maladroite, et contre lesquels ils sont au fond d'eux-mêmes littéralement retournés.

M. Thierry-Maulnier a, d'autre part, mis l'accent sur ce fait paradoxal que c'est au moment même où l'art a recueilli une part infiniment plus considérable que par le passé du patrimoine accumulé par les civilisations les plus différentes que les artistes semblent avoir été saisis d'une angoisse de plus en plus générale et de plus en plus profonde quant à la durée même de l'œuvre d'art. Ainsi a été mis en lumière un problème sans doute beaucoup plus important que celui du rapport entre l'artiste et la société, le problème des relations entre l'art et l'historicité. L'auteur de *Violence et Conscience* a marqué la préoccupation de rétablir ou de retrouver des valeurs supra-historiques, mais, dans l'entretien d'ailleurs fort intéressant qui a suivi sa conférence, il n'a pas été possible d'apercevoir exacte-

ment ce qu'étaient ces valeurs ou plutôt les assises métaphysiques sur lesquelles il entendait les faire reposer.

En réalité, c'est ce problème métaphysique qui est venu de plus en plus nettement au premier plan soit à la lumière du très bel exposé qu'a fait M. Ernest Ansermet sur la situation de l'art musical, soit, après l'intéressante conférence de M. Max-Pol Fouchet, sur la signification de l'art contemporain, soit après les importants développements que M. Adolphe Portmann, professeur à l'Université de Bâle, a consacrés aux rapports de l'art et de la vie. Il est apparu de plus en plus clairement qu'une recherche doctrinale portant sur l'essence de l'art, ou, si l'on veut, de la fonction esthétique, aurait dû précéder toutes ces discussions qui se sont souvent poursuivies dans une extrême confusion. Un assez grand nombre d'orateurs, tout au moins parmi les champions de l'art contemporain, semblaient admettre pour ainsi dire sans discussion que l'art est un mode du *connaître*, alors que d'autres, parmi lesquels je m'inscrirai sans hésitation, estiment que l'art est essentiellement un *faire*, et qu'il y a plutôt lieu de se demander sur quel mode d'expérience pré-cognitive ce *faire* peut reposer. Il aurait fallu aussi se demander jusqu'à quel point il est encore possible aujourd'hui de parler de l'*art* et non pas simplement *des arts*. Au cours de ces entretiens, il n'a pour ainsi dire pas été question d'architecture ou de sculpture; sauf dans une partie de ma propre conférence, il n'a rien été dit du théâtre, ni du roman. On a surtout parlé de peinture et de poésie, en insistant principalement sur l'articulation de ces deux arts chez les surréalistes. Mais on n'accède par là qu'à une vue tout à fait partielle et peut-être absolument trompeuse.

Enfin, si M. Thierry-Maulnier a eu le mérite de déclarer, au cours d'un entretien, que le terrain de rencontre est perdu, cette phrase étant prise dans son sens le plus général, il ne me semble pas qu'on soit arrivé, ne serait-ce que sur un plan uniquement historique, à s'expliquer comment cette perte a pu se consommer et quelle est au juste la signification spirituelle qu'il faut attacher à ce fait évidemment capital. Dans ma propre conférence, qui portait sur les conditions d'un renouveau en art, j'ai d'abord cherché à montrer l'illusion profondément pernicieuse qui dans ce domaine accompagne presque toujours la recherche de la nouveauté pour elle-même, surtout lorsqu'elle est considérée du point de vue des non-créateurs, disons des bénéficiaires. Mais, après tout, le créateur lui-même participe au monde des non-créateurs, au monde des bénéficiaires, et il risque par conséquent d'être à son tour infecté par cette illusion elle-même, il risque de méconnaître l'opposition qu'il ne faut pas se lasser de maintenir entre ce qui est *original* et ce qui est *originel*. J'ai, d'autre part, posé en principe que le discrédit, d'ailleurs inévitable et même si l'on veut justifié, qui s'attache aujourd'hui à l'idée d'un art populaire, d'une littérature populaire est au fond lié à une situation essentiellement malsaine. Un lien rompu doit être à tout prix recréé, mais, pour ma part, je suis convaincu qu'il ne peut pas l'être au niveau des masses. Il n'y a pas, il ne peut pas, il ne doit pas y avoir d'art pour les masses, car l'état de masse est un état

déchu. Ici comme ailleurs — et sur ce point je suis heureux de m'accorder avec M. Herbert Read qui a parlé exactement dans le même sens — il faut reconstituer de petites communautés réelles et vivantes, des sociétés libres et intimes, et qui, ajouterai-je, ne doivent à aucun prix être des chapelles, mais doivent au contraire être ouvertes les unes aux autres. Cette circulation, cette respiration doivent être ménagées à tout prix; les conditions de l'art et celles de la vie ne sont pas au fond réellement différentes, quoi qu'ait pu faire penser un hermétisme dont les responsabilités dans l'état de choses actuel sont certainement très lourdes. M. Max-Pol Fouchet, exaltant dans sa conférence un prométhéisme d'origine selon lui blakien, et dont André Breton paraît être pour lui actuellement le représentant le plus authentique, n'a pas dissimulé son embarras — et je lui ai su, pour ma part, un gré très vif de cette sincérité — lorsque je lui ai fait observer que l'inspiration libératrice sur laquelle repose, semble-t-il, son plus grand espoir, s'exerce dans les conditions « cellulaires », et qu'un prométhéisme digne de ce nom ne peut au contraire être pensé que sur des bases infiniment plus larges, par conséquent méta-cellulaires.

Quelles que soient les apories auxquelles nous nous sommes si souvent heurtés, je ne pense pas du tout, pour ma part, que ces entretiens aient été vains; ils ont permis à tout le monde de mieux voir comment ils devraient être repris, et ils nous ont en même temps fourni l'occasion d'apprécier la pénétration, la lucidité d'un certain nombre de jeunes critiques, au premier rang desquels je mettrais volontiers M. Marcel Raymond, qui a trop peu parlé, M. Gaëtan Picon, dont les interventions ont été remarquables, et aussi le jeune directeur de la revue allemande *Merkur*.

Les Éditions de la Baconnière publieront prochainement les conférences et l'essentiel des interventions. Il sera possible à cette occasion de revenir plus longuement sur ces intéressants débats.

GABRIEL MARCEL.

L'ABDICATION DES PHILOSOPHES

Au sujet du X^e Congrès International de Philosophie

Vers la fin de cette grande rencontre, quelques participants, qui avaient à rendre compte de leur voyage dans des revues ou des journaux, se réunirent dans une des salles de la vieille Université amstello-damoise. Notre projet paraissait modeste : échanger rapidement des informations, en renonçant à tout débat et à tout jugement de valeur. En fait, plus de deux heures se passèrent à faire défiler, sous la présidence très « efficiente » du P. Bochensky, quelque trois cents communications réparties en vingt et une sections, sans que nous ayons su renoncer à de rapides appréciations dialoguées.

Et debout, sur le pas de la porte, nous tirâmes quelques conclusions que je voudrais placer en tête de ces notes. 1° Sur le terrain des idées, la simple information compréhensive, distincte de toute critique, est plus difficile mais aussi plus nécessaire que partout ailleurs; 2° Pour y parvenir, il ne suffit pas de voir : il faut savoir. Si, dès le début du Congrès, nous avions mieux connu ses membres, tant français qu'étrangers, nous aurions, dans la foule des communications et des conversations, choisi autrement, jugé différemment; 3° L'effort d'observation objective et d'interprétation prudente ne saurait qu'ajourner et non annuler notre devoir de critique. Aussi nous proposons-nous de dissocier ces trois tâches dans notre « relation » et surtout de n'en négliger aucune.

*
* *

La difficulté de s'orienter dans un Congrès international de philosophie doit toujours être assez grande pour un novice. Mais, cette fois, les habitués eux-mêmes manifestèrent quelque embarras. Plus d'un penseur de grand nom apparut comme perdu dans l'animation des couloirs, ne sachant visiblement ni comment ni avec qui communiquer.

C'est que le choix de la Hollande comme lieu du dixième Congrès international fut fait à Paris, lors du Congrès « Descartes », en 1937. Depuis, se sont écoulées, non pas quatre, mais onze années. Or, en 1948, beaucoup de participants d'alors manquent à l'appel. Celui-là

même qui devait présider à nos travaux, le philosophe hollandais Leo Polak, a disparu dans un camp de concentration. Par ailleurs, des jeunes ou des hommes, occupés auparavant à d'autres tâches, se sont engagés depuis dans la recherche philosophique. On ne les a pas vus « venir » et on s'étonne aujourd'hui de ne pas les connaître.

Nous en étions ainsi réduits à suivre l'appel de quelques noms célèbres ou de nous en tenir aux renseignements fournis par la dénomination d'une section ou le titre d'une communication. Rares furent sans doute les membres studieux qui avaient lu d'avance le résumé imprimé de toutes les communications, surtout de celles annoncées par des inconnus nés d'hier à la philosophie. La chose n'était simple que pour les séances plénières du matin où il ne se présentait pas de choix.

Parlons cependant d'abord des « sections ». Siégeant jusqu'à onze à la fois, elles ont en effet accompli le plus grand travail. Mais de l'une à l'autre et souvent dans la même section d'un jour à l'autre, l'atmosphère était si différente que ces seules variations pourraient déjà renseigner utilement sur le climat tant des milieux philosophiques que de notre époque. Certaines, telle la section de sociologie, menaient ainsi une existence bien effacée avec son auditoire d'une trentaine de personnes, alors que d'autres, comme les sections réservées à la théorie des valeurs et à l'éthique, débordaient presque les murs de leurs salles.

Toutefois, les deux sections auxquelles on aurait, d'après le programme, attribué volontiers le rôle de vedettes : les « Entretiens de l'Unesco » et les travaux consacrés au thème central du Congrès : « Homme, humanité et humanisme », n'ont pas toujours tenu la première place. Ce n'est guère anticiper sur notre partie critique que de constater qu'il n'y a eu ni de véritables « entretiens » à l'Unesco, ni non plus un effort commun de recherche autour du thème central. Ce fut sans doute dans les sections les plus proches de la science que l'on travaillait de la façon la plus stable en équipe : aux sections de logistique et de philosophie mathématique. (Indice marquant de l'efficacité de leurs discussions : la rapide élimination des indésirables non-initiés.) A un degré moindre, on peut en dire autant de réunions consacrées à la philosophie de la nature et aux diverses parties de l'histoire de la philosophie. La section de métaphysique, en revanche, fut une entreprise surtout ecclésiastique, travaillant pour une nombreuse clientèle.

Si on met encore à part la section de philosophie du droit où la présence de certains penseurs français, tels que M. Madinier et M. Husson, avait établi une stabilité productive, il faut dire de l'ensemble des autres groupes qu'ils n'existaient qu'en fonction des différents orateurs qui, par leur nom et parfois le choix de leur sujet, surent retenir autour d'eux une partie notable des congressistes. Qu'il en ait été ainsi pour M. Gonsseth, lord Russell, lord Samuel, le Pandit Nehru (cousin du premier ministre) n'étonnera personne. Mais les penseurs de langue française, tels MM. Dupréel, Berger, Jankélévitch, Nédoncelle, Forest, Polin, Guitton, firent eux aussi salle pleine sans, par ailleurs, jamais décevoir. Les uns et les autres ont-ils surpris,

remué, transformé la réflexion de leurs auditeurs ? C'est une autre question sur laquelle nous reviendrons.

On attendait d'ailleurs (bien à tort) les exposés décisifs non pas dans les sections, mais au cours des séances plénières qui, le matin, dans la solennité « sonorisée » de l' « aula » réunissaient l'ensemble des congressistes. Nous y écoutions le premier jour le *Concerto en ré mineur* de Bach dirigé par Mengelberg, au cours duquel le président du Congrès, M. Pos, s'employa à caser, entre les trois « mouvements » du développement musical, les deux parties de son discours inaugural. Au nom des congressistes et en tant que délégué de la Sorbonne et de l'Institut de France, M. Le Senne lui répondit. Une semaine plus tard, le discours de clôture, d'une musicalité plus moderne, tendait à harmoniser certaines dissonances dont, en particulier, une déclaration de la délégation italienne qui, en désaccord avec la présidence, avait décidé de se retirer.

Entre ces deux séances d'apparat, la grande salle fut le lieu d'un certain nombre de communications d'une heure qui presque toutes ont attiré un auditoire nombreux. Mais ce qui, dans leur succession, frappait, ce n'était pas tant la variété des personnalités qu'un certain équilibre des tendances, voulu sans doute par les organisateurs. Le plus clair du temps disponible avait été ainsi partagé presque à égalité entre les tenants du marxisme, de la pensée d'inspiration chrétienne, et du « rationalisme scientifique ». Une communication à la fois toute personnelle et simplement humaine comme celle de M. Raymond Bayer prit une valeur d'exception.

Mais il convient de parler ici d'une façon plus générale des courants de pensée anciens et surtout nouveaux dont on attendait la manifestation au Congrès. Si, exceptionnellement, on veut mettre sur le même plan toutes sortes d'écoles constituées, il faudrait, à côté de nombreuses communications d'inspiration chrétienne, noter le rôle important des marxistes tels qu'Antonio Banfi, de Milan (autrefois existentialiste), MM. Kolman et Rieger, de Prague, le grand intérêt suscité par la pensée hindoue, enfin la forte présence de l' « école dialectique » formée autour de M. Gonseth. La communication d'un penseur se rattachant à cette école, M. Bernays, de Zürich, a été parmi les mieux appréciées du Congrès.

Pourtant, s'il m'était permis de paraphraser un remarquable exposé de Mlle Vial, je dirais qu'il y a des absences plus fortement ressenties que les présences. C'était le cas du courant existentialiste. Un assez grand nombre de communications furent, il est vrai, consacrées à des thèmes existentiels. Et, en cette matière, l'exceptionnelle compétence de M. de Walhaens s'est constamment affirmée. Mais des grands chefs de file de l'existentialisme, aucun ne parut, et aucune des séances plénières ne fut l'expression de ce courant contemporain. De son côté (mais pour des raisons sans doutes différentes), le pragmatisme anglo-saxon, hormis un message du vénérable Dewey, n'a pas joué un rôle prépondérant.

La place ainsi laissée vacante par les philosophies consacrées a-t-elle été occupée par des courants authentiquement neufs et des perspectives inédites ? On ne pouvait que difficilement s'en rendre compte.

Le renouvellement de la philosophie doit, semble-t-il, s'opérer d'une part en fonction d'une situation humaine transformée par l'histoire et le travail humain, d'autre part grâce à l'intervention de personnalités jeunes. Or, les changements historiques, scientifiques et technique de ces derniers temps n'ont tenu qu'une place modeste dans le travail proprement philosophique du congrès. Et, par esprit de sérieux sans doute, les jeunes philosophes n'ont entrepris rien de spectaculaire qui aurait rendu détectable leur rayonnement.

*
* *

Cette simple relation a déjà sans doute rendu sensible au lecteur la proximité d'un jugement de valeur. Il faut cependant faire, avant la critique des faits, la critique de l'attente.

L'espérance d'assister à des événements intellectuels paraissait, il est vrai, parfaitement fondée. A un congrès international de philosophie, les grands penseurs contemporains s'attaquent ensemble aux grands problèmes. Ne doit-il pas en résulter des conclusions décisives ? Ou du moins une manifestation synthétique de la philosophie actuelle, permettant d'anticiper sur ce que sera la philosophie de demain ?

A la réalisation de tels espoirs s'opposent déjà des obstacles techniques qui sont pourtant les moins graves. Il n'est certes pas facile d'atteindre et de réunir les philosophes des cinq continents. Mais les vraies difficultés ne se manifestent qu'au moment même de leur rencontre. C'est alors qu'on s'aperçoit qu'il y a une sorte d'hiatus métaphysique entre l'esprit philosophique et les exigences d'un Congrès.

D'abord, au point de vue psychologique et sociologique. Les philosophes ne sont guère faits pour vivre et travailler en commun ; ne serait-ce que pour la durée d'une semaine. En suivant l'exposé de leurs thèses, leurs interventions dans les débats et leurs efforts de prise de contact, l'observateur attentif pouvait entreprendre toute une étude des phénomènes de désadaptation. Mille petits signes rendaient tangible l'immense difficulté, l'improbabilité de principe qui empêche l'expérience du penseur de s'exprimer dans une communication orale destinée à ses pairs, et d'être effectivement reçue par eux. On rencontre certes dans les Congrès d'excellents pédagogues, de brillants conférenciers et d'aimables causeurs. Mais ces dons ne se manifestent pas souvent en fonction des qualités philosophiques. Et lorsque certains s'efforcent de les acquérir, il en résulte une conduite artificielle qui masque et déforme leur personnalité au lieu de la rendre accessible.

Aussi les participants à de telles rencontres se sentent-ils peu à peu envahis par un sentiment d'absurdité et de malaise. Après tant de formules inadéquates, de malentendus gratuits et de dialogues « joués », on n'est pas arrivé à dialoguer avec la pensée des autres ni même à monologuer sur la sienne propre. On éprouve au contraire le risque de perdre contact avec soi-même et avec l'authenticité des problèmes. Or, dans cet échec, la maladresse, la susceptibilité ou la

déformation professionnelle n'ont qu'une part très faible. La nature même des problèmes enferme les chercheurs dans une solitude qui certes ne constitue pas un isolement définitif mais impose des conditions particulières de communication.

Là réside la signification non seulement philosophique, mais sociale et humaine de l'inévitable insuffisance des Congrès de philosophie. Elle exprime la tragique incompatibilité entre les vérités de l'esprit et leur mise en valeur, leur prise en charge par une pluralité d'hommes. En matière de technique et de science, on peut voir, faire voir, discuter et collaborer. Mais, dès qu'on pénètre sur le terrain des réalités humaines et spirituelles, tous les « passages » menant du réel à l'expérience, de l'expérience à la conscience, de là à l'expression, à la communication et à l'application, paraissent incertains, utopiques, inconciliables. En cela même qu'elles sont incapables de nous informer valablement sur l'état de la pensée contemporaine, des rencontres comme celle d'Amsterdam nous font donc connaître un aspect fondamental de la condition humaine.

*
**

Après une aussi radicale critique des espoirs, il ne semble plus rester de place pour un jugement sur les réalisations. Cependant, si, en tant que communauté, les philosophes réunis à Amsterdam ne pouvaient espérer de grandes réussites, en tant que penseurs indépendants, leur devoir n'en était pas moins d'entreprendre et de persévérer. Or, ils se sont au contraire dérobés en grande majorité à toute question inquiétante. Ce fut, s'il est permis d'employer une expression qui se « dessine » très mal, le « Congrès des positions acquises ». Chrétiens et athéistes, idéalistes et marxistes, scientifiques et métaphysiciens confrontaient leurs manuels d'apologétique, le plus souvent d'après les éditions assez anciennes.

Toutefois, sous des apparences de discussion et souvent de dispute, se manifestait une remarquable unité de comportement : tout contact avec les incertitudes philosophiques de l'heure a été efficacement évité. On aurait tort, cependant, d'attribuer ce refus à un traditionalisme intellectuel (qui, à notre sens, aurait ses excuses et même ses raisons). Les « aphasies amstellodamoises » dénotent au contraire une appartenance intime à notre époque et une saisie exacte de ses aspirations. Il n'est plus de philosophe en effet qui ne le sente : que nos tourments soient exprimés par la pensée et la littérature existentielles ou par les tensions internes du marxisme ou simplement par l'état présent de la science, de la technique et de la vie sociale, ils font naître en nous un seul et même besoin impérieux : celui de nous interroger sur nous-mêmes, sur l'authenticité et les caractères spécifiques de la liberté humaine. Cependant, éprouver un besoin ne signifie pas encore l'accepter. Et, ici, toute une éducation s'oppose à une telle reconnaissance. La philosophie d'hier, qu'elle fût métaphysique ou scientiste, idéaliste ou marxiste, n'a pas connu de plus grand souci, ni de meilleur succès que l'abandon, la mise à l'index de cette dan-

gereuse prétention d'identifier l'homme. Que faire donc aujourd'hui, alors qu'en fonction même du devenir scientifique et social, elle est devenue irrécusable, à tel point que seule la rupture avec notre époque et le renoncement à la recherche puissent nous y soustraire ?

De cette alternative (ou plus exactement de sa solution négative) le dixième Congrès international fut la vivante illustration. Et c'est la plus grave critique qu'on doit lui faire. Avec une unanimité que seule la participation inconsciente à un « complexe » collectif peut expliquer, les penseurs réunis à Amsterdam ont su accueillir toutes les doctrines, entrer dans tous les débats, sans pour cela prendre contact avec leurs incertitudes vécues. Cette « phobie » donne leur dénominateur commun aux discussions acerbes autour d'un marxisme « officiellement » représenté, mais en retard de trente ans sur l'état actuel de cette doctrine; aux études d'exégèse sur un existentialisme considéré comme déjà historique en l'absence de ses meilleurs représentants contemporains; et aussi à bon nombre de communications d'inspiration chrétienne qui tenaient du sermon bien plus que de la recherche.

La ligne de démarcation ainsi tracée et respectée isole le domaine des problèmes actuellement sentis comme décisifs. Or, ce n'est qu'à partir de ce qui, dans leur époque, émeut et inquiète les penseurs et tous les hommes lucides, que l'histoire des idées et l'ensemble de la philosophie deviennent accessibles.

Pas plus qu'aux précédents Congrès, on ne pouvait demander raisonnablement à celui d'Amsterdam de refléter ou de développer par l'ensemble de ses travaux l'état actuel des questions philosophiques. Mais que, par la somme de ses abstentions, il y soit tout de même parvenu, voilà ce qu'on ne saurait lui pardonner.

GEORGES HAHN.

THEATRE

Il faut remercier la troupe du Théâtre de Lausanne d'avoir donné au Théâtre Marigny cet *Othello* que nous avons si rarement l'occasion de voir à la scène. Reconnaissons aussi le soin avec lequel le spectacle a été présenté. Enfin, il était bon que Paris connaisse M. Léopold Biberti, que M. Aimé Clariond appelle « le dernier tragédien vivant ». Sans aucun doute, M. Biberti est un tragédien, mais un tragédien qui s'est trompé. Son *Othello* n'a rien du guerrier qui tombe si facilement dans les pièges de Iago, justement parce qu'il est un honnête militaire, au cœur simple, à l'intelligence candide. Dans sa tunique blanche flottante, M. Biberti nous présente un Oriental serpentin, dévoré de complexes, avec une gestulation de prestidigitateur. Beaucoup plus justes sont le Iago de M. Clariond et la Desdémone d'Eléonore Hirt.

La Comédie infernale n'est pas la comédie endiablée que nous attendions de l'auteur de *La Comédie du Bonheur*. M. Nicolas Evreinoff est un auteur et metteur en scène qui a des idées. Dante et Virgile se retrouvent sur la scène du Casino Montparnasse pour visiter le nouvel enfer que représentent « les paradis artificiels des modernes », un enfer sans grandeur diabolique, sans damnés de haut style. De là la possibilité d'unir à des sketches de comédie ces divertissements de music-hall qui pourraient remplacer les ballets et parades de farce. Remarquons aussi une situation originale : le dernier acte se joue entre deux morceaux de poumon, au-dessous du cœur, le fond de la scène étant occupé par un fragment illuminé de la colonne vertébrale : là, le moi raisonnable et le moi affectif engagent une lutte à mort, jusqu'à cette mort qui va libérer le moi subconscient, la partie éternelle de l'homme. Il vaut mieux ne pas encourager ce genre de matérialisation, du moins faut-il avouer qu'elle produit un certain effet.

Ceci dit, M. Evreinoff s'est d'abord trompé de sujet : la satire porte non sur le temps présent, mais sur l'homme de demain. Or, il semble que l'enfer du monde actuel eût été bien plus émouvant que celui où la fécondation artificielle doit instaurer la tyrannie féminine. En outre, ce genre de comédie exige un esprit de finesse qui se manifeste non seulement dans l'invention des situations, mais dans la rapidité du trait : là où il faudrait indiquer, effleurant, *La Comédie infernale* appuie, grossit, insiste. Nous sommes trop souvent loin de cette *Comédie du Bonheur*, si drôle et si légère.

La Comédie-Française reprend *La Reine morte*, salle du Luxembourg. Devant cette œuvre admirable, il faut ou écrire plusieurs pages, ou dire : allez voir et revoir.

HENRI GOUHIER.

LA PERSECUTION RELIGIEUSE AU CINEMA

The Fugitive (Dieu est mort!)

Le cinéma mexicain a été révélé en France par *Maria Candelaria*, présenté au Festival de Cannes en 1946. L'extraordinaire qualité de la photographie de Gabriel Figueroa avait suscité une admiration qui ne s'est pas démentie, puisque ce grand opérateur a enlevé depuis cinq Grands Prix dans les Festivals internationaux. *Maria Candelaria* était un film typiquement mexicain par son cadre, son interprétation et son sujet. Il nous révélait l'étonnant exotisme des paysages de marais et de rivières et le style original des monuments mexicains. Il se déroulait dans un village de paysans indiens aux prises avec les commerçants qui les exploitent. *Enamorada*, le second film mexicain qui ait été présenté en France, faisait appel à un autre aspect de la tradition mexicaine. Il tirait son sujet d'un épisode de la révolution de 1934 qui a bouleversé le Mexique et dont le caractère social semble avoir été dominé par l'importance de la question religieuse.

C'est au Mexique que le réalisateur soviétique Eisenstein avait entrepris un immense film pour lequel il tourna soixante mille mètres de pellicule (un film ordinaire en compte deux à trois mille), sans que jamais le film ait été présenté dans son ensemble. Les extraits qu'on a pu en voir (*Tonnerre sur le Mexique*) étaient étonnants par leurs qualités plastiques, comme le furent ensuite les films mexicains que nous avons cités.

Comme Eisenstein, le réalisateur américain John Ford a été tenté par les possibilités étonnantes qu'offre le Mexique. C'est là qu'il a tourné *The Fugitive* (Dieu est mort!). Comme si le Mexique même imposait un certain style, ce film n'est en rien américain. Il n'est pas sans parenté formelle avec la réalisation d'Eisenstein et étonne par sa ressemblance avec les films proprement mexicains. Cette parenté est due sans doute à la collaboration de Ford avec l'opérateur mexicain Figueroa, à la distribution en majeure partie mexicaine et à l'analogie du cadre. Mais ce n'est pas par hasard que Ford ou Eisenstein sont allés tourner au Mexique; leurs œuvres réalisées dans leurs pays montrent une tendance à l'esthétisme, à l'expressionnisme des images (très sensibles dans *Le Long Voyage* et *Les Raisins de la Colère*, de Ford, et plus encore dans *Ivan le Terrible*, d'Eisenstein), qui pouvait se réaliser pleinement au Mexique grâce à la lumière extraordinairement propice au cinéma et à la beauté plastique des visages et des costumes indiens. Dans les films proprement mexicains, *Enamorada* et surtout *Maria Candelaria*, la construction et la réalisation du film n'étaient pas au niveau de la valeur artistique des images. Dans *The Fugitive*, la maîtrise de Ford dans la mise en scène se conjugue avec celle de Figueroa dans la photographie, pour donner un film dont la réussite formelle est totale.

C'est pour son sujet que ce film a obtenu cette année, au Festival de Venise, le Prix de l'Organisation catholique internationale du cinéma. André Bazin avait écrit ici même son indignation devant ce jugement. Sans doute la question préalable de l'adaptation doit être posée et l'on doit convenir que le roman de Graham Greene *La Puissance et la Gloire* a été édulcoré par des mains trop bien intention-

nées. Il eût été difficile de montrer à l'écran ce prêtre ivrogne à qui sa maîtresse a donné un enfant. Il eût été plus difficile encore de faire comprendre qu'il était resté sincère malgré sa faiblesse et que la marque du sacrement reçu le rendait malgré tout fidèle au devoir d'administrer les sacrements. Mais essayons de juger ce film comme le fera la masse des spectateurs, sans référence au roman.

Malgré une clause de style où l'on nous annonce au début du film que l'action se situe dans un pays imaginaire, nous sommes pourtant bien au Mexique. Le cadre s'impose avec tous ses caractères originaux. L'interprétation et la figuration sont mexicaines et même indiennes. Nous retrouvons Pedro Armantariz et Dolores del Rio, les interprètes de *Maria Candelaria*, le premier dans le rôle de l'officier révolutionnaire, Dolores dans celui d'une femme du peuple, patronne d'auberge de village restée croyante. Le rôle du prêtre est tenu par Fonda, un des interprètes américains que préfère Ford et qu'il avait déjà mis en valeur dans *Les Raisins de la Colère*. Entre ces trois personnages, l'action est très schématisée : le révolutionnaire persécuteur, le prêtre persécuté et la femme du peuple, qui a aimé jadis le révolutionnaire et qui aujourd'hui protège le prêtre. Ces interprètes sont excellents. En ce qui concerne Pedro Armantariz, on est seulement gêné par le souvenir du film *Enamorada*. Il y jouait le même rôle d'officier révolutionnaire, avec plus de fougue, semble-t-il. Comme les deux films ont été tournés dans la même ville, qu'on retrouve la même place à arcades et la même cour de prison, et comme l'atmosphère de pronunciamento est aussi la même, on se prend souvent à attendre l'apparition de Maria Felix, l'aristocrate qu'aimait Armantariz dans *Enamorada*, et à croire que ce révolutionnaire est un ancien séminariste qui a mal tourné, comme le héros d'*Enamorada*.

Le prêtre de *The Fugitive* n'est pas un héros. C'est même le contraire d'un héros. Il se trouve être le dernier prêtre qui ait survécu aux persécutions. Terrorisé et traqué, il revient pourtant à son église de village abandonnée et, pendant la nuit, il y baptise les enfants. C'est l'occasion, pour le réalisateur et l'opérateur, de nous présenter une procession nocturne à la lumière des cierges de tous les paroissiens qui montent à l'église à l'appel de la cloche. Le lendemain, quand arrive la troupe, on emmène un otage sans que le prêtre se dénonce. Il s'enfuit à nouveau pour tenter de s'embarquer pour l'étranger. Il est déjà sur le bateau quand un enfant à qui il a fait faire sa première communion le supplie de venir assister sa mère mourante. Il revient malgré sa terreur. Au chevet de la mourante, on le supplie de dire la messe. Il n'a pas de vin et part dans la nuit pour tenter d'en acheter « au marché noir », car le vin et l'alcool sont interdits par le gouvernement révolutionnaire. L'hôtelier louche qui lui en procure le fait boire, et quand il sort, ivre et une bouteille d'alcool à la main, la police l'arrête pour usage de l'alcool. Il sera relâché par le gouverneur de la prison qui protège l'hôtelier. A nouveau en fuite, il est caché par la femme dont il a baptisé l'enfant; elle amuse les soldats dans l'auberge pour protéger sa fuite. Il finit par passer la frontière. Mais là, pour la troisième fois, il suivra l'appel de son ministère, un dénonciateur écoeurant qu'il sait pourtant prêt à le livrer pour toucher la prime promise arrive à le convaincre qu'un homme se meurt près de la frontière, blessé par la police, et réclame un prêtre. Ce n'était qu'une ruse pour le livrer : la police arrête le *fugitif*, qui sera ramené à la prison, condamné à

mort et fusillé. La dernière image du film nous montre une assemblée priant dans une grange, dont un personnage inconnu ouvre la porte en disant : « Je suis votre nouveau prêtre. »

Si le rôle du prêtre dans *The Fugitive* a été un peu modifié dans le sens édifiant, il n'en reste pas moins qu'on n'en a pas fait un être héroïque; il reste lâche et faible; il apparaît même que s'il reste ce dernier prêtre, c'est parce qu'il a été le plus faible devant la peur. L'opposition subsiste entre la faiblesse de l'homme et le caractère sacré de sa mission. Cet homme sans énergie qui ne veut pas mourir et qui fuit ne peut rester sourd à l'appel de son devoir de prêtre et, malgré son indignité, il sera, en toute humilité, un martyr de sa foi. Dans cette opposition réside sans doute tout l'intérêt humain du film et toute sa signification religieuse.

Il n'en reste pas moins que nous ne sommes jamais profondément émus ni vraiment convaincus. L'extrême beauté des images, leur esthétique et souvent leur symbolisme (l'ombre du prêtre, les bras écartés pour ouvrir la porte de son église, qui dessine sur le sol une immense croix, etc.) empêche de croire à l'histoire, de s'y sentir mêlé. C'est le défaut des images trop bien faites : nous les admirons sans y croire.

D'autre part, la fureur antireligieuse des révolutionnaires est donnée comme un fait. Le mélange d'antireligion et d'anticléricalisme, qui est propre à chaque persécution, les justifications politiques d'une haine de principe contre la religion, les raisons profondes et les prétextes de la chasse au prêtre, autant de problèmes qu'évite soigneusement le film. *Enamorada*, sur ce point, était plus riche, et nous comprenions la psychologie de l'officier révolutionnaire. Ici, nous ne croyons guère à ces personnages tout d'une pièce, personifications abstraites de l'antireligion. Au drame qui partage le prêtre et l'homme devrait répondre celui qui partage le révolutionnaire et l'homme, le politicien et le théoricien. *Le Fugitif* semble sans cesse aux prises avec un adversaire qui reste abstrait malgré la violence de ses actes. La persécution religieuse est toujours un fait beaucoup plus compliqué, et toujours l'objet de cas de conscience et de divisions chez les persécutés (fidélité à César et fidélité au Christ chez les premiers chrétiens, prêtres jureurs et non-jureurs sous la Révolution). Faute de ces nuances, on n'arrive pas à croire à la réalité de cette histoire.

On a voulu construire tout un film sur un problème exclusivement religieux. Les ressorts de l'action sont purement religieux : devoir pour le prêtre de donner aux fidèles les sacrements, baptême, derniers sacrements ou confession, ou de dire la messe. Mais en édulcorant l'opposition en l'homme et le prêtre, on a schématisé ce personnage central et empêché qu'il puisse à lui seul retenir l'intérêt par son drame intérieur. Comme, d'autre part, ce contexte social et politique qui aurait daté et situé le film a été volontairement schématisé lui aussi, le drame extérieur n'est pas plus convaincant que le drame intérieur. On reste ainsi à mi-chemin entre la peinture d'un caractère et le récit d'une action, et l'ensemble laisse une impression d'irréalité que souligne encore l'esthétisme de la photographie.

Fait d'images admirables, remarquablement interprété, réalisé par un des plus grands metteurs en scène du monde, il manque à ce film pour être un chef-d'œuvre le ton d'histoire vécue, le caractère insolite du vrai qui emporte la créance.

J.-P. CHARTIER.

PERSPECTIVES SUR LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Tout bien pesé, le premier mouvement est le bon : celui qui pousse l'enfant à dévorer un livre pour l'histoire qu'il raconte, plutôt qu'à dévisser avec une haute considération les ressorts du chef-d'œuvre que ce même livre est peut-être. Lui, le plus naïf des lecteurs, indique aux plus savants la vraie voie. Car, avant d'être style, images, idées, tout livre, pour son auteur, est une aventure. Un livre, c'est la trace imprimée sur le sable des mots, des pas d'un homme qui cherche. Savoir lire, c'est d'abord suivre cette aventure.

Le progrès véritable dans la lecture consiste à savoir la suivre de plus en plus lucidement.

Le Robinson du Rhône.

La première joie que nous offre *Malicroix* (Gallimard), le nouveau roman d'Henri Bosco, c'est d'abord d'être une magnifique aventure.

Celle d'un homme qu'un étrange caprice contraint à vivre trois mois dans une île déserte au milieu du Rhône. J'avoue avoir lu en hâte les premières pages du récit, emporté par l'irrésistible attraction qui émane des grandes pages centrales où monte vague par vague l'image merveilleuse de cette singulière thébaïde. Sans cesse, autour de l'homme bouleversé, retentissent les chants fascinants du fleuve, des arbres, de la neige, du vent, de la pluie et des astres. Il s'en faut de beaucoup qu'il s'agisse de simples descriptions. Certes, ce sont d'abord de puissantes évocations où l'on retrouve, comme si elles étaient toutes fraîches, les sensations que nous avons connues lors des errances nocturnes ou près des âtres paysans.

Mais sans cesse la suite des images est conduite par le fil d'un mouvement plus subtil, le progrès de l'intime envoûtement de l'âme humaine par la nature. L'on peut alors relire une seconde fois le récit, et, sous l'affabulation d'un secret particulier au héros du roman, retrouver le secret de tout homme qui vit : le sentiment que la nature n'est pas seulement un décor et une matière première, mais surtout une présence vivante. Elle ne nous paraît muette que parce que nous ne savons plus déchiffrer son langage.

Mais seul avec elle, dans un silencieux colloque, le héros retrouve cette présence. Et c'est le plus intime bonheur de cette longue évocation de l'île solitaire. Ici, l'intelligence cesse ce travail de termites où elle prétend opérer l'impossible divorce de l'en-soi et du pour-soi pour redevenir un lien lumineux, un chant de joie, à travers l'angoisse, une redécouverte de l'art poétique de l'univers créé.

Sur les ponts-levis de l'enfance.

C'est presque aux antipodes de ce monde aérien et venteux que nous emmène Michel Leiris, lorsqu'il nous propose sous le titre énig-

matique de *Biffures* (Gallimard) un très labyrinthique voyage dans les greniers légendaires de l'enfance.

Le charme en est très secret. Rares sont les grandes descriptions continues d'un même *paysage* de jeunesse. Ce n'est pas ce qu'on appelle ordinairement un livre de souvenirs, ni un panorama aisé d'une enfance tout entière remémorée. Les premières lignes apparaissent tout de suite comme hérissées de parenthèses disposées en chicanes. Celui qui penserait entrer de plain-pied, découvrir d'un seul coup d'œil la forêt du monde enfantin serait déçu. Et pourtant, c'est pour cela même que le plus vif désir d'y pénétrer se trouve réalisé. Les entrelacs indéfinis de la narration nous ont introduits, sans que nous comprenions comment, à l'intérieur même de la forêt, dans le dédale de ses sentiers les plus secrets.

Murés que nous sommes par le temps passé et la claire raison, il nous semble que le monde de notre enfance est irrévocablement éloigné de nous. Tout au plus pouvons-nous par de vagues rêveries purement subjectives en retrouver l'atmosphère ou au contraire en reconstituer le décor exact, mais froid, à l'aide de la maison et des meubles qui peut-être nous en sont restés. Mais de l'un à l'autre, la vie ne circule plus.

C'est à partir de là que se mesure le sortilège poétique de *Biffures*. Jamais le décor n'est peint pour lui-même, jamais il n'a cette objectivité massive qu'il possède chez Balzac, par exemple; jamais non plus l'on ne sombre dans les vagues brouillards de l'introspection. Les descriptions sont d'une étonnante précision, elles s'engagent hardiment dans la minutie la plus scrupuleuse. Mais, en même temps, l'*aura* des époques de la « genèse » personnelle et juvénile, qui les nimbe, loin de s'évanouir, ne cesse de rayonner avec plus de force. L'intime familiarité de l'enfant avec les objets qui formait son univers nous est rendue jusqu'à la revivre.

Comme Ali-Baba, le poète a trouvé le *Sésame*, ouvre-toi de la caverne aux trésors. Car ce sont les mots eux-mêmes, à condition d'être suivis, dans le sens de l'amont, vers l'enfance où se trouve leur source, et non plus vers l'aval de la raisonnée maturité, qui forment les ponts-levis par où l'on peut redécouvrir les chemins d'enfance.

Faisant rouler les mots comme on culbute sur la table de vieux dés dont on avait pris l'habitude de ne plus jouer, mais de considérer une seule face qui demeurerait supérieure, Leiris semble s'en amuser à cœur joie, mais tout gratuitement, jusqu'au moment où l'on comprend qu'en faisant réapparaître au jour leur face obscure et verdie, il réanime en même temps les anciens jeux d'enfance.

C'est dans ce jeu que réside la source des pouvoirs de la poésie et même plus généralement de ce pouvoir des mots qui nous dupe d'autant plus que nous refusons d'en admettre l'existence.

Il y aurait à faire, dans ce pays énigmatique découvert par Leiris et qui se situe aux confins des contrées explorées par Roussel et Breton, l'arbre généalogique des mots conducteurs et l'atlas des objets, depuis les fenêtres, l'alphabet, l'histoire sainte, les crayons, le phonographe, la machine à vapeur, les fourmis, le cirque, la photographie, et jusqu'aux carrières et au verglas, l'atlas de cette véritable géographie d'une enfance.

La fête impossible.

On trouvera aussi tout au long de ce livre une lancinante interrogation. Si profonde que soit la plongée du poète dans le monde

révolu de l'enfance, il lui est impossible d'en réanimer le bonheur et la force de vie tendue vers l'infini. Les vieilles dentelles sont là, mais elles sont fanées. L'ossuaire du passé demeure ossuaire, le souffle prodigieux dont parle Ezéchiel n'a pas encore soufflé. Bien plus, dans la perspective de l'auteur, l'antique espérance est morte, l'histoire sainte a rejoint les contes de fées dans le vague *Il était une fois*. Le *En ce temps-là*, qui marque inébranlablement les dates centrales à partir desquelles s'opère le comput de toute histoire humaine, s'est évaporé dans le brouillard.

Dans cette vision du monde où tout se défait, descend vers le néant, la pierre angulaire ayant disparu, le sentiment de la fête devient à la fois invincible nostalgie et impossible désir. Il faut lire là-dessus les pages qui évoquent le dimanche non plus comme relais de force et joyeuse anticipation d'un monde futur, mais comme ennui, parenthèse, simple anticipation de la *retraite*, de la mort et du néant.

Polyphonie verbale.

La singulière exploration poursuivie dans la forêt des mots par Michel Leiris nous montre en tout cas une fois de plus que les mots n'ont pas seulement fonction rationnelle et utilitaire. La façon dont nous les avons peu à peu compris ou même mal interprétés, la manière dont ils furent liés à tels objets, telles circonstances, tels états les a chargés d'une infinité d'allusions et d'associations de sentiments. C'est de là que vient leur pouvoir évocatoire. C'est de cette multiplicité de facettes multicolores et scintillantes que la poésie tire l'arc-en-ciel merveilleux qu'elle suspend au-dessus de nous.

Après les belles études de Curtius et de Dandieu sur Proust, Jean Mouton nous apporte de nouvelles lumières sur *Le Style de Proust* (Corréa). Il étudie avec précision l'emploi du langage et des images chez l'auteur du *Temps retrouvé*. Il insiste, en reprenant Proust lui-même, sur le fait que la métaphore n'est pas simplement une comparaison plus poétique que les autres et un ornement. Elle est vraiment une métamorphose, non point certes qu'elle ait le pouvoir de transfigurer les choses en elles-mêmes, forme naïve de l'idéalisme magique, mais elle marque comme un rajeunissement de notre vision, une redécouverte de la beauté natale de l'univers, une saisie de l'harmonie universelle.

Jean Mouton nous montre par d'excellentes analyses comment Proust sait par de subtils procédés rajeunir des métaphores usées, c'est-à-dire des métaphores qui furent belles et qui peuvent encore l'être si l'on arrive à les débarrasser de l'encrassement de l'habitude, de l'usure d'une locution trop souvent répétée. D'autres pages, notamment sur les clochers de Martinville, nous découvrent de quelle façon Proust en projette de véritables séquences cinématographiques. Par de multiples exemples le critique étudie les types de comparaison employés par Proust et la force avec laquelle elles opèrent la transfiguration esthétique des êtres et des choses.

La métaphore est la matière première du langage poétique et toutes ces analyses sont fort précieuses. Je regretterai seulement que le critique n'ait pas poussé plus loin son travail. Il se borne trop souvent à fournir des échantillons, d'ailleurs typiques, et ne dessine pas encore la figure d'ensemble des champs magnétiques présents dans l'œuvre de Proust sous le couvert de ces métaphores.

Il serait fort curieux, d'ailleurs, d'entreprendre ce travail, même

pour des philosophes, de rechercher les types d'exemple qui ont leur faveur, les comparaisons qu'ils affectionnent. Ce ne sont pas là en effet de simples parenthèses dans leurs exposés, mais les moments d'émergence des images concrètes qui guident incognito leurs chaînes de raisonnements, sous le voile des abstractions.

Sur l'utilisation du langage, sur la polyphonie des métaphores chez le prodigieux artiste que fut James Joyce, on trouvera aussi quelques indications intéressantes dans l'étude de Jolas (n° 26 de *Critique*). Plus précieux est encore sur le même sujet l'article remarquable de Stuart Gilbert dans le numéro 20 de *Psyché*. Cette seconde étude ne se borne pas à quelques détails techniques sur l'œuvre de Joyce, elle nous donne des aperçus extrêmement intéressants sur la personnalité de l'écrivain. Précisions qui éclairent profondément la signification de son œuvre.

Le sacré dans l'athéisme.

Il n'y a pas de sacré dans la perspective de l'athéisme en soi, et il ne peut pas y en avoir. Mais l'athéisme pur n'est qu'une vue de l'esprit, une limite théorique à la réalité et l'athée ne peut pas faire que le monde ne soit quand même traversé d'influences surnaturelles qu'il ne peut s'empêcher de ressentir parfois, à son corps défendant.

Là-dessus, Stuart Gilbert nous ouvre quelques aperçus fort remarquables sur l'attitude de Joyce :

Bien que, dans sa jeunesse, Joyce s'irritât amèrement devant l'étroitesse du catholicisme irlandais, il en était imprégné; et l'athéisme qu'il professait soutenait un combat difficile. Quand son ami Cranly lui demanda pourquoi, au grand chagrin de sa mère, il refusait de communier, lui suggérant que l'Hostie pourrait bien être le corps et le sang du Fils de Dieu, Stephen répliqua : « Oui, je le sens et je le crains » (cf. *Dedalus, in fine*).

Certes, Stephen n'est que le héros de Joyce, mais aussi d'assez près son *alter ego*. Surtout Stuart Gilbert ajoute les remarques suivantes :

De toute évidence, à un incroyant total, la messe noire paraîtrait aussi dénuée de sens et ennuyeuse qu'un rite religieux. Mais la façon dont Joyce a traité la messe noire dans *Circé* indique assez clairement que ce n'était pas là son cas. J'ai souvent senti au contraire, lors des rares occasions où notre conversation roulait sur ces sujets, que Joyce était pénétré d'une manière indélébile par le sens religieux.

Plus loin, venant de rappeler le roulement de tonnerre prolongé qui ouvre le début de *Finnegan's Wake*, Stuart Gilbert raconte comment un jour, voyageant dans les Alpes avec Joyce, il vit, lors d'un fort et subtil grondement de tonnerre, se peindre une terrible émotion sur la personne de Joyce :

Joyce n'était pas lâche physiquement. Il avait supporté beaucoup d'opérations douloureuses sur ses yeux, exécutées presque sans anesthésie, avec un courage remarquable. Mais à présent, je pouvais voir ses longs doigts expressifs qui se crispaient, sa face était blanche et son regard exprimait cette émotion si rare de nos jours : l'horreur sacrée. Une voix s'était fait entendre dans la tempête...

L'on serait tenté de trouver que cette dernière phrase est un commentaire un peu trop littéraire qui n'ajoute rien au récit. N'est-ce pas plutôt le contraire ? Car, en fait, nul croyant n'est tenté de penser aujourd'hui que le tonnerre est un phénomène surnaturel porteur

d'une voix authentiquement divine. Mais c'est là, précisément, ce qui étonne : qu'au sein du monde profane, justiciable des seules lois scientifiques, un athée moderne, une lucide intelligence, ressente encore à cette occasion une telle horreur sacrée.

A la vérité, dans le climat d'un certain athéisme, le sens du sacré ne disparaît point, il émigre plutôt superstitieusement vers des objets qui n'en sont pas réellement le support afin de les valoriser et d'en faire les nouveaux foyers d'une vie spirituelle étrange, détournée de sa vraie source et qui peut avoir valeur humaine, esthétique, mais non pas surnaturelle.

A cet égard, il est fort symptomatique de voir de quel vocabulaire use Stephen, le héros qui personifie la jeunesse de Joyce, dans la première version de *Dedalus : Stephen le Héros* (Gallimard), lorsqu'il veut marquer comment il cherche à l'aide d'une vision esthétique des choses à percevoir leur valeur d'énigme et de révélation :

Par épiphanie, il entendait une soudaine manifestation spirituelle, se traduisant par la vulgarité de la parole ou du geste ou bien par quelque phrase mémorable de la mentalité même. Il pensait qu'il incombe à l'homme de lettres de noter ces épiphanies avec un soin extrême, car elles représentent les instants les plus délicats et les plus fugitifs. Il déclare à Cranly que l'horloge du Bureau du Lest était susceptible d'épiphanie. Cranly interrogea l'inscrutable cadran de son air également inscrutable.

— Représente-toi mes regards sur cette horloge comme des essais d'un œil spirituel cherchant à fixer sa vision sur un foyer précis. A l'instant où ce foyer est atteint, l'objet est épiphanisé... L'âme de l'objet le plus commun dont la structure est ainsi précisée prend un rayonnement à nos yeux. L'objet accomplit son épiphanie.

On retrouve ici une valorisation de la sensation esthétique, authentiquement poétique, analogue à celle qu'on rencontre chez Proust dont toute l'œuvre repose sur quelques « instants privilégiés » dus à la singulière émotion provoquée par quelques objets. Les *Écrits en Prose* de Hofmannsthal sont très riches d'indications sur le même sujet.

J'ajouterai, pour terminer, que si *Ulysse* et *Finnegan's Wake* sont des œuvres difficiles, *Dedalus* et *Stephen le Héros* sont des romans d'allure presque classique et que leur lecture serait salutaire à bien des éducateurs. L'âme de l'adolescent révolté y est peinte avec une terrible vérité.

Signalons encore dans *Critique*, numéro 28, un intéressant article de Simone Pétrement sur Simone Weil et particulièrement sur son recueil de pensées : *La Pesanteur et la Grâce* (Plon), dont nous avons signalé déjà dans une chronique antérieure l'admirable valeur de témoignage. On y lit aussi une bonne étude de Ribemont-Dessaignes sur Tzara et le début d'une étude de Bataille sur Blake.

MICHEL CARROUGES.

LIVRES

MICHEL CARROUGES : *La Mystique du surhomme*. Éd. Gallimard.

Si le livre de Carrouges, malgré ses dimensions, a déjà reçu un tel accueil, c'est qu'il pose pour la première fois un problème qui nous est essentiel. A la question de Mallarmé devant un texte : « Qu'est-ce que cela veut dire ? » bien des critiques avaient déjà essayé de répondre, mais toujours à propos d'individus particuliers. L'immense avantage de *La Mystique du surhomme* est qu'il s'attaque à la littérature moderne dans son ensemble et la considère comme un tout. Aussi cette œuvre, dépassant le domaine ordinaire de la critique littéraire, se rattache-t-elle avant tout à la mythologie comparée et à l'histoire des religions. La méthode fait penser à celle des ethnologues.

En effet, depuis Lévy-Bruhl, on s'est efforcé de définir et d'isoler un certain nombre de « mentalités », dont la nôtre se distinguerait en ce qu'elle ne comporterait pas de mythologie. Mais l'invasion du fantastique dans la littérature ou l'art romantique, le surréalisme, ou le cinéma expressionniste allemand, suffit amplement à nous prouver le contraire, et l'étude de Carrouges s'applique à nous montrer combien l'imaginaire contemporain est cohérent. Il met à jour ces mythes qui ne s'expriment plus dans des cérémonies, mais se révèlent par un nombre considérable d'indices disséminés dans les aspects de l'art et de la pensée quotidienne, et éclatent dans les grands livres.

Il nous convie à une captivante promenade à travers les terrains poétiques et nous dévoile la géographie de nos propres désirs. On passe d'un créateur à l'autre pour rassembler les fragments de cet univers, dont les voyants les plus aigus ne nous ont découvert qu'une partie. Peu à peu nous le voyons se constituer sous nos yeux et nous pouvons en admirer la logique. Le choix des textes dénote non seulement beaucoup de goût, et nous allons d'émerveillements en surprises, mais surtout beaucoup d'honnêteté, ce qui est ici d'une importance capitale. Aucun d'eux n'a été pris au hasard, aucun n'a été détourné de son sens par une habile coupure, aucun n'a été sollicité. La moindre allusion dénote une connaissance approfondie de ce que l'auteur cite, et on doit l'en remercier. On sent, en effet, quel danger il y aurait eu à tenter une pareille entreprise avec moins de scrupules.

Carrouges fait tourner toute mythologie autour de la notion fondamentale de divinisation. Il oppose la nôtre aux anciennes en ce que cette divinisation y devient l'œuvre de l'homme tout seul, c'est-à-dire une autodéification. Il assigne avec raison la date de naissance philosophique à la *Phénoménologie de l'Esprit* de Hegel, mais il n'hésite pas à signaler l'ancienneté de sa « pratique » dans des textes avant-coureurs, qu'il faut chercher, à travers tous les grands alchimistes, jusqu'aux origines mal connues de l'hermétisme.

Sur le fond de cette différence, les ressemblances sont remarqua-

Calendrier

Grands hommes. — Mr Winston Churchill taquine maintenant un autre violon d'Ingres : il a exposé sa première vache laitière. — Dans une vente de charité, on a extrait deux mille huit cents dollars d'une toile du général Eisenhower. — Raoul Dufy poursuit sur des tapisseries de haute lisse des expériences passionnantes. — Après Picasso, Miro s'engage à son tour dans la voie des terres cuites. — Le cinéma jette maintenant le grappin sur le Curé d'Ars, déguisé en « Sorcier du ciel ». — Saint Michel archange est promu par M. Paul Claudel patron des parachutistes français en Indochine. — Un squelette humain âgé de cinquante mille ans se laisse exhumer au Dodécanèse. Les révélations de ce présocratique ne manqueront pas d'intérêt. — M. Maurice Chevalier annonce *Tempes grises*, le troisième volume des mémoires de son canotier. — Gérard Bauër entre à l'Académie Goncourt; M. Sacha Guitry divorce de cette Académie.

Grandes choses. — Chartres achève de retrouver ses vitraux. On restaure les stalles d'Amiens. — Port-Royal sera-t-il mis à l'encan ? — On inaugure à Maëstricht une Académie d'art catholique. — On annonce le débarquement en Europe de la Ligue de la Décence américaine. — Le Salon de la photo a quelque peu déçu, mais, à la Société française de photographie, le livre illustré par la photo permet à quelques talents de briller. — Plusieurs Salons se tiendront en novembre : le quarantième Salon d'hiver, le Salon des moins de trente ans, le trente-neuvième Salon de l'École française.

Grands prix. — Le Prix des lecteurs a été décerné à Jean van Dorp pour *Flamand des Vagues*, et à Hervé Bazin pour *Vipère au poing*. — Dix-huit mille francs belges couronnent les poésies françaises de Chris Marker, le spirituel chroniqueur d'*Esprit*. — Enrichi par la carte postale, le mécénat américain Hallmark fonde une sorte de Prix Nobel de la peinture.

Imprimerie AUBIN. — LIGUGÉ (Vienne).

D. L., 4^e trimestre 1948. — Imprimeur, n^o 276.

N.M.P.P.

L'Union Catholique des Scientifiques Français s'est fondée voici deux ans. En liaison avec ce jeune et actif mouvement, les Éditions du Cerf ont publié au cours de l'année 1948

Un volume de *Rencontres* :

RENCONTRES SCIENTIFIQUES

Un volume in-8° couronne, 222 pages. **250 fr.**

Le premier ouvrage d'une série destinée à avertir les esprits sérieux des principales questions philosophiques et religieuses liées au développement présent de la science.

Deux albums de *Fêtes et Saisons* :

L'ÉGLISE ET LA SCIENCE

Un album 24 pages héliogravure **25 fr.**

qui contient en particulier la déclaration des membres du Conseil directeur de l'Union des Catholiques Scientifiques Français et fait une mise au point, accessible à tous, des grands problèmes religieux de la science.

LE CHRÉTIEN FACE AUX TECHNIQUES

Un album 24 pages héliogravure **25 fr.**

Prise de position capitale devant le monde des activités modernes de l'homme.



LES ÉDITIONS DU CERF
29, BOULEVARD LATOUR-MAUBOURG
PARIS-VII^e

Vient de paraître :

ETHÉRIE
JOURNAL DE VOYAGE

Collection Sources chrétiennes

Texte latin. Introduction, traduction et notes
de HÉLÈNE PÉTRÉ, docteur ès lettres.

Un volume in-8 écu de 288 pages 400 fr.

Ce texte latin, découvert en 1884 seulement, n'avait jamais été traduit en français. Rédigé par une femme dont l'identité, la patrie, l'époque restent enveloppées de mystère, il contient le récit d'un long voyage qui, par l'Égypte, la Palestine, la Mésopotamie, l'a conduite du mont Sinaï à Constantinople, à la recherche des souvenirs bibliques, des lieux de culte des martyrs, des centres de vie monastique.

Ce récit fort curieux permettra au lecteur de s'initier à la vie chrétienne de ce lointain passé et de refaire en imagination, avec une compagne aussi enthousiaste qu'infatigable, ce beau pèlerinage.



LES ÉDITIONS DU CERF
29, BOULEVARD LATOUR-MAUBOURG
PARIS-VII^e

Une réimpression très attendue :

L. CERFAUX

Professeur à l'Université de Louvain

LA THÉOLOGIE DE L'ÉGLISE SUIVANT SAINT PAUL

Collection *Unam Sanctam*,
2^e édition revue et augmentée.

Un volume in-8° carré de 336 pages 280 fr.

Le mystère du Christ et de l'Église occupe la première place dans la pensée de saint Paul. Mais cette pensée est si riche qu'il est difficile de n'en rien perdre. L'étude du chanoine Cerfaux a le mérite, fort rare, de partir d'une analyse serrée des textes pour aboutir aux vues synthétiques les plus complètes. Elle constitue une introduction magistrale aux Épîtres de saint Paul. Jamais étude technique ne s'est présentée sous un jour aussi captivant.



LES ÉDITIONS DU CERF
29, BOULEVARD LATOUR-MAUBOURG
PARIS-VII^e

ÉDITIONS « MONDE NOUVEAU »

185, rue de la Pompe — PARIS (16°)

C. C. P. Paris 5682-70

Tél. : KLÉber 1508

SERVICE COMMERCIAL : 39, rue Madame, PARIS (6°)

Nouveauté :

L'EUROPE INVINCIBLE

par MAX GLASS

Traduit de l'américain par Jules CASTIER

In-16 Jésus, 384 pages, alfa Barjon 480 fr.

Il a été tiré :

200 exemplaires numérotés, pur alfa Barjon. 800 fr.

L'EUROPE INVINCIBLE - MAIS QUELLE EUROPE ?

Sociologue et historien, avec le tempérament d'un journaliste fougueux, Max GLASS a écrit en Amérique un message pour l'Europe. Ses conclusions sont surprenantes. Elles seront âprement discutées.

Aux mêmes Éditions :

M. KORIAKOFF : **Je me mets hors la loi**, 224 pages . 180 fr.

J. BERTELOOT : **La Franc-Maçonnerie et l'Église catholique**.

Tome I, 160 pages. 150 fr.

Tome II, 248 pages 250 fr.

XXX : **La Bataille de la Paix**, 320 pages 250 fr.

XXX : **Angleterre 1947**, 148 pages 150 fr.

XXX : **Bilan français**, 122 pages 200 fr.

CAHIERS DU MONDE NOUVEAU

REVUE INTERNATIONALE DE LANGUE FRANÇAISE

Le numéro : 100 fr.

Abonnement : 950 fr.

Dépôt de la revue sur demande

185, rue de la Pompe, PARIS (16°)

Remise 30 p. 100. Frais d'envoi à notre charge.

Règlement trimestriel.

LA PRIÈRE DE L'ÉGLISE

par **L. MOLIEU**

en 3 volumes

- I. *Liturgie de chaque jour* : Messe et Office . 300 fr.
- II. *Liturgie de l'année* : Propre du temps . . 300 fr.
- III. *Liturgie des sacrements* 300 fr.

Les trois volumes, ensemble : 800 fr.

Les cérémonies publiques et privées de l'Église constituent la plus belle des prières et offrent un sujet d'étude, d'enseignement et de prédication incomparable ; c'est ce qui rend si attachant l'ouvrage du Père Molien qui explique l'origine et le sens profond des rites et des textes adoptés par l'Église.

LETOUZEY et ANÉ, 87, B^d Raspail PARIS (VI^e)

LA VIE INTELLECTUELLE

REVUE MENSUELLE

Les Editions du Cerf, 29, boulevard Latour-Maubourg, Paris-VII^e
C.C.P. Paris 1436-36 — Tél. : Inv. 30-53 (4 lignes)

La Vie Intellectuelle
paraît tous les mois, sauf en août

Les conditions d'abonnement pour **six mois**, à partir de janvier, avril, juillet ou octobre 1948, sont les suivantes :

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Les abonnements sont de **six mois pour la France** et d'un **an pour l'Etranger**, et partent de janvier, avril, juillet ou octobre.

FRANCE		ETRANGER	
Abonnement ordinaire :		Abonnement ordinaire :	
pour six mois.....	400 fr.	pour un an.....	900 fr.
Abonnement de soutien :		Abonnement de soutien :	
pour six mois.....	1000 fr.	pour un an.....	2000 fr.

Le numéro : 100 francs

Pour toute commande, réclamation, etc., nos lecteurs voudront bien, afin de faciliter le travail de l'administration, indiquer sur leur lettre leur nom et leur adresse très lisiblement et joindre la dernière bande.

Pour la publicité s'adresser à **A. LECOMTE**, 37, rue de l'Échiquier, PARIS-X^e

Tél. : Tai. 61-17 — 52-39

Dans la série d'études ouverte dans

RENCONTRES

Après " **France, pays de mission ?** "

" **Problèmes missionnaires de la France rurale** ",

" **Paroisse, communauté missionnaire** ".

Un effort pour porter en terre bourgeoise l'appel missionnaire de l'abbé Godin.

Dr JOUVENROUX

LE JOURNAL D'UN CATÉCHUMÈNE

Préface du R. P. MAYDIEU

Un volume in-8° couronne, 206 pages. 180 fr.

Une mise en garde, un rappel de la Transcendance du message chrétien.

H. DUMERY

LES TROIS TENTATIONS DE L'APOSTOLAT MODERNE

avec une adresse du Cardinal Saliège

Un volume in-8° couronne, 164 pages. 200 fr.



LES ÉDITIONS DU CERF

29, boulevard Latour-Maubourg, PARIS-7°